

LA MESURE DE LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

2015

*“Renforcement des
Capacités Statistiques
Nationales”*





**LA MESURE DE LA PAUVRETÉ DANS LES
PAYS MEMBRES DE L'OIC:
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS STATISTIQUES
NATIONALES**

Ce rapport est financé par le COMCEC sous le projet # 2013-SESRIC-028 intitulé « Renforcement des Capacités Nationales de Pays Membres de l'OIC dans les Statistiques de la Pauvreté ».



**CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES,
ECONOMIQUES ET SOCIALES ET DE FORMATION
POUR LES PAYS ISLAMIQUES (SESRIC)**



**COMITE PERMANENT POUR LA
COOPERATION ECONOMIQUE ET
COMMERCIALE DE L'ORGANISATION DE
COOPERATION ISLAMIQUE
(COMCEC)**

© 2015 Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara –Turquie

Téléphone +90–312–468 6172

Internet www.sesric.org

E-mail pubs@sesric.org

Le matériel présenté sur cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les donneurs la permission de voir, copier, télécharger, et imprimer le matériel présenté à condition que ces matériaux n'aillent pas être réutilisés, sur n'importe quelle condition, pour des buts commerciaux. Pour la permission de reproduire ou de réimprimer n'importe quelle partie de cette publication, veuillez envoyer une demande avec l'information complète au Département de Publications de SESRIC.

Toutes questions concernant les droits et les permissions devraient être adressées au département de publications, SESRIC, à l'adresse mentionnée ci-dessus.

DESISTEMENT : Tous points de vue ou avis présentés dans ce document sont seulement ceux des auteurs et ne reflètent pas les points de vue de l'Office de Coordination du COMCEC.

ISBN: 978-975-6427-36-1

La Conception de la Couverture est faite par le Département de Publications, SESRIC.

SESRIC exprime par ceci sa satisfaction profonde au Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Elevage de la République de Turquie d'avoir fourni des équipements d'impression.

Pour des informations supplémentaires, veuillez contacter le Département des Statistiques et Informations à travers : statistics@sesric.org

TABLE DE MATIERES

ACRONYMES	4
REMERCIEMENT.....	5
AVANT-PROPOS.....	6
I. COMPRENANT LA PAUVRETÉ	8
1.1. Concepts de Base, Définitions et Approches.....	8
1.2. Mesures de Pauvreté et d'Inégalité	11
1.3. Causes Déterminantes de la Pauvreté.....	17
Partie II: ÉTAT DE PAUVRETÉ DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI.....	22
2.1. Profil de Pauvreté	22
2.2. Causes Déterminantes de la Pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI.....	27
III. AMÉLIORATION DES CAPACITÉS POUR LA MESURE DE LA PAUVRETÉ	43
3.1. Situation Actuelle sur la Collecte, la Collation et la Diffusion de Données.....	44
3.2. Approches d'Evaluation de Pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI.....	45
3.3. Capacité Courante d'Offices Statistiques Nationaux	53
3.4. Conditions pour Renforcer les Capacités Nationales dans des Statistiques de Pauvreté.....	56
Partie IV : LA VOIE A SUIVRE.....	59
4.1. Remarques Finales.....	60
4.2. Recommandations de Politique	62
ANNEXE.....	66
RÉFÉRENCES.....	91

ACRONYMES

BAD	: Banque Africaine de Développement
ASPN	: Assurance de Soins Prénatal
IARPE	: Indicateur de-Pauvreté À-Risque ou d'Exclusion Sociale
COMCEC	: Comité Permanent Pour La Coopération Economique Et Commerciale de l'OCI
CDR	: Le Conseil Danois de Réfugié
EAP	: L'Asie de l'Est et le Pacifique
ECA	: Europe et l'Asie Centrale
RGE	: Réunion de Groupe d'Experts
FAO	: Organisation alimentaire et Agricole
GDI	: Indice de Développement Relative au Genre
PIB	: Produit Intérieur Brut
GHI	: Indice Global de Famine
GPI	: Indice de Performance de Gouvernement
HDI	: Indice Humain de Développement
HPI	: Indice de Pauvreté Humaine
CCIAI	: Chambre de Commerce, Industrie et Agriculture Islamique
BID	: Banque Islamique de Développement
IEO	: Inégalité d'Occasion Economique
IMF	: Fonds Monétaire International
IMR	: Taux de Mortalité Infantile
ISESCO	: Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture
ISFD	: Fonds Islamiques de Solidarité pour le Développement
ALC	: Amérique Latine et les Caraïbes
EVN	: Espérance de Vie à la Naissance
LIFDC	: Pays Déficitaires Alimentaires de Revenu Bas
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
MOAN	: Moyen Orient et Afrique du Nord
MNCH	: Santé Maternelle, Nouveau-née et Infantile
MPI	: Indice Multidimensionnel de Pauvreté
MPPN	: Réseau Multidimensionnel des Pairs de Pauvreté
NER	: Taux Net d'Inscription
OGN	: Organisation Non-Gouvernementale
ONS	: Office National Statistique
APD	: Aide Publique au Développement
OCI	: Organisation de Coopération Islamique
OPHI	: Développement Humain et Initiative de Pauvreté d'Oxford
PRSP	: Papier de Stratégie de Réduction de Pauvreté
SA	: Asie du Sud
SDG	: Objectifs de Développement Durable
ASS	: Afrique Sub-Saharienne
U5MR	: Taux de mortalité au-dessous de l'âge de cinq ans
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
DSONU	: Division Statistique de l'ONU
USD	: Dollar Américain
IDM	: Indicateurs de Développement Mondial
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé

REMERCIEMENT

Ce rapport est le rendement de projet de SESRIC-028 intitulé « Renforcer les Capacités Nationales de l'Organisation de la Coopération Islamique des Pays Membres (OCI) dans les statistiques de Pauvreté » soutenu par le Comité Permanent Pour La Coopération Economique Et Commerciale de l'OCI (COMCEC) Programme Gestion de Cycle de Projet (PCM). Le projet vise à fournir une vue d'ensemble au sujet de l'état, des causes et des conséquences de la pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI, établissant la capacité statistique nationale dans le secteur de la pauvreté et, de ce fait, de la contribution global aux systèmes statistiques nationaux (SSN) des Pays Membres de l'OCI. Le rapport fournit également des recommandations efficaces dans le secteur de la lutte contre la pauvreté et la surveillance d'état de la pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI.

Le projet a été mis en œuvre et coordonné par le SESRIC. Le rapport a été préparé par Zehra Zumrut Selcuk et Mazhar Hussain, chercheurs supérieurs et Dr. Nilufer Oba, chercheur à SESRIC. L'assistance technique a été également fournie par les chercheurs suivants à SESRIC : Davron Ishnazarov, Abdulhamit Ozturk, Sumeyye Karatay et Syed Tahir Mahmud. Nabil M. Dabour, Directeur de département de recherches économiques et sociales et Hüseyin Hakan Eryetli, directeur du département de la statistique et de l'information à SESRIC, étaient les coordonnateurs du projet. Prof. Savaş Alpay a dirigé la mise en œuvre générale du projet et était l'éditeur principal du rapport.

L'équipe de recherche à SESRIC prolonge ses mercis et appréciation aux 40 offices nationaux statistiques (ONS) des Pays Membres de l'OCI pour leur coopération valable d'avoir partagé l'information sur les méthodologies qu'ils ont employées dans la mesure de pauvreté par le questionnaire sur les capacités statistiques nationales des pays membres, qui a été conçu et distribué par le SESRIC lors de la préparation du rapport.

L'équipe de recherche a également bénéficié considérablement des contributions de valeur inestimable des participants de la première réunion de groupe d'experts (RGE1) tenue les 7-8 août 2014 à Ankara, et la deuxième réunion de groupe d'experts (RGE2) s'est tenue les 19-20 novembre 2014 à Ankara. L'équipe voudrait remercier tous les participants¹ dans ces réunions pour leurs commentaires d'éclaircissement et points de vues sur le rapport du projet aussi bien que sur leurs recommandations valables pour le future project : Yashar Pasha (*Azerbaïdjan*), Hamit Baghirova (*Azerbaïdjan*), DM. Mizanur Rahman Khondker (*Bangladesh*), Ahmad Malam (*Cameroun*), Ali Ousmane Khassim (*Tchad*), Samassi Daouda (*Côte d'Ivoire*), Sekou Tidiane Konate (*Djibouti*), Sohair Metwally Ahmed (*Egypte*), Lamin L. Dibba (*Gambie*), Wynandin Imawan (*Indonésie*), Karim (*Indonésie*), Al-Khateeb de Raouf (*Irak*), Rafi Alqudah (*Jordanie*), Gulmira Karaulova (*Kazakhstan*), Al Sleem (*Koweït*), Al-Rifae d'Amal Hamed (*Koweït*), Azahari Mohd d'Awatif M. Raslan (*Malaisie*), EL Yass (*Mauritanie*), Ousmane Maimouna Ali Boulhassane (*Niger*), Rahman Busari (*Nigéria*), Rabia Awan (*Pakistan*), Qais Hasiba (*Palestine*), Abdulmohsen bin Saad Al-Nassar (*Arabie Saoudite*), Diouf Macoumba (*Sénégal*), Somaia Khalid Elkhair Omer (*Soudan*), Hilola Begova (*Tadjikistan*), Dorra Dhraief (*Tunisie*), Mehmet Serdar Kabukçuoğlu (*Turquie*), Barış Uçar (*Turquie*), Mehmet Ali Karadağ (*Turquie*), Yılmaz yakoute (*Turquie*), Caner Esenyel (*Turquie*), James Muwonge (*Ouganda*), Yasin Sadiq Mayanja (*Ouganda*), Al-Kebisi de Didi de Tareq Yahya (Le Yémen), Al Madani (*Yémen*) de Khaled Taha, Aykut Yılmaz (*COMCEC*), Hande Hacımahmutoğlu (*COMCEC*), Sırma Şeker (*COMCEC*), Al Fadhli (*DRC*) de Tarfa, Melek Çakmak (*FAO*), Musa Jega Ibrahim (*ISFD*), Suman Seth (*OPHI*) et Danilova-Croix d'Elena (*PNUD*).

On l'espère que ce rapport contribuera de manière significative au processus d'augmenter les programmes de renforcement des capacités statistiques nationaux, régionaux et internationaux pour renforcer les capacités des ONS dans les Pays Membres de l'OCI en ce qui concerne le rassemblement et l'analyse des données de pauvreté suffisante et de qualité, le composant fondamental des programmes efficaces de la lutte contre la pauvreté.

¹ La liste détaillée des participants est fournie dans le Tableau A.14 en Annexe.

AVANT-PROPOS

La pauvreté est un phénomène compliqué et multidimensionnel qui dépasse les aspects monétaires. Elle est associée aux économies pauvres, ressources humaines pauvres, la provision des Services Sociaux pauvres, et des politiques pauvres pour aborder les défis faisant face au développement humain et socio-économique. La pauvreté surgit également quand les gens manquent de l'accès aux agréments civiques suffisants comme l'éducation et les services de santé. Par conséquent, le statut, les causes déterminantes, et les décisions politiques exigées pour éradiquer la pauvreté, par définition, varieraient d'un pays à l'autre.

Le monde a été témoin d'une diminution significative de la pauvreté au cours des deux dernières décennies, où le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté international de 1.25 dollars des États-Unis par jour a diminué de 1829 millions en 1990 à 964 millions en 2011, correspondant à un déclin de 47%. Au cours de la même période, les Pays Membres de l'OCI ont également fait des gains significatifs dans leur lutte contre la pauvreté, où le nombre de personnes vivant à 1.25 dollars des États-Unis par jour a diminué de 396 millions en 1990 à 322 millions en 2011. En conséquence, la part des pauvres en la population totale de l'OCI a été enregistrée à 22.3% en 2011 comparé à 41.1% en 1990.

Malgré ce progrès, actuellement, plus de 1.6 milliard de personnes dans le monde vivent dans la pauvreté multidimensionnelle, correspondant à 30% de la population totale du monde. L'incidence de la pauvreté multidimensionnelle est restée comparativement élevée dans les Pays Membres de l'OCI avec 35% de leur population totale vivant dans la pauvreté multidimensionnelle en 2014. Un total de 465 millions de personnes dans les Pays Membres de l'OCI est considéré en tant que pauvres multidimensionnels, expliquant 29% des pauvres multidimensionnels de total mondial en 2014.

Le progrès en supprimant la pauvreté est resté fortement inégal à travers les Pays Membres de l'OCI. L'incidence de la pauvreté, en termes monétaires et multidimensionnels, est restée très élevée particulièrement dans les pays de l'OCI de revenus bas et inférieurs moyen situés dans les régions de l'Afrique Subsaharienne et de l'Asie du Sud. L'éradication de la pauvreté est une tâche complexe en raison de la nature à facettes multiples de la pauvreté. Comme plusieurs de leurs contreparties en développement, les gouvernements dans les Pays Membres de l'OCI font face à une myriade de questions et de défis dans leur lutte contre la pauvreté comprenant l'accès aux services de base, à la disponibilité des ressources financières, à la capacité institutionnelle et à la volonté politique.

Cet état de question rend nécessaire plus d'engagement et d'efforts par les gouvernements afin de considérer cette question importante à un de niveau plus élevé à leurs ordres du jour de développement national. Il y a également des besoins urgents pour renforcer et augmenter la coopération et la collaboration dans les questions relatives de diverse pauvreté au niveau régional et international. Si les Pays Membres de l'OCI sont à réduire la pauvreté ou d'évaluer l'impact de leurs politiques socio-économiques nationales, ils doivent connaître beaucoup de choses en ce qui concerne leurs pauvres. Il est important de savoir qui les pauvres sont ; là où ils habitent ; quels-sont les capitaux qu'ils commandent ; c'est quoi leur éducation, leur santé et leurs états de logement ; et quelles occasions économiques sont disponibles pour eux. Il n'est pas possible d'imaginer le développement socio-économique soutenable dans ces pays sans une augmentation significative dans le niveau de vie des segments les plus indigents de la population en termes de consommation, santé, logement, et éducation. L'investissement dans les personnes doit, donc, être la priorité la plus élevée pour ces pays tant que les limitations de capital humain retiennent la croissance ou maintiennent des personnes dans la pauvreté absolue.

Un souci important est, donc, la disponibilité des statistiques de bonne qualité. Sans les informations et les données suffisantes à propos des pauvres personnes, les politiques et les programmes avec des stratégies d'engagement efficaces pour les pauvres ne peuvent pas être entrepris et surveillés. Dans ce contexte, récemment il y a eu un intérêt croissant vers des mesures multidimensionnelles de pauvreté, qui exige la quantité substantielle de données sur divers champs et activités relatifs. Cet état de question rend nécessaire le besoin d'une analyse détaillée sur l'état, les causes et les conséquences de la pauvreté aussi bien qu'une évaluation précise des capacités et des besoins statistiques de mesure relative de la pauvreté.

Dans cette perspective, le rapport fournit dans la partie I une brève analyse de divers efforts faits jusqu'ici pour mesurer la balance de la pauvreté dans le monde particulièrement en accentuant les forces et les faiblesses de ces mesures. Dans la partie II, le rapport fournit une analyse détaillée de l'incidence de la pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI en ce qui concerne les contextes monétaires et multidimensionnels. Il accentue les causes principales et les conséquences socio-économiques de la pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI aussi bien que les défis et les obstacles principaux rencontrés par les Pays Membres de l'OCI dans leur lutte contre la pauvreté.

La partie III se concentre principalement sur les pratiques, les besoins et les forces statistiques courants des Pays Membres de l'OCI en évaluant la pauvreté. À cet égard, les questions clés dans la mesure de pauvreté sont tracées en se basant sur les réponses données par les offices nationaux statistiques (ONS) des Pays Membres de l'OCI au questionnaire préparé par le SESRIC à ce propos. Dans la partie IV, les plans et les stratégies des pays membres sont présentés pour tracer les cartes de route à l'avenir. Le rapport conclut avec des recommandations de politique visant à renforcer les systèmes statistiques nationaux (SSN) des Pays Membres de l'OCI dans le secteur des statistiques de pauvreté, et à augmenter ainsi les programmes nationaux sur la lutte contre la pauvreté.

Je félicite sincèrement l'équipe responsable du projet pour l'accomplissement réussi de ce rapport compréhensive sur la pauvreté et je voudrais bien remercier le prof. Savaş Alpay, ancien Directeur Général de SESRIC, de ses commentaires valables sur le rapport. Je voudrais également accorder mon appréciation à Dr. Metin Eker, le Directeur Général de l'Office de Coordination du COMCEC, pour l'aide financière accordée par le mécanisme de PCM du COMCEC pour mettre en application ce projet important

Ambassadeur Musa Kulaklıkaya
Directeur Général
SESRIC



COMPRENANT LA PAUVRETÉ

1

Aujourd'hui elle est une opinion très répandue que la pauvreté ne peut pas être mesurée seulement qu'en valeur nominale. En fait, la pauvreté est un phénomène complexe et multidimensionnel qui résulte de l'interaction des processus économiques, politiques et sociaux aggravant le dénuement faisant face par de pauvres personnes. Dans plusieurs cas, l'adressage des causes premières de la pauvreté exige un engagement à long terme afin d'améliorer les conditions de vie des personnes souffrant des privations diverses. Au cours des années, l'éradication de la pauvreté est devenue un souci international particulièrement depuis le déclenchement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000. Néanmoins, en dépit des efforts continus à chaque niveau, il y a toujours une partie considérable de la population du monde vivant dans des conditions insuffisantes. Par conséquent, ce n'est aucune merveille pour observer que le problème de la pauvreté est toujours au cœur de l'ordre du jour global de développement pendant que les discussions sur les objectifs du développement suivant 2015 intensifient et la Banque Mondiale a fixé un nouvel objectif d'éradiquer la pauvreté extrême autour du monde d'ici 2030.

Bien qu'il y ait un accord mondial sur l'éradication de la pauvreté pour le développement socio-économique, pourtant il n'y a aucun consensus international sur la définition et la mesure de la pauvreté. Dans cette veine, cette section fournit une courte description des définitions et la mesure des approches relatives à la pauvreté. Il vaut mieux noter qu'une grande partie des efforts internationaux sont concentrés sur le fait d'éradiquer la pauvreté mesurée en valeur nominale, mais une position plus complète vers l'éradication de la pauvreté devrait être adoptée afin d'aborder les aspects multidimensionnels de la privation.

1.1. Concepts de Base, Définitions et Approches

Les experts et les universitaires ont développé beaucoup de concepts et de terminologies qui sont utilisés généralement dans la littérature pour expliquer les différents aspects du bien-être humain. Afin de bien capturer la variété d'idées et de concepts, cette sous-section passera en revue certaines des terminologies les plus utilisées généralement et fournira une brève discussion sur chacune de ces limites. Ceci inclura la pauvreté, le niveau de vie et le bien-être, l'inégalité et l'exclusion sociale. La prochaine sous-section se concentrera sur les mesures de pauvreté et d'inégalité qui sont utilisées généralement dans la littérature. Elle fournira des discussions sur les deux mesures traditionnelles de pauvreté aussi bien que les mesures alternativement développées qui visent à mesurer différents aspects de la pauvreté au-delà des mesures monétaires.

1.1.1. Pauvreté

La pauvreté n'est pas un concept auto-définissant. Il y a une gamme vaste de perceptions au sujet de la nature de la pauvreté et selon le point de vue adopté, différentes analyses peuvent être

effectuées et des stratégies peuvent être conçues pour éradiquer la pauvreté. Elle serait juste de classer ces différentes perceptions sur la pauvreté sous des mesures objectives et subjectives. Les études relatives à la pauvreté dans les premières informations d'utilisation de catégorie collectées par des variables avec un niveau important d'objectivité. Plus souvent les variables utilisées sont les revenus domestiques et les dépenses. En appliquant un foyer objectif, une autre classification peut être faite basée aux conditions absolues et relatives. La pauvreté absolue se rapporte à un seuil au-dessous de revenu minimum dont les individus ne peuvent pas répondre à leurs besoins fondamentaux qui sont essentiels pour la survie. Selon la Banque Mondiale, la pauvreté absolue est définie pendant qu'un état dans lequel une famille gagne moins que 1.25 dollars des États-Unis par jour (en 2005 Dollars des États-Unis) par personne (Ravallion et autres 2008). En termes relatifs, la pauvreté est mesurée comme pourcentage de population avec le revenu moins qu'une certaine proportion fixe de revenu médian. Elle compare les plus bas segments d'une population aux segments supérieurs. Par exemple, l'Eurostat emploie une mesure relative de pauvreté basée sur « la distance économique » qui correspond à un niveau d'ensemble de revenu à 60% du revenu domestique médian.

Dans l'analyse sur la pauvreté subjective, la source d'information primaire est l'opinion des individus ou des ménages. Plus avec précision, cette approche se sert des vues subjectives que les ménages ont de leur situation financière par opposition au foyer objectif qui emploie des variables observables et mesurables. Il y a un autre concept appelé la pauvreté grave qui est liée à la privation ou au manque d'accès à certains biens et aux services considérés essentiels pour toute personne. Dans ce contexte, la pauvreté est mesurée avec des variables non monétaires et des indicateurs de privation. D'ailleurs, au cours des décennies passées, les définitions de la pauvreté ont été élargies au-delà des indicateurs économiques (revenu) pour inclure les indicateurs sociaux et culturels tels que l'éducation et la santé comme meilleure réflexion du bien-être des personnes (Cobbinah et autres 2013).

1.1.2. Niveau de Vie et Bien-être

Le niveau de vie et le bien-être sont deux concepts importants qui sont employés fréquemment dans la littérature socio-économique pour comprendre ou expliquer l'état de bien-être humain. Le niveau de vie se rapporte au niveau de la richesse, du confort, des marchandises matérielles et des nécessités disponibles à une certaine classe socio-économique, dans un certain secteur géographique. À cet égard, le niveau de vie couvre un éventail de facteurs comprenant le revenu, la disparité de classe, l'indice de pauvreté, le PIB, le taux d'inflation et l'espérance de vie.

Dans la littérature, le seuil de pauvreté est déterminé en termes de niveau de vie. Plus avec précision, les seuils de pauvreté représentent la valeur globale de tous les biens et les services qui sont considérés nécessaire pour accomplir les besoins fondamentaux du ménage. Il y a plusieurs approches pour construire les seuils de pauvreté. Le coût de besoins fondamentaux (BCN) est l'une de ces différentes approches, où tout le seuil de pauvreté est construit comme somme d'un aliment et d'un seuil de pauvreté non-alimentaire. Il estime d'abord le coût d'acquérir assez alimentaire pour une nutrition suffisante et ajoute ensuite le coût d'autres bases telles que l'habillement et l'abri. D'ailleurs, les besoins fondamentaux imprévisibles (ABI) ou les besoins fondamentaux minimum (MBN) approchent des mesures que la pauvreté en termes d'accès aux besoins fondamentaux pour les peuples. Le logement, les services de base, les degrés d'instruction et le soin de santé représentent quatre critères principaux qui sont employés afin d'estimer les besoins fondamentaux imprévisibles d'un ménage.

Le bien-être, d'une part, est un concept plus étroit que le niveau de vie. Plus avec précision, les sciences économiques d'assistance sociale se rapportent au niveau de la prospérité d'un individu ou d'un groupe de personnes. Dans ce contexte, l'État-providence est défini comme concept de gouvernement dans lequel l'état joue un rôle principal dans la protection du bien-être économique et social de ses citoyens dans quatre secteurs tels que les avantages d'argent comptant ; soins de santé ; éducation ; nourriture, logement et d'autres services (Barr, 2004). Selon cette définition, l'État-providence devrait soutenir le niveau de vie et empêcher le comportement contribuant au risque subjectif et au choix défavorable. En ce qui concerne des sciences économiques d'assistance sociale, Amartya Sen a formulé l'approche de possibilités dans les années 80. Les contributions principales du Sen (1990) sont que la liberté des personnes est essentielle afin de choisir entre les différents modes de vie qu'elles peuvent évaluer. Dans un tel arrangement, Sen accentue que la pauvreté devrait être considérée comme privation des possibilités de base et que seule la pauvreté de revenu ne devrait pas être la valeur de noyau des sciences économiques de développement.

1.1.3. Inégalité

L'inégalité est un plus large concept que la pauvreté parce qu'elle est définie par rapport à la population entière et pas simplement pour un segment particulier de la population vivant au-dessous d'un certain seuil de revenu minimum. À cet égard, l'inégalité est la situation dans laquelle les capitaux, la richesse, ou les revenus sont distribués de façon inégale parmi les individus dans un groupe, parmi les groupes dans une population, ou parmi des pays. L'inégalité économique varie entre les sociétés, les périodes historiques, les structures économiques et les systèmes. Il y a différents indices pour mesurer l'inégalité économique. Employé couramment est le coefficient de Gini, cf. Section 1.2. Une revue de la littérature prouve que les avis diffèrent sur l'importance du concept de l'inégalité et de ses effets. Par exemple, les hypothèses de Kuznets (1955) postulent que la croissance du revenu par habitant vient au commencement à un coût d'un de niveau plus élevé de l'inégalité, mais par la suite l'inégalité diminue avec la croissance.

1.1.4. Exclusion Sociale

L'exclusion sociale est employée en littérature de développement social comme un cadre qui vise à conceptualiser la privation humaine. Ce concept capture la nature dynamique de la privation avec différentes dimensions reliées ensemble. Dans ce contexte, l'exclusion de revenu crée d'autres formes d'exclusion telles que l'accès limité aux services comprenant des soins de santé et l'éducation. Cependant, le revenu insatisfaisant n'est pas le seul facteur qui peut influencer l'accès aux services. Les ordres publics injustes peuvent mener à l'exclusion à partir des services. Par exemple, les pensions ou les soins de santé publics dans quelques pays couvrent seulement des employés de secteur public à l'exclusion de la majorité de personnes employées dans le secteur non structuré.

Différentes mesures sont développées dans la littérature afin de refléter différentes dimensions d'exclusion sociale. « En danger de l'indicateur de pauvreté ou d'exclusion sociale » (AROPE) définit la part des personnes qui sont en danger de la pauvreté ou sont sévèrement matériellement privées ou vivant dans les ménages avec l'intensité de travail très basse. Les gens à la risque-de-pauvreté ont un revenu net disponible égalisé au-dessous du seuil de risque-de-pauvreté, qui est placé par l'Union Européenne à 60 % du revenu net disponible égalisé médian national après des transferts sociaux. Un revenu net disponible égalisé est le revenu global d'un ménage, après

l'impôt et d'autres déductions, divisés par le nombre de membres de ménage convertis en adultes égalisés. Les membres de ménage sont égalisés ou font un équivalent en pesant chacun selon leur âge.

En outre, le rapport humain régional de développement du PNUD par rapport à l'exclusion sociale en 2011 a proposé l'indice multidimensionnel d'exclusion sociale, qui mesure le statut de personnes et de leurs ménages le long de trois dimensions : exclusion économique, exclusion des Services Sociaux, et exclusion de participation civique. L'indice d'exclusion sociale emploie 24 indicateurs - huit pour chaque dimension mesurant le niveau de l'exclusion sur les marchés du travail, éducation et systèmes de santé, aussi bien qu'aux réseaux civiques et sociaux. Un individu est défini socialement exclu si il ou elle est privé dans au moins neuf indicateurs. Puisqu'une dimension contient seulement huit indicateurs, pour être considéré socialement exclu une personne doit être privé au moins de deux dimensions.

1.2. Mesures de Pauvreté et d'Inégalité

La mesure fiable de la pauvreté et de l'inégalité est nécessaire pour l'ordre du jour politique et économique dans tous les pays sans exception. Elle devrait donner une image claire sur la situation pour que les décideurs puissent identifier des secteurs critiques pour l'intervention. Il est crucial que ces mesures soient techniquement forts, amicales aux questions et aux lignes générales d'action pratiques en même temps. Il n'y a, cependant, aucune mesure universellement admise de pauvreté et d'inégalité. Dans ce cadre, cette sous-section passe en revue les mesures les plus utilisées généralement de pauvreté et d'inégalité en vue de comprendre leurs avantages et points faibles.

1.2.1. Mesures Traditionnelles de Pauvreté et d'Inégalité

Quelques mesures de pauvreté et d'inégalité sont employées plus fréquemment dans la littérature comparée à d'autres. Cependant, toutes les mesures ont leurs propres forces et faiblesses qui sont en grande partie dérivées de la qualité des différentes variables qui sont employées en construisant ces mesures. Une revue générale de ces mesures est fournie ci-dessous.

i. Indice d'Effectif

L'indice d'effectif est la méthode la plus utilisée généralement pour estimer l'incidence de la pauvreté. Cet indice mesure la proportion de la population qui est considérée comme pauvres. L'indice d'effectif est simple pour construire et facile à comprendre. Cependant, cet indicateur est peu sensible aux différences dans la profondeur de la pauvreté. Plus avec précision, il ne capture pas le point auquel le revenu individuel (ou la dépense) diminue au-dessous du seuil de pauvreté.

ii. l'Indice d'Espace de Pauvreté

L'indice d'espace de pauvreté mesure la profondeur de la pauvreté qui est à quelle distance, en moyenne, les ménages/individus diminuent au-dessous du seuil de pauvreté. Cet indice montre combien d'argent devrait être transféré au pauvre afin de les soulever hors de la pauvreté. Plus avec précision, cet indicateur présente le coût minimum pour éradiquer la pauvreté avec des transferts monétaires. Cependant, l'indice d'espace de pauvreté ne tient pas compte des différences dans la sévérité de la pauvreté parmi les pauvres, et tend donc à omettre l'inégalité parmi les pauvres. L'indice d'espace de pauvreté pourrait compléter l'indice d'effectif, mais ne pourrait pas être suffisant afin de refléter entièrement l'incidence de la pauvreté dans un pays.

iii. Indice Carré d'Espace de Pauvreté (Sévérité de Pauvreté)

L'indice carré d'espace de pauvreté est employé pour mesurer la sévérité de la pauvreté qui est le degré d'inégalité parmi les pauvres eux-mêmes. Cet indice est une somme pesée de lacunes de pauvreté (comme proportion du seuil de pauvreté), où les poids sont la pauvreté suffisante s'entaille. L'acte d'ajuster l'espace de pauvreté donne un plus grand poids à l'espace de pauvreté des plus pauvres ménages puisque leur espace de pauvreté sera plus grand. Le besoin de cet indice se fait sentir parce que l'indice d'espace de pauvreté peut en juste proportion ne pas capturer des soucis au-dessus des changements de distribution dans les pauvres. Par exemple, si une politique avait comme conséquence le transfert d'argent à partir de quelqu'un juste au-dessous du seuil de pauvreté à la plus pauvre personne, l'indice carré d'espace de pauvreté refléterait ce changement, alors que l'indice d'espace de pauvreté ne pourra pas.

iv. Coefficient de Gini

Seule la mesure la plus bien connue et la plus employée couramment d'inégalité est le coefficient de Gini. Ce coefficient est basé sur la courbe de Lorenz, qui est une courbe de fréquence cumulative comparant la distribution d'une variable spécifique (par exemple, revenu) contre la population au but de montrer l'inégalité. Le coefficient de Gini est une bonne mesure d'inégalité en raison de ses propriétés fortes, incluant : (1) si tous les revenus étaient doublés l'indice ne changerait pas ; (2) si la taille de population était de changer mais la distribution demeurerait constante, l'indice demeurerait sans changement ; (3) si deux individus étaient de permuter des revenus l'indice ne changerait pas ; (4) si un individu à revenus élevés fait un transfert à un individu à revenu modeste l'indice réduirait. D'ailleurs, ce coefficient est facile à utiliser et à comprendre.

Le coefficient de Gini a certains inconvénients comme d'autres mesures. C'est décomposable mais pas sous-groupe conformé. L'uniformité de sous-groupe exige que si la pauvreté diminue dans un sous-groupe et est inchangée dans des autres et toutes les deux ont fixé les tailles de population, alors le seuil de pauvreté global doit de même diminuer. Le problème avec le coefficient de Gini apparaît quand les gammes de revenu des distributions de sous-groupe recouvrent. Dans ce cas, l'effet d'un changement distributionnel donné sur l'inégalité de sous-groupe peut être vis-à-vis son effet sur l'inégalité globale (Banque Mondiale, 2013). Le coefficient de Gini peut être divisé en limite dans un group, une limite d'entre-groupe, et une limite de chevauchement et c'est la limite de ce chevauchement qui peut dépasser l'effet parmi un groupe pour produire des contradictions de sous-groupe.

v. Courbe d'Incidence de Croissance

La courbe d'incidence de croissance (CIC) illustre la décomposition de la croissance à travers différentes catégories des revenus en présentant l'impact de la croissance sur la pauvreté. La CIC trace le taux de croissance à chaque quintile du revenu par habitant. La CIC laisse comparer l'incidence de la croissance des segments plus pauvres de la population à celle des segments plus riches ou au taux de croissance du revenu moyen.

vi. Indice de Sen

Sen (1976) a proposé un indice qui cherche à incorporer les effets du nombre de pauvres, de la profondeur de leur pauvreté, et de la distribution de la pauvreté dans le groupe. Contraire à d'autres mesures analysées ci-dessus, l'Indice de Sen est sensible à la distribution parmi les pauvres. Cependant, l'Indice de Sen est décomposable mais pas sous-groupe conformé parce qu'il

dépend du coefficient de Gini. Par conséquent, cet indice possède les mêmes inconvénients avec le coefficient de Gini.

vii. Indice de Sen-Shorrocks-Thon

L'Indice Sen-Shorrocks-Thon (SST) de pauvreté a été à l'origine formulé en termes de mesure de base de pauvreté et mesure d'inégalité. La mesure d'espace de pauvreté est la mesure de base de pauvreté utilisée pour construire le SST, et le coefficient de Gini est la mesure d'inégalité. L'indice de SST est l'un des indicateurs employés couramment de la pauvreté. Cet indice peut être décomposé en ses éléments constitutifs tels que l'indice d'espace de pauvreté aussi bien que le coefficient de Gini. Cependant, le lien entre l'indice et ses éléments constitutifs n'est pas direct.

viii. Indice de Watts

L'indice de Watts a été proposé par Watts (1968) et c'est la différence moyenne entre le logarithme du seuil de pauvreté et le logarithme des revenus. L'indice de watts est une bonne mesure de pauvreté parce qu'il est plus sensible à un transfert au bas de gamme de la distribution qu'à l'extrémité supérieure de la répartition du revenu des revenus des pauvres. En outre, cet indice est additif décomposable dans ce cas la pauvreté globale est exprimée comme moyenne population-pesée de seuils de pauvreté de sous-groupe.

Il n'y a aucune mesure universellement admise de pauvreté et d'inégalité. Par conséquent, un certain nombre de différentes approches existent qui aident les praticiens nationaux à spécifier les indicateurs de pauvreté et d'inégalité qui assortissent leur situation spécifique.

1.2.2. Outils Alternatifs pour l'Evaluation de Pauvreté et d'Inégalité

En plus des mesures standards mentionnées ci-dessus de pauvreté et d'inégalité, des efforts ont été faits pour développer les nouveaux outils qui peuvent tenir compte de différents aspects de la privation humaine. Cette sous-section vise à passer en revue ces outils développés pour l'évaluation de pauvreté et d'inégalité, y compris l'indice humain de pauvreté, indice de développement en fonction du genre, l'indice multidimensionnel de pauvreté, l'inégalité de l'occasion économique, indicateur de polarisation, de-pauvreté-à-risque ou d'exclusion sociale, indice global de faim aussi bien que d'examiner leurs avantages et inconvénients.

i. Indice de Pauvreté Humain (IPH)

Dans les 1997 rapports de développement humains, un indice de pauvreté désigné sous le nom de HPI-1 a été présenté pour les pays en développement. L'IPH-1 se compose de trois dimensions : (i) par longue et saine vie, (ii) la connaissance, et (iii) un niveau de vie décent. La privation dans la longue et saine dimension de la vie a été mesurée par le pourcentage des personnes non prévues à survivre à l'âge de quarante. La privation dans la dimension de la connaissance a été évaluée par le pourcentage des adultes illettrés. En conclusion, la privation dans la dimension de niveau de vie était moyenne de privations dans trois indicateurs : le pourcentage des personnes sans accès à l'eau pure, le pourcentage des personnes sans accès aux services de santé et le pourcentage enfants de modérément et sévèrement de poids insuffisant sous l'âge de cinq ans. En 2010, HPI a été remplacé par l'indice multidimensionnel de pauvreté.

ii. Indice de Développement en Fonction du Genre (IDG)

L'indice de développement en fonction du genre (GDI) est basé sur les accomplissements équivalents également distribués qui correspondent aux moyens généralisés à la restriction particulière au paramètre approprié (Seth et Villar, 2014b). L'IDG est construit dans deux étapes. D'abord, un accomplissement équivalent également distribué pour chacune des trois dimensions

(espérance de vie, éducation, et revenus du travail prévus) est calculé en utilisant les accomplissements masculins et femelles. Puis, l'IDG d'un pays est calculé comme une moyenne simple des trois accomplissements équivalents également distribués. Le GDI capture l'inégalité entre les mâles et les femelles. Cependant, il ignore l'inégalité dans les groupes. Même lorsque les niveaux humains de développement sont moins inégaux à travers des genres, il peut y exister grande inégalité à travers la population.

iii. Indice Multidimensionnel de Pauvreté (IMP)

L'indice multidimensionnel de pauvreté (IMP), utilisé pour la première fois dans le rapport de développement humain 2010 du PNUD et développé par l'Initiative d'Oxford de Pauvreté et de Développement Humaine (IOPH), complète des mesures monétaires de Pauvreté en tenant compte des privations multiples et de leur chevauchement. L'indice examine des privations à travers les mêmes trois indicateurs composant l'Indice de Développement Humain (HDI) : éducation, santé et niveau de vie, mais se composant de 10 indicateurs et montre le nombre de personnes qui sont multi-dimensionnellement pauvres c.-à-d. souffrant des privations dans 33% d'indicateurs pesés (Tableau 1.1.). L'IMP peut également être construit par région, appartenance ethnique aussi bien que d'autres groupements. Par conséquent, le changement d'unidimensionnel à la mesure multidimensionnelle de pauvreté est un développement théorique important et présente des avantages pour les décideurs.

En termes d'avantages, il vaut mieux mentionner que l'IHP contribué à l'évaluation de la pauvreté, il n'illustre pas le dénuement souffert par des ménages. Par conséquent, l'IMP vise à modifier cette question en identifiant des privations au niveau de ménage à travers les mêmes trois dimensions telles que l'éducation, la santé et le niveau de vie. Cependant, l'IMP est une moyenne de privations pesées que l'expérience des pauvres et elle est peu sensible à l'inégalité parmi les pauvres.

Tableau 1.1. Structure de l'IMP

Dimension	Indicateur	Une personne dans un ménage est privée si...
SANTÉ	Nutrition	<i>Toute femme ou enfant dans le ménage avec l'information nutritionnelle est sous-alimenté</i>
	Mortalité	<i>Tout enfant est mort dans le ménage</i>
ÉDUCATION	Instruction	<i>Aucun membre de ménage n'a accompli cinq ans d'instruction</i>
	Assistance	<i>Aucun enfant école-âgé dans le ménage ne va à l'école jusqu'au niveau de classe 8</i>
NIVEAU DE VIE	L'électricité	<i>Le ménage n'a aucune électricité</i>
	Hygiène	<i>L'installation sanitaire du ménage n'est pas améliorée ou elle est partagée avec d'autres ménages</i>
	L'eau	<i>Le ménage n'a pas accès à l'eau potable garantie ou l'eau pure est plus de 30 minutes de marche</i>
	Matériel de plancher	<i>Le ménage a de la saleté, du sable ou de plancher de fumier</i>
	Carburant de Cuisson	<i>Le ménage fait cuire avec le fumier, le bois ou le charbon de bois</i>
	Capitaux	<i>Le ménage ne possède pas plus d'un de : la radio, le téléphone, la TV, le vélo, la motocyclette ou le réfrigérateur, et ne possède pas une voiture ou un camion</i>

Source: Alkire, Roche, et Seth (2011)

iv. Indice d'Inégalité d'Occasion Economique (IOE)

L'indice de l'Inégalité d'Occasion Economique (IOE) estime la part de l'inégalité de revenu qui peut être attribuée aux différences dans les « circonstances » prédéterminées des personnes définies en tant que caractéristiques d'un individu qui influence ses résultats mais sur aucune commande telle que la race, le sexe et la base de famille. On discute que seulement les « efforts » relatifs pour lesquels l'individu est jugé responsables dans chaque groupe de « circonstances » sont comparables (Roemer, 1998). L'inégalité entre les circonstances est alors mesurée en comparant des individus au même niveau de l'effort relatif. L'inégalité de l'occasion économique est mesurée à différents points de la distribution des niveaux de l'effort relatifs et ces mesures sont alors agrégées dans un indice simple.

v. Polarisation

La polarisation décrit une situation où une population écarte à part dans des extrémités bien définies comme haute et basse et perd des observations au milieu. Ceci est lié à l'inégalité parce qu'un transfert à partir des revenus faibles aux revenus élevés (à travers le milieu) augmente la polarisation et l'inégalité. Une approche pour mesurer la polarisation a été développée par Wolfson (1997) qui s'est concentré sur le déclin de la bourgeoisie, surveillant comment la répartition du revenu des revenus qui est le revenu national divisé parmi des groupes d'individus, de ménages, de classes sociales, ou de facteurs de production étendus de son centre. Dans ce contexte, une répartition du revenu bipolarisé relative à la situation où il y a peu d'individus ou familles avec des revenus de niveau moyens (Wolfson, 1997). Wang et Tsui (2000) ont suivi l'approche de Wolfson pour définir les indices de polarisation. Ces indices mesurent les distances d'un point central de la répartition des revenus, appelé le revenu médian. Si le revenu a une grande diffusion, ces indices peuvent être plus grands que l'un et l'autre. Si tous les individus ont le même revenu, ces indices atteignent son zéro minimum.

vi. Indicateur de-Pauvreté-À-Risque ou d'Exclusion Sociale (AROE)

En juin 2010, le Conseil Européen a adopté une cible sociale d'inclusion en tant qu'élément de la stratégie 2020 de l'Europe pour soulever et au moins 20 millions de personnes dans l'Union Européenne du risque de la pauvreté et d'exclusion d'ici 2020. Pour surveiller le progrès de cette cible, le Conseil de Ministres d'UE responsable de l'emploi, la politique sociale, la santé et les affaires du consommateur (EPSCO) ont convenu sur un 'Pauvreté-À-Risque ou d'Exclusion Sociale'. Cet indicateur capture plusieurs dimensions qui incluent les personnes qui sont au moins dans une des trois catégories suivantes :

- a) Les gens avec la risque-de-pauvreté, qui ont un revenu net disponible équivalant au-dessous du seuil de risque-de-pauvreté, placé par l'Union Européenne à 60 % du revenu net disponible équivalant médian national (après les transferts sociaux).
- b) Les gens qui souffrent de la privation matérielle grave et qui font contraindre sévèrement des conditions de vie par un manque de ressources.
- c) Les gens vivant dans les ménages avec l'intensité très basse de travail. Plus avec précision, les gens âgés entre 0-59 vivants dans les ménages où les adultes ont travaillé plus moins de 20% de leur potentiel total de travail au cours de la dernière année.

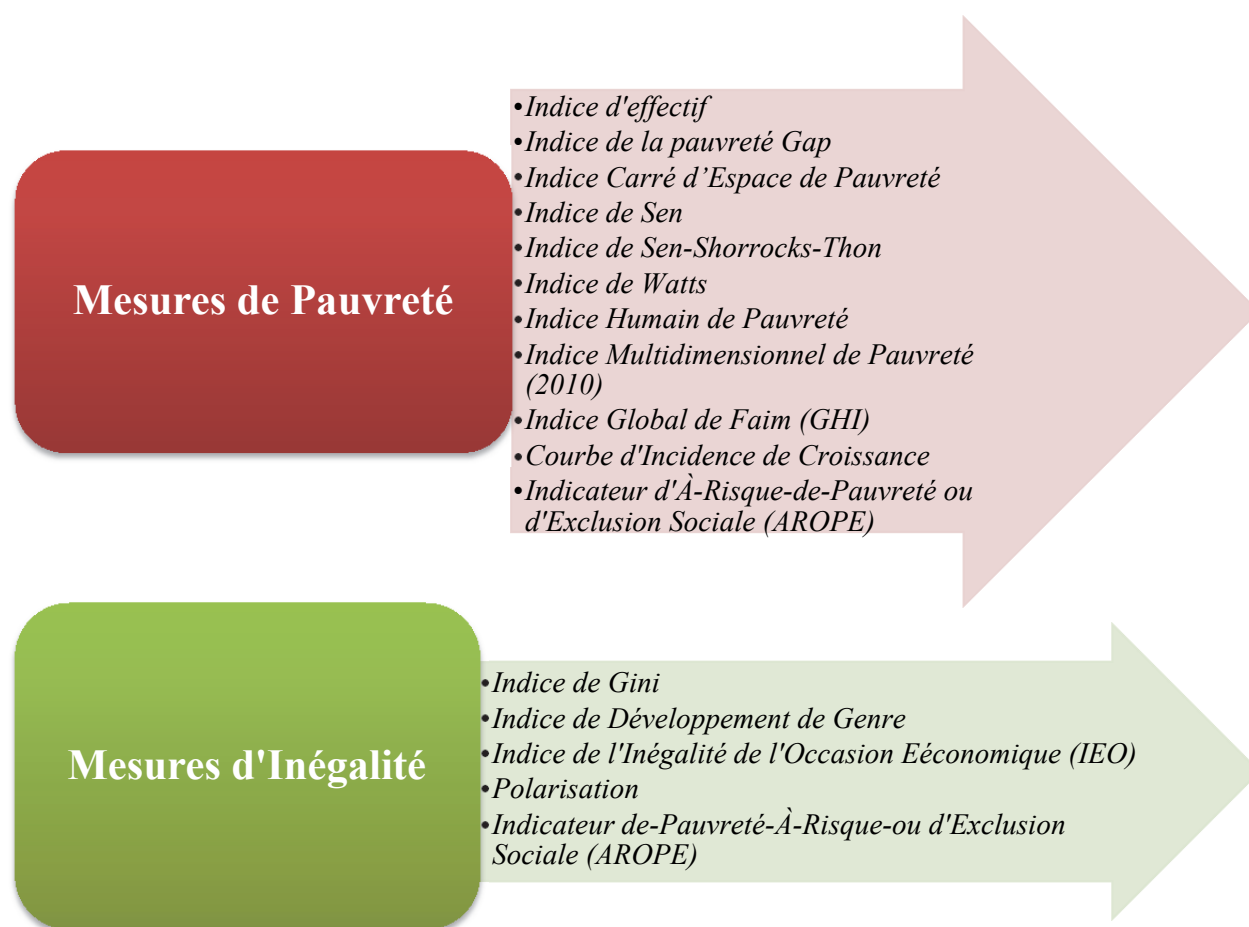
Cet indicateur ne tient pas compte suffisamment d'autres facteurs qui affectent les situations des personnes telles qu'à quelle distance au-dessous du seuil de pauvreté elles sont ou la durée dont elles ont été pauvres.

vii. Indice Global de Faim (IGF)

L'indice global de faim (IGF) est employé pour mesurer la malnutrition à travers les pays et a été adopté et bien développé par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI). L'IGF combine trois indicateurs également pesés : 1) la proportion de sous-nourris comme pourcentage de la population comme étant compilée par la FAO. La malnutrition indique la consommation de calorie moins de 1.800 par jour, qui est pensé pour représenter la condition minimum de calorie que la plupart des personnes doivent vivre une vie saine et productive (FAO, 2011) ; 2) la prédominance des enfants de poids insuffisant sous l'âge de cinq ans comme prévu par l'OMS ; et 3) le taux de mortalité d'enfants sous l'âge de cinq ans comme rassemblé par l'UNICEF.

Puisque le calcul de l'IGF implique trois indicateurs égal-pesés, c'est une mesure de sous-alimentation plus complète (Weismann, 2006). En outre, l'IGF reflète le statut alimentaire des enfants sous l'âge de cinq ans.

Schéma 1.1. Mesures Importantes de Pauvreté et d'Inégalité



Suivant les indications du Schéma 1.1, différents indice discutés ci-dessus peuvent également être groupés au-dessous de deux catégories séparées, à savoir les mesures de pauvreté et les mesures d'inégalité. Ces indices ont évolué avec l'heure pour inclure de divers aspects des privations. Un

indice simplifié ne peut pas être suffisant pour capturer la complexité des vies humaines, alors que les indices plus complexes peuvent rendre l'analyse difficile. Par conséquent, plus de recherche peut être nécessaire pour améliorer les indices existants et/ou pour développer des neufs de sorte que les réalités complexes de la pauvreté et de l'inégalité soient capturées correctement tout en maintenant les indices aussi simples que possible. Il devrait considérer qu'un autre problème important avec ces indices est l'exigence des données. Par conséquent, les développements théoriques ne peuvent pas être réalisés sans clarifier les contraintes de données.

1.3. Causes Déterminantes de la Pauvreté

Cette section vise à examiner les causes déterminantes de la pauvreté en explorant les liens socio-économiques de la pauvreté aussi bien que des facteurs canalisant ces liens. La pauvreté affecte beaucoup d'aspects du profil socio-économique des personnes, à travers : 1) éducation ; 2) santé ; 3) marché du travail ; 4) sécurité d'agriculture, de bétail et alimentaire ; 5) participation et inclusion 6) transferts et impôts ; 7) qualité institutionnelle ; et 8) programmes de protection sociale. Le rapport entre la pauvreté et ses causes déterminantes est à facettes multiples et bidirectionnel. En outre, il vaut mieux mentionner que ces causes déterminantes sont étroitement liées entre eux.

1.3.1. Éducation

Le lien entre la pauvreté et les basses réussites scolaires a été bien établi. La pauvreté affecte la santé physique et mentale et le bien-être des enfants et par conséquent limite leur promptitude pour réussir académiquement et socialement à un environnement scolaire. Habituellement, les pauvres enfants sont à un plus grand risque pour ne pas pouvoir aller à une école ou ne pas atteindre des résultats scolaires comparativement pauvres qui contribue au cycle de la pauvreté en la rendant plus difficile pour que ces enfants se soulèvent hors de la pauvreté à l'avenir. Les études prouvent que les effets de la pauvreté sur l'éducation d'enfants sont également influencés par le comportement de famille. Dans ce contexte, les familles de revenu bas ont souvent limité l'éducation, en réduisant leur capacité de fournir un environnement stimulant sensible pour leurs enfants. En outre, les familles qui sont mal instruites avec des qualifications pauvres de prise de décision peuvent avoir plus de difficulté pour protéger leurs enfants contre les effets de la pauvreté que les familles qui sont mieux instruites avec des qualifications raisonnables de prise de décision.

D'ailleurs, la pauvreté cause des renvois d'école. À cet égard, le travail des enfants qui se rapporte à l'emploi des enfants dans tout travail qui prive des enfants de leur enfance, interfère leur capacité d'aller à l'école régulière. La majorité de victimes de travail des enfants sont des enfants qui vivent dans la pauvreté parce qu'ils manquent des besoins fondamentaux. Pour cette raison, ils sont forcés de faire tout genre de travail afin pour gagner la richesse financière qui affecte la scolarité.

1.3.2. Santé

Les études sur des liens entre la pauvreté et la santé peuvent être divisées en deux groupes : ceux avec une orientation micro ou individuelle qui souligne le raccordement entre une expérience personnelle de la pauvreté et l'état de santé personnel ; et ceux avec une macro ou une orientation

de population qui soulignent l'association entre la vie dans une société avec une répartition des revenus plus inégale et les plus mauvais résultats de santé par rapport à la population.

Le résultat principal de la recherche micro ou individuelle est qu'il y a un rapport très fort entre le revenu individuel et la santé individuelle, où la pauvreté mène vers le fait d'abaisser l'état de santé (Phipps, 2003). Au niveau macro ou de population, d'une part, les études ont examiné si les sociétés avec l'inégalité socio-économique élevée ont de plus mauvais résultats de santé. Dans ce contexte, trois explications sont données dans la littérature pour soutenir ce rapport. L'hypothèse absolue de revenu indique que l'état de santé augmente avec le niveau du revenu personnel mais à un taux décroissant (Preston, 1975). L'hypothèse relative de position, liée à l'étude de lancement de Wilkinson et autres (2006), souligne que la position individuelle dans une hiérarchie sociale est la clef pour comprendre le lien entre l'inégalité et la santé socio-économiques. L'hypothèse néo-matérialiste argue du fait que les inégalités dans la santé dérivent en particulier des inégalités de l'environnement matériel telles que les systèmes médicaux, de transport, éducatifs, de logement, des parcs et de récréation.

La majeure partie des personnes qui ont un revenu bas vit dans des bidonvilles surchargés et antihygiéniques dans les zones urbaines, et manque donc de l'accès aux services de santé de base. Ces individus sont obligés de vivre dans des bidonvilles illégaux et informels parce qu'ils ne peuvent pas entamer la terre et les marchés du logement formels. Des règlements informels sont situés sur les terres marginales comme le long des côtes des rivières et sont en risque des catastrophes naturelles. Les individus vivant dans ces bidonvilles sont sujets à des taux plus élevés des maladies. En raison de ces problèmes, les personnes qui ont un revenu bas ont des factures médicales plus élevées et rapportent plus de jours ouvrables perdus qui intensifient les effets de la pauvreté.

1.3.3. Marché du Travail

La pauvreté et les marchés du travail sont fortement reliés entre eux parce que les revenus de marché du travail représentent une source de revenu fondamentale pour les ouvriers. À cet égard, dans un système où une protection sociale efficace n'existe pas, le chômage mène à la pauvreté due à la perte de revenu du travail. Dans quelques situations, avoir même un travail n'est pas assez pour pousser un individu hors de la pauvreté, si cette personne travaille dans un secteur non structuré avec un faible salaire. Dans la littérature, le chômage et l'emploi dans le secteur non structuré sont considérés en tant que deux facteurs importants tout en liant la pauvreté et le marché du travail. Par exemple, Agénor (2004) a défini la pauvreté comme le rapport du nombre combiné de chômeurs et de ceux employés dans le secteur non structuré par rapport au total de main-d'œuvre.

D'ailleurs, les variations dans la structure d'emploi vers des secteurs plus élevés de productivité permettent une plus grande disponibilité de la technologie qui amplifie la productivité et la création des capitaux pour les pauvres.

1.3.4. Sécurité Alimentaire, d'Agriculture et de Bétail

Bien que la pauvreté affecte la sécurité alimentaire, d'agriculture et de bétail, le rapport inverse existe également. À cet égard, les études ont confirmé que la croissance de la productivité agricole a des effets positifs sur les pauvres dans deux secteurs : (1) prix de denrées alimentaires inférieurs des consommateurs ; (2) les revenus plus élevés pour des producteurs (Alston et autres, 2000).

Outre l'agriculture, le développement du secteur du bétail pourrait également favoriser la croissance économique et par conséquent pourrait contribuer vers les vies des pauvres particulièrement en les secteurs ruraux (Pica, Pica-Ciamarra et Otte, 2008).

D'ailleurs, alors qu'il y a des arguments qui visent à favoriser le bétail dans les pays en développement pour améliorer la nutrition et la santé, il vaut mieux mentionner que la consommation excessive des produits alimentaires et animaux peut avoir des effets sur la santé négatifs tels que l'obésité, les maladies cardiaques et le diabète (FAO, 2004). En outre, il vaut mieux mentionner le rapport entre la sécurité alimentaire et l'éducation parce que l'insécurité alimentaire cause les incapacités d'étude qui auront l'impact négatif sur le développement du capital humain.

Depuis 2007, les hausses fortes dans les prix de denrées alimentaires internationaux sont devenues notoires comme crise alimentaire globale. Au cours de ces situations particulières, l'inflation continue des prix de denrées alimentaires est particulièrement nocive pour les individus qui ont un revenu bas et peut également entraver le progrès qui a été réalisé en réduisant la pauvreté. Les prix de denrées alimentaires en augmentation aggravent, d'une part, l'inégalité parce que les personnes qui ont un revenu bas dépensent une grande partie de leur revenu pour la nourriture d'une façon insuffisante et l'alimentation représente une partie importante de leur dépense totale alimentaire. En raison de ces défis, les ménages qui vivent actuellement juste au-dessus du seuil de pauvreté peuvent tomber dans la pauvreté.

1.3.5. Participation et Inclusion

Semblable aux quatre domaines examinés ci-dessus, le rapport entre la pauvreté et la participation aussi bien que l'inclusion est bidirectionnel. Les études indiquent que la participation de la communauté peut abaisser le coût d'interventions luttant contre la pauvreté parce que les communautés maintiennent des avantages informationnels non disponibles aux étrangers.

D'ailleurs, alors que les personnes qui ont un revenu bas souffrent plus des dysfonctionnements dans les villes, elles peuvent au-moins, comme individus, influencer comment des villes sont régies. Dans beaucoup de villes, les structures formelles du gouvernement excluent les pauvres en ce qui concerne la prise de décision. Par conséquent, les individus qui ont un revenu bas ont une plus grande possibilité d'influencer la prise de décision dans des conditions de bonne gouvernance se rapportant à un système de gouvernement qui est participative, inclus, basé sur les règles du droit, efficace, transparent et responsable.

1.3.6. Transferts et Impôts

Études sur « l'Imposition de Revenu Optimale » demeurent sur la prétention que les décisions au sujet du transfert et de la politique fiscale devraient être prises afin de maximiser le bien-être de tous les membres de la société. Dans ce contexte, certaines études trouvent l'évidence décourageant sur le rôle du gouvernement en limitant l'impact des ralentissements de l'activité économique sur les personnes qui ont un revenu bas. En outre, différentes mesures de pauvreté et d'inégalité telles que le coefficient de Gini, les indices de pauvreté effectif et d'espace ont été employés dans des études empiriques d'impôts pour examiner l'impact distributionnel d'un impôt. D'ailleurs, les systèmes fiscaux dans les pays en développement sont particulièrement influencés

par les impôts indirects qui ne peuvent pas être imposés directement aux individus, et dépendent donc des biens et des services consommés. L'imposition sur les entrées intermédiaires est également significative dans les pays en développement. Par exemple, Selden et autres (1992) arguent du fait que l'imposition sur le pétrole est importante puisque le carburant est vendu sous le nom d'intermédiaire aussi bien qu'un produit final. L'imposition de carburant peut également affecter d'autres marchandises finales telles que le transport consommé par les personnes qui ont un revenu bas.

1.3.7. Qualité Institutionnelle

En littérature, analyse empirique de cross-PAYS trouve que les différences de revenu à travers les pays sont fortement liées aux variations de la qualité institutionnelle (Hall et Jones, 1999 ; Acemoglu, Johnson et Robinson, 2001). En outre, en conformité avec de nouvelles sciences économiques institutionnelles, Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002), affirment que les institutions comparés à la géographie et au commerce, expliquent mieux la variation de l'inégalité de revenu entre les pays avancés et en développement partout dans le monde. Malgré le fait qu'il n'y a aucun consensus sur la définition exacte des institutions, le concept d'économiste Lauréat du Prix Nobel Douglas des institutions est fréquemment employé dans la littérature de sciences économiques. Selon North (1990), les institutions sont « les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, sont les contraintes humainement conçues qui forment l'interaction humaine. » Dans cette définition, les contraintes couvrent (des normes du comportement, des conventions, des codes de conduite) des restrictions formelles (des règles et des lois, des constitutions, des règlements) et informels.

D'ailleurs, il est essentiel d'avoir une mesure la plus précise de la qualité institutionnelle. Un indicateur utilisé dans plusieurs études économiques est l'indice global de gouvernement développé par Kaufmann, Kraay et Zoido-Lobaton (1999a). Kaufmann et autres (1999a) définissent d'abord le gouvernement en tant que « traditions et institutions par lesquels l'autorité dans un pays est exercée. » Cette définition est alors employée pour mesurer six larges catégories de gouvernement. Ceux-ci sont : 1) voix et responsabilité ; 2) instabilité et absence politiques de violence ; 3) efficacité de gouvernement ; 4) qualité de normalisation ; 5) règle du droit ; et 6) contrôle de la corruption. Kaufmann et autres (1999b) montrent que les pays ayant des valeurs plus élevées sur ces mesures tendent à avoir la mortalité infantile inférieure, les taux d'alphabétisation plus élevés et les revenus les plus élevés par habitant.

1.3.8. Programmes de Zone de Protection Sociale et Zakah et Waqf

La zone de protection sociale est l'un des composants du système de protection sociale qui inclut la sécurité sociale, la politique de la main-d'œuvre et la prestation de service visée. Les transferts de zone de protection sociale sont des transferts sans cotisations se rapportant à l'aide sociale besoin-basée, les pensions ou les transferts sociaux d'incapacité, les avantages de famille et les coupons alimentaires qui visent les pauvres et ceux qui sont vulnérables à la pauvreté et aux chocs économiques. Les programmes de zone de protection sociale peuvent être placés par la charité sous forme de Zakah et de Waqf.

Les institutions de Zakah et de Waqf sont parmi plusieurs instruments qui peuvent contribuer à la lutte contre la pauvreté et augmenter le bien-être dans la société. Tandis que les aides de Zakah

accomplissent un flux des fonds, Waqf produit de l'infrastructure matérielle et crée une source de revenu aux niveaux de famille, de communauté et d'état (Dogarawa, 2009). D'ailleurs, l'histoire de Zakah et de Waqf est très riche avec des accomplissements importants en servant les pauvres et en augmentant le bien-être de l'Oummah en général. Zakah crée un revenu de transfert et une richesse de mécanisme des riches aux pauvres. Dans ce contexte, déconnecté avec le nombre de pauvres en une société ou les causes de la pauvreté, il y a toujours un flux continu de transfert en termes de bien-être. Avec Zakah et Waqf, chaque individu est assuré d'un revenu minimum, qui contribue au système de sécurité sociale dans une société Islamique.

ÉTAT DE PAUVRETÉ DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

2

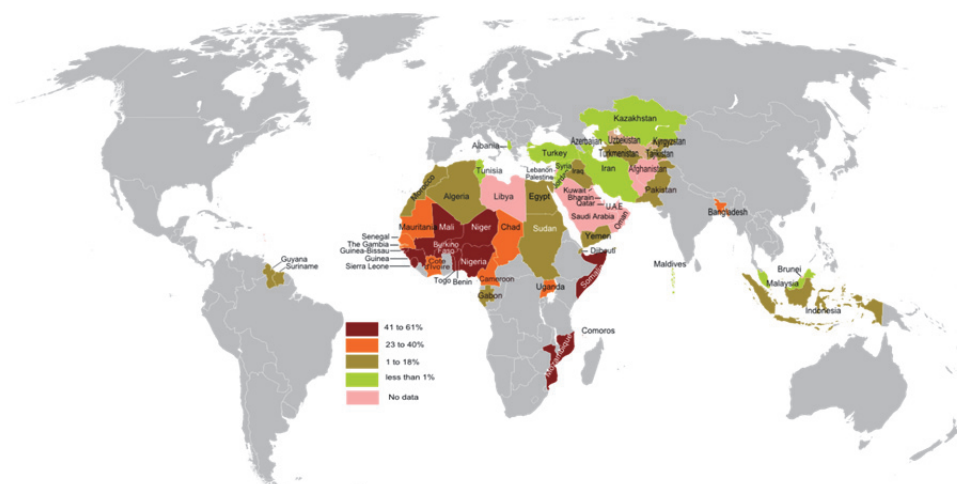
2.1. Profil de Pauvreté

La présente partie du rapport analyse l'état de pauvreté dans les Pays de l'OCI basé sur des données disponibles. Pour faire ceci, deux des mesures alternatives de pauvreté discutées dans la partie I sont employés : pauvreté de revenu et pauvreté multidimensionnelle. En dépit des problèmes sérieux de données en évaluant les changements inter-temporels de la pauvreté, des tentatives ont été faites dans la présente partie du rapport pour pouvoir présenter l'analyse de tendance et l'analyse d'état actuel de la pauvreté dans les Pays de l'OCI.

2.1.1. Pauvreté de Revenu

La pauvreté de revenu mesure le niveau des dépenses de revenu ou de consommation qui est indiqué comme minimum requis par un individu ou un ménage pour éviter la pauvreté dans un pays. Au niveau national, les gouvernements ont placé les seuils de pauvreté nationaux pour mesurer l'incidence de la pauvreté parmi la population. Cependant, basé sur les conditions socio-économiques spécifiques, les seuils de pauvreté diffèrent d'un pays à l'autre et par conséquent, ne peuvent pas être habituellement comparable à travers les pays. Pour suivre la pauvreté au niveau global, la Banque Mondiale a développé un seuil de pauvreté international en 1990 qui est ancré aux seuils de pauvreté nationaux utilisés dans les pays les plus pauvres. Le seuil courant de 1.25 dollars des Etats-Unis (à PPA 2005) évalue la pauvreté dans le monde dans son ensemble par les normes de ce que signifie la pauvreté dans les pays les plus pauvres (Banque Mondiale, 2014). La base de données de PovcalNet de la Banque Mondiale fournit des évaluations sur la pauvreté de revenu dans le monde. L'analyse des tendances de pauvreté de revenu dans cette section couvre seulement 126 pays dans le monde (presque tous les pays en développement) comprenant 44 pays de l'OCI (Annexe-Tableau A.1).

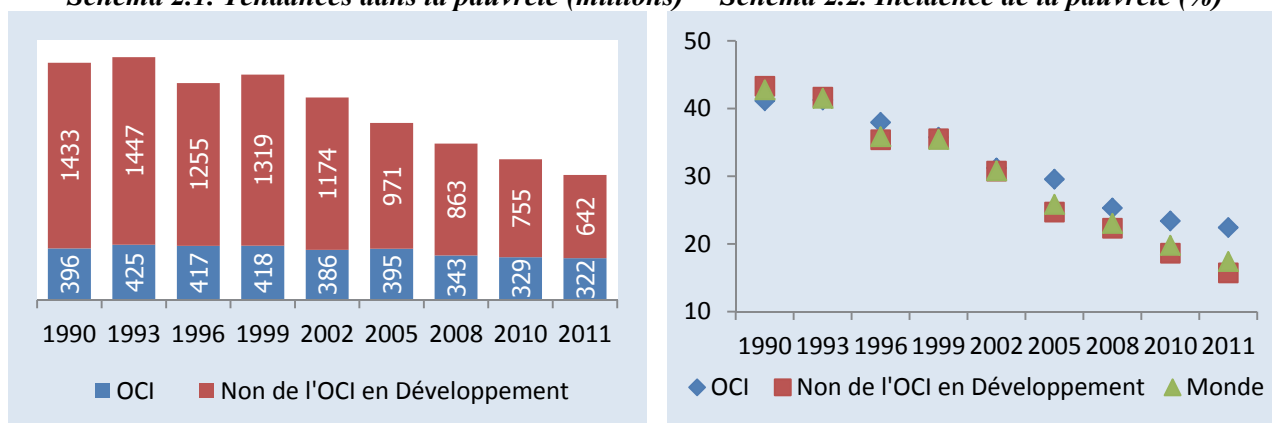
Carte 2.1. Incidence de la Pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI



Source: Banque Mondiale, PovcalNet

Au cours des années, le progrès substantiel a été accompli en réduisant la pauvreté extrême dans le monde entier. Selon les dernières estimations par la Banque Mondiale (PovcalNet, 2014), le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil international de pauvreté de 1.25 dollars des États-Unis par jour s'est réduit de moitié, à environ un milliard de personnes, ou à 17.4% de population totale du monde, entre 1990 et 2011. En conformité avec les tendances globales, les Pays Membres de l'OCI étaient témoin également de l'amélioration significative de la situation de pauvreté et dans tout le nombre de pauvres personnes diminuées de 396 millions en 1990 à 322 millions en 2011, correspondant à une diminution de 18.9%. En 1990, les Pays Membres de l'OCI ont une population de 963 millions, dont 41.1% vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. De 1990 à 2011, le nombre de personnes dans les pays de l'OCI a augmenté à peu près plus de 471 millions et le nombre de personnes vivant sur plus moins de 1.25 dollars des Etats-Unis par jour est diminué. En conséquence, la part des pauvres en la population totale de l'OCI a été enregistrée à 22.3% en 2011. Néanmoins, en dépit de ces développements positifs, la pauvreté est restée comparativement très élevée dans les pays de l'OCI et leur part dans les pauvres de total mondial est également en élévation. Tandis que 22% des pauvres de total mondial vivait dans les pays de l'OCI en 1990, ils ont marqué plus d'un tiers (33.1%) de pauvres de total mondial en 2011.

Schéma 2.1. Tendances dans la pauvreté (millions) **Schéma 2.2. Incidence de la pauvreté (%)**



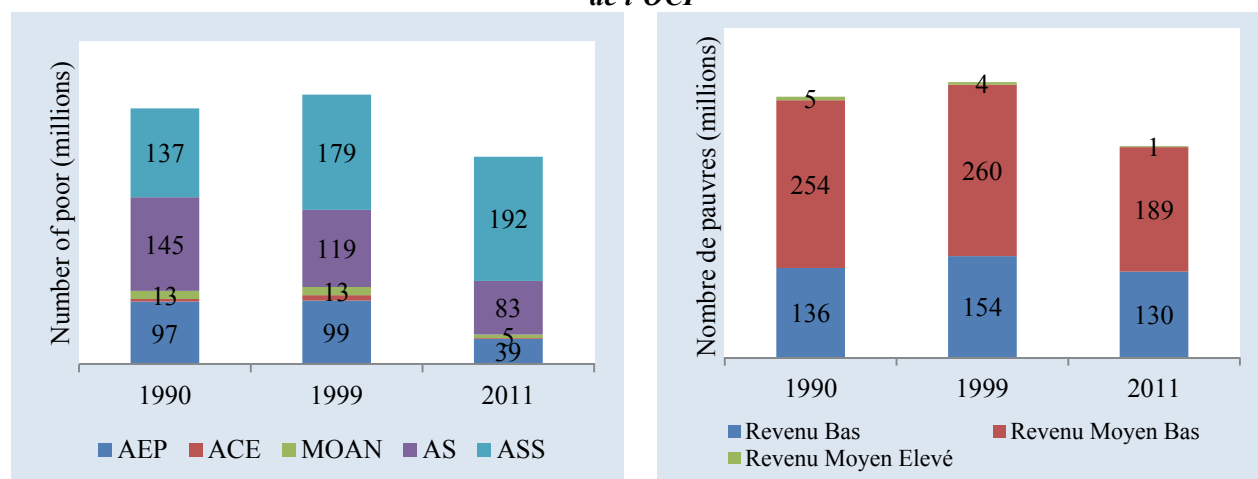
Source: Calculs de Personnel de SESRIC basés sur la Banque Mondiale, PovcalNet

Parmi les groupes régionaux de l'OCI, la distribution des pauvres a changé de manière significative au cours des deux dernières décennies. Comparé à 1990, le nombre de pauvres a diminué dans toutes les régions de l'OCI excepté l'Afrique Subsaharienne. Les Pays Membres de l'OCI en Asie du Sud ont fait de grands pas contre la pauvreté où le nombre de pauvres a diminué de 145 millions en 1990 à 83 millions en 2011 et l'indice de pauvreté a diminué par 41 points. Tandis que la pauvreté était la plus répandue en Asie du Sud avec une part de 37% de pauvres de total de l'OCI en 1990, elle a marqué seulement à 26% de pauvres de total de l'OCI en 2011. Du côté opposé du spectre, l'Afrique Subsaharienne a enregistré le moindre progrès contre la pauvreté où le nombre des personnes total vivant au-dessous du seuil de pauvreté a connu une augmentation de 137 millions en 1990 à 192 millions en 2011, avec 46% de population totale dans cette région vivant au-dessous du seuil de pauvreté. En attendant, la part relative de cette région dans les pauvres de total de l'OCI a également sauté de 35% en 1990 à 60% en 2011.

Le profil de pauvreté des Pays Membres de l'OCI classifiés selon leurs niveaux de revenu indique qu'environ 99% de pauvres vivent dans un milieu inférieur (59%) et les pays qui ont un revenu bas (41%). Tandis que la pauvreté est tombée à travers toutes les catégories des revenus dans les deux dernières décennies, le rythme était considérablement plus lent dans les pays qui ont un

revenu bas (Schéma 2.3). Entre 1990 et 2011, le nombre total des pauvres pour les pays supérieurs moyens et de revenus élevés est diminué de 73% et pour le revenu moyen inférieur de 26%. Au contraire, les pays qui ont un revenu bas ont enregistré la diminution seulement de 4% en nombre des pauvres et leur part dans les pauvres de total de l'OCI a resté constante à environ 41% au cours de la période. Lors de 2011, 41% de population de pays qui ont un revenu bas a vécu dans la pauvreté comparée seulement à 1% pour les pays supérieurs moyens et de revenus élevés. Ce rapport a été enregistré à 22% pour les pays inférieurs de revenu moyen en 2011.

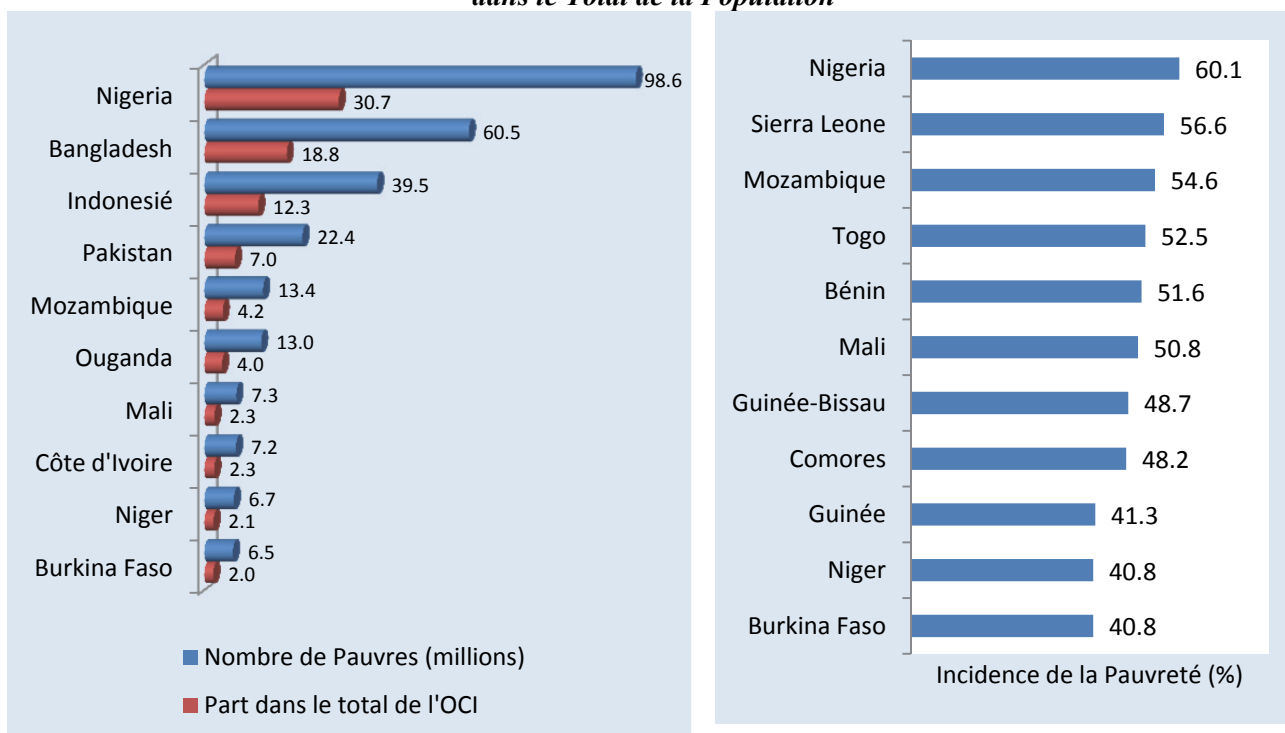
Schéma 2.3. Répartition des Revenus de la Pauvreté à Travers les Régions et les Catégories des Revenus de l'OCI



Source: Calculs de Personnel de SESRIC basés sur la Banque Mondiale, PovcalNet

Tout le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté international de 1.25 dollars des Etats-Unis par jour est resté fortement concentré parmi une poignée de Pays Membres de l'OCI. Généralement la pauvreté est restée très élevée particulièrement dans les Pays Membres des régions de l'Afrique Subsaharienne et l'Asie de Sud et de l'Est. Selon les dernières évaluations, de 2011 environ 86% de pauvres de total de l'OCI vivaient dans seulement 10 pays membres (Schéma 2.4). Sept de ces pays sont de la région de l'Afrique Subsaharienne. Parmi ces pays, seul le Nigéria a marqué environ un tiers (30.7%) de pauvres de total de l'OCI suivis du Bangladesh (18.8%), de l'Indonésie (12.3%) et du Pakistan (7%). Lors de 2011, sur 44 pays membres pour lesquels les données sont disponibles, plus de 40% de population totale vivait au-dessous du seuil de pauvreté dans 11 pays membres. Tous étaient de région de l'Afrique Subsaharienne. Notamment, l'indice de pauvreté a été enregistré à 20% à 40% dans 8 pays tandis que ; plus moins de 1% de population totale vivait au-dessous du seuil de pauvreté dans 10 pays membres à savoir (dans l'ordre décroissant) : La Malaisie, Les Maldives, le Kazakhstan, la Jordanie, la Palestine, la Turquie, l'Azerbaïdjan, l'Albanie, la Tunisie et l'Iran.

Schéma 2.4. Premiers 10 Pays Principaux de l'OCI avec le Nombre Total des Pauvres et de Leur Part dans le Total de la Population



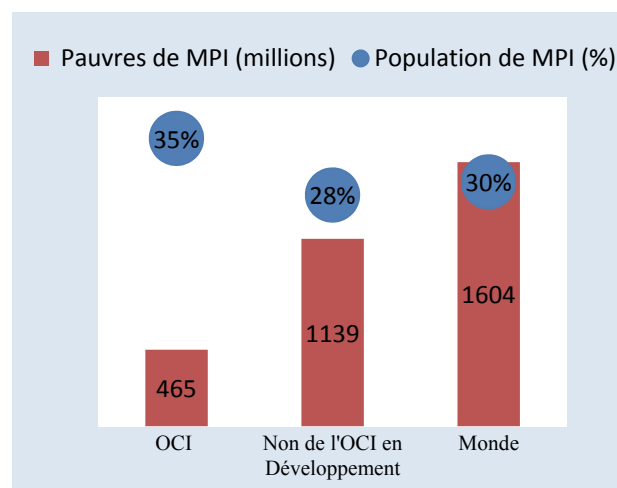
Source: Banque Mondiale, PovcalNet

1.2. Pauvreté Multidimensionnelle

La pauvreté est un phénomène compliqué qui dépasse les limites monétaires. Elle surgit non seulement quand les gens ont le revenu insatisfaisant, mais également quand ils manquent des possibilités ou de l'éducation principales, avoir la santé ou l'insécurité pauvre, ou quand ils éprouvent l'absence des droites. L'indice multidimensionnel de pauvreté (IMP) s'est développé par la pauvreté d'Oxford et l'Initiative de Développement Humaine (OIDH) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Cherche à capturer ces privations plus larges.

L'IMP emploie 10 indicateurs pour mesurer la pauvreté dans trois dimensions : éducation, santé et niveau de vie. Si quelqu'un est privé dans un tiers ou plus de dix indicateurs (pesés) (voir la section 1.2 pour les détails), l'indice global les identifie comme 'pauvres de l'IMP', et l'ampleur - ou l'intensité - de leur pauvreté est mesurée par le nombre de privations qu'ils éprouvent. (OPHI, 2014). Actuellement, les données d'IMP sont disponibles pour 108 pays en développement dans le monde, y compris 42 Pays Membres de l'OCI (Annexe Tableau A.2).

Schéma 2.5. Pauvreté multidimensionnelle



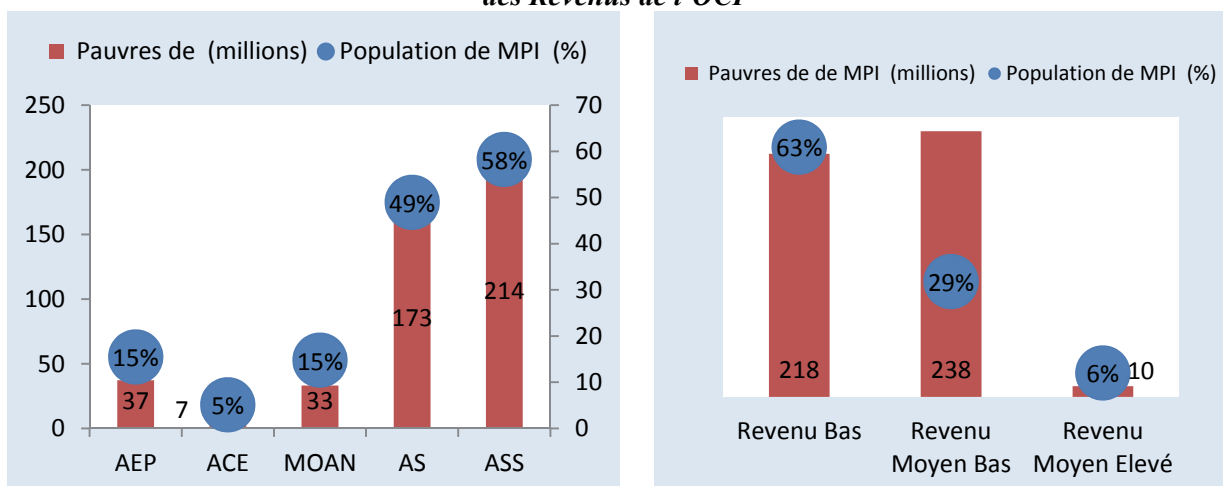
Source: Calculs de personnel de SESRIC basés sur OPHI, 2014

Selon l'IMP pour 2014, plus de 1.6 milliard de personnes dans le monde sont multidimensionnellement pauvres, correspondant à 30% de la population totale du monde. Plus de 80% de ces pauvres multidimensionnels vivent dans l'Asie du Sud (52%) et l'Afrique Subsaharienne (29%). Suivant les indications du Schéma 2.5, l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle est restée comparativement élevée dans les Pays Membres de l'OCI avec 35% de leur population totale vivant dans la pauvreté multidimensionnelle en 2014. Un total de 465 millions de personnes dans les pays de l'OCI est considéré en tant que pauvres multidimensionnels, expliquant 29% des pauvres multidimensionnels de total mondial en 2014. Parmi ces pauvres, 38% (177 millions) manquent de l'accès aux conditions de vie améliorées, 34% (159 millions) mettent pour ne pas avoir accès aux services de santé de base et 28% (129 millions) sont privés de l'éducation de base et de l'instruction.

La majorité de pauvres multidimensionnels dans les pays de l'OCI vivent dans des régions de l'Afrique Subsaharienne et d'Asie du Sud (Schéma 2.6). Avec un total de 214 millions de pauvres multidimensionnels, les pays membres dans l'Afrique Subsaharienne ont marqué 46% de pauvres multidimensionnels du total de l'OCI suivis de l'Asie du Sud où 173 millions de pauvres multidimensionnels ont marqué 37% du total de l'OCI. D'une part, les Pays Membres en Europe et dans la région de l'Asie Centrale ont le nombre le plus peu élevé des pauvres multidimensionnels (7 millions), comptant seulement pour 2% du total de l'OCI. L'incidence de la pauvreté est également restée sensiblement plus élevée dans les régions de l'Afrique Subsaharienne et l'Asie du Sud. Les pays membres dans l'Afrique Subsaharienne ont enregistré la part la plus élevée des pauvres multidimensionnels en leur population totale (58%), suivie de l'Asie du Sud (49%), l'Asie de l'Est et le Pacifique (15%), et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (15%).

La pauvreté multidimensionnelle est fortement concentrée dans les pays membres de l'OCI inférieurs moyens et de revenu bas (Schéma 2.6). Avec un total de 238 millions de pauvres, les pays inférieurs de revenu moyen ont marqué plus que la moitié (51%) des pauvres multidimensionnels du total de l'OCI suivis des pays qui ont un revenu bas où 218 millions de pauvres ont marqué 47% des pauvres de total de l'OCI en 2014. La part des pauvres dans la population totale est également restée sensiblement élevée dans les pays qui ont un revenu bas où le tiers environ deux de la population totale est décrit en tant que pauvres multidimensionnels. Au contraire, les pays de revenu supérieur moyen ont enregistrée la plus basse prédominance de la pauvreté multidimensionnelle et ils ont marqué pour seulement 2% de pauvres de total de l'OCI en 2014. La part relative de la privation dans les services de base varie à travers les catégories des revenus. Tandis que, l'accès insatisfaisant aux conditions de vie améliorées demeurerait le contribuant supérieur à la privation (avec une part de 44%) parmi des pauvres dans les Pays Membres de revenu bas, le manque d'accès aux services de santé avec une part de 29% est le contribuant supérieur à la privation globale parmi les pauvres en ce qui concerne la catégorie des revenus moyenne inférieure. Dans les pays supérieurs de revenu moyen, la privation parmi les pauvres proviens principalement du manque d'accès aux services d'éducation (44%).

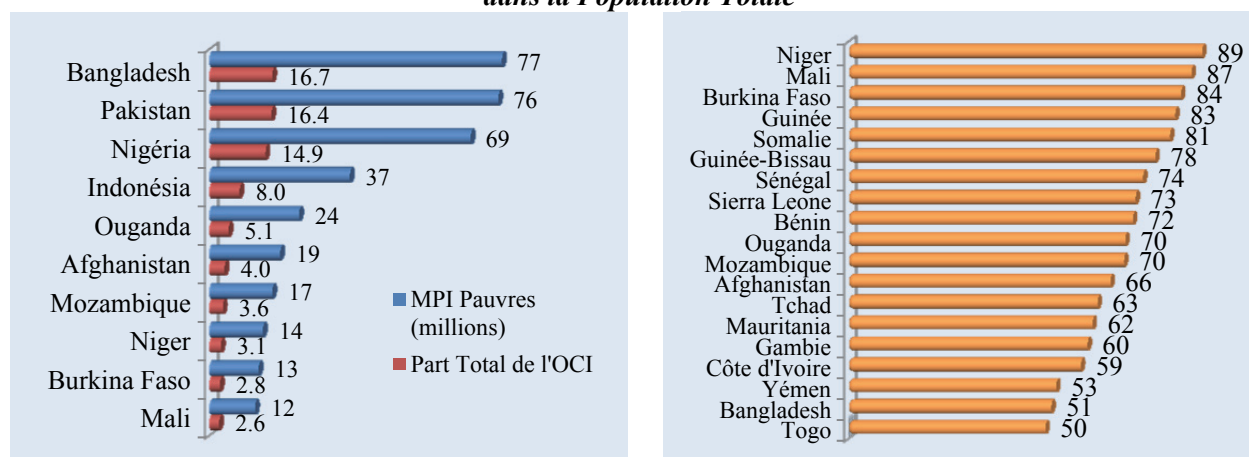
Schéma 2.6. Distribution de la Pauvreté Multidimensionnelle à Travers des Régions et des Catégories des Revenus de l'OCI



Source: Calculs de personnel de SESRIC basés sur OPHI, 2014

Au niveau de pays individuel, plus de trois-quarts (77%) de pauvres multidimensionnels du total de l'OCI vivent dans 10 pays membres. Parmi ces derniers, les 3 premiers pays principaux à savoir : Le Bangladesh, le Pakistan et le Nigéria ont marqué environ à la moitié (48%) des pauvres multidimensionnels du total de l'OCI. En 2014, demi ou plus que la moitié de la population totale vivait dans la pauvreté multidimensionnelle dans 19 pays membres (Schéma 2.7). Parmi ces pays, 16 sont de l'Afrique Subsaharienne et deux de la région de l'Asie du Sud. La plus forte présence de la pauvreté d'IMP a été enregistrée au Niger (89%) suivi du Mali (87%) et de Burkina Faso (84%). Du côté opposé du spectre, l'incidence de la pauvreté d'IMP a été enregistrée plus moins de 10% de population totale dans 15 pays membres. Parmi ces pays, ce rapport était même moins de 5% dans 8 pays. La majorité de pays membres avec l'incidence la plus limitée de la pauvreté d'IMP sont de la région de l'Europe et de l'Asie Centrale (6) et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (6).

Schéma 2.7. Les 10 Premiers Pays Principaux avec le Nombre Total d'IMP de Pauvre et de Leur Part dans la Population Totale



Source: OPHI, 2014

2.2. Causes Déterminantes de la Pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI

Comme privation inacceptable dans le bien-être humain, la pauvreté peut émerger en raison démographique non contrôlé ou mal géré, économique, ambiant, social aussi bien que des facteurs

politiques. Cette section essaye d'accentuer certains de ces facteurs et comment ils peuvent mener à la pauvreté et à la privation, avec l'accent particulier sur les Pays Membres de l'OCI.

2.2.1. Croissance Economique Faible et Chômage

La croissance économique est l'une des causes déterminantes les plus influentes de la pauvreté et de la qualité de vie dans un pays/région. Au cours des années, la croissance économique rapide et soutenable ajoutées aux taux d'emploi élevés a mené à l'amélioration significative du bien-être des masses à travers le globe. En fait, la croissance économique élevée seule est insuffisante pour garantir l'éradication de la pauvreté à moins que les avantages de la croissance soient distribués plus également. La création des offres d'emploi décentes est un lien essentiel à la connexion entre la croissance et la réduction de pauvreté.

En tant que groupe, les Pays Membres de l'OCI sont bien-dotés des ressources économiques potentielles dans différents champs et secteurs tels que l'agriculture et les terres arables, l'énergie et l'exploitation, les ressources humaines, et ils forment une grande région commerciale stratégique. Cependant, ce potentiel inhérent ne se manifeste pas sous forme de niveaux raisonnables du développement économique et humain dans beaucoup de Pays Membres de l'OCI et dans les Pays Membres de l'OCI en tant que groupe. Après avoir marqué 22.6 % de la population totale du monde en 2013, les 57 Pays Membres de l'OCI ont produit seulement 11.2 % du PIB de total mondial. Actuellement, le PIB moyen par habitant (exprimé en Dollars des États-Unis courant et basé sur la PPA) dans les Pays Membres de l'OCI est enregistré à 6.076 Dollars des États-Unis en 2013 qui est 1.234 Dollars des États-Unis et 6.290 Dollars des États-Unis moins que les autres pays en développement et les moyennes du monde respectivement. Le taux de croissance moyen de PIB en termes réels par habitant dans les Pays Membres de l'OCI a été enregistré à 1.8 % dans 2013 comparés à 2.2 % dans le monde et à 4.1 % dans d'autres pays en développement. Parmi les pays de l'OCI, l'activité économique est restée fortement concentrée dans les pays de revenus élevés, supérieurs et moyens qui ont marqué 57% du PIB total de l'OCI en 2013. La part des pays qui ont un revenu bas a été enregistrée seulement à 6%.

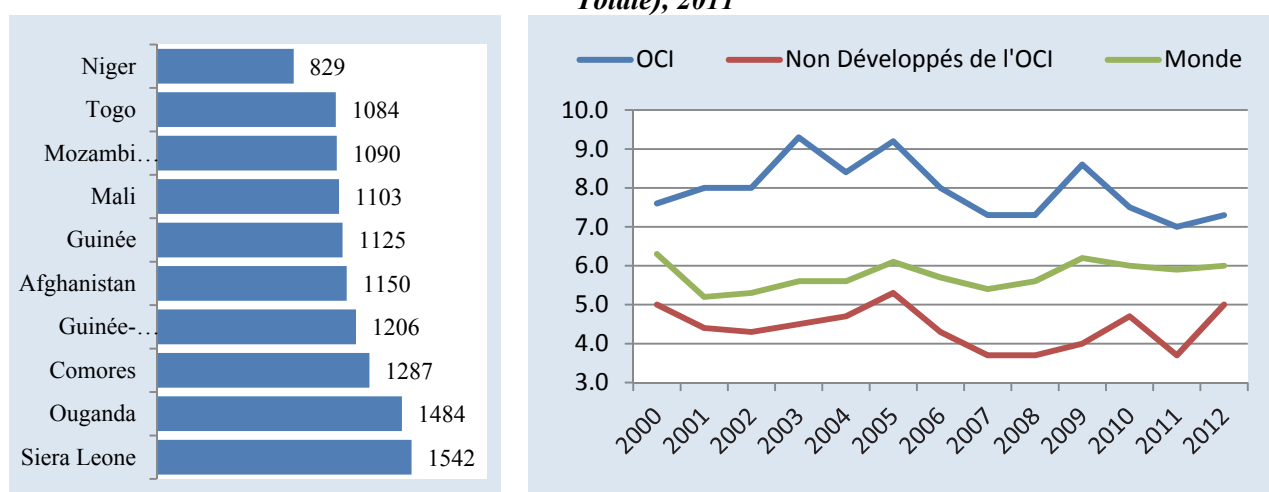
En ce qui concerne la distribution de PIB par habitant, les disparités bien écartées existent parmi les Pays Membres de l'OCI. En 2013, le PIB par habitant au Niger était 119 fois inférieur au Qatar. Généralement le PIB par habitant dans les pays de revenu moyen, bas et inférieur est resté sensiblement inférieur aux autres avec un taux de croissance modérée au cours des années. Suivant les indications du Schéma 2.8, de certains Pays Membres de l'OCI avec l'incidence la plus élevée de la pauvreté sont classées parmi les pays membres avec le plus bas PIB par habitant en 2013. Parmi ces pays le Mali a enregistré un taux de croissance global de PIB négatif par habitant de 1.3%, la Guinée +0.05%, le Niger +0.4%, et l'Afghanistan +1.1%.

Plusieurs pays de l'OCI avec l'incidence élevée de la pauvreté sont caractérisés par une basse croissance économique et de taux de croissance élevés de population. Bien que, il n'y ait aucun consensus au sujet du rapport entre la croissance démographique et l'incidence élevée de la pauvreté (Sinding, 2009), la croissance démographique qui est disproportionnée à la croissance économique pourrait être un facteur important derrière l'incidence élevée de la pauvreté dans beaucoup de ces pays

Selon les dernières données disponibles, le taux de chômage total dans les Pays Membres de l'OCI flottaient entre 6.95 % et 9.29 % entre 2000-2012 (Schéma 2.8). En particulier, le chômage féminin dans les pays de l'OCI demeure le plus haut avec 9.1 % en 2012, qui est estimé à 5.2 %

dans d'autres pays en développement et à 8.1 % dans les pays avancés au cours de la même année. En même année, la Mauritanie (31%) est le pays avec le taux de chômage le plus élevé dans le monde. Le chômage est également une préoccupation en Palestine (23 %), en Guyane (21.7 %), au Gabon (20.3 %) et au Yémen (17.6 %). Les Schémas par rapport au chômage des jeunes dans les pays de l'OCI sont même moins prometteurs. Il est resté au-dessus de 16 % et aussi bien au-dessus des moyennes d'autres pays avancés et en développement jusqu'à la crise financière globale en 2008 qui ont alors diminué à 16 % en-dessous. De même, en 2012, le taux le plus élevé de chômage des jeunes a été estimé en Mauritanie (45.3 %), suivie de la Guyane (42 %), du Gabon (36.8 %), de l'Egypte (35.7 %) et du Yémen (34.8 %). Dans 24 pays de l'OCI, le taux de chômage des jeunes était au-dessus de 20 % et dans 33 pays au-dessus de la moyenne du monde de 12.9 % en 2012.

Schéma 2.8. PIB par Habitant (Dollars des États-Unis) et Taux de Chômage Total (% de Main-d'œuvre Totale), 2011



Source: Calculs de personnel de SESRIC basés sur le FMI, WEO 2014 ; Banque Mondiale, WDI ; SESRIC, BASEIND

2.2.3. Dégradation Environnementale

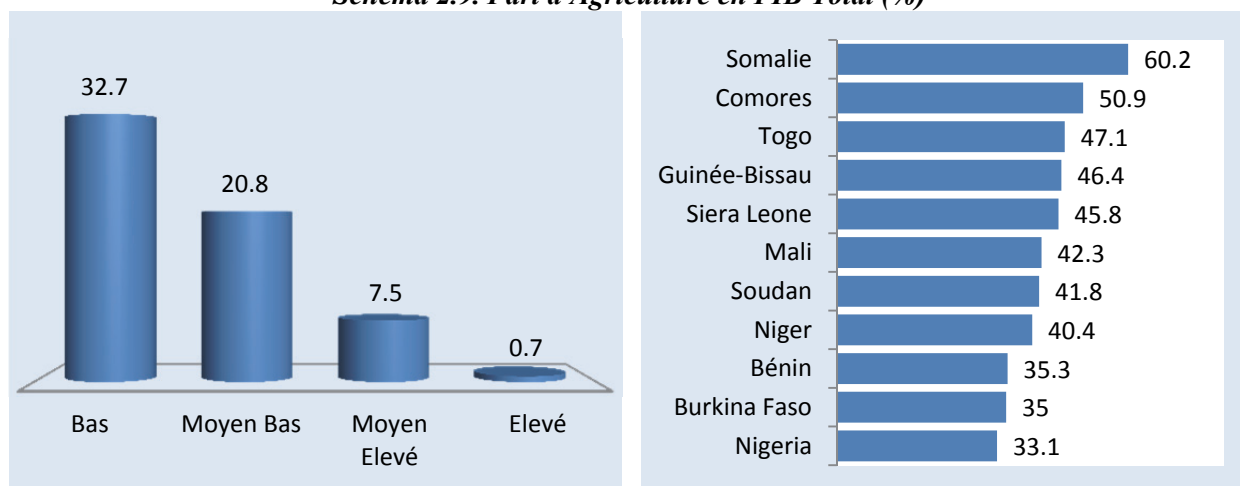
Il y a un rapport fort entre la dégradation et l'incidence environnementales de la pauvreté. Plus de la moitié les pauvres dans le monde vivent dans des secteurs ruraux où ils dépendent des ressources naturelles telles que la terre, l'eau, le bois, et la végétation pour gagner leur vie. Les écologistes croient que la croissance accélérée des activités économiques et l'augmentation de la population globale ont eu comme conséquence la dégradation environnementale dans presque tous les pays. L'appauvrissement de la couche d'ozone, la disparition de la biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles et la désertification ont tous joué un rôle important dans la non-durabilité environnementale.

En raison de leur confiance forte dans le secteur d'agriculture et les basses capacités d'atténuer la dégradation environnementale, les Pays Membres de l'OCI à faible et à revenu moyen inférieur, sont fortement vulnérables aux chocs environnementaux et la dégradation environnementale qui est une cause déterminante importante d'incidence élevée de la pauvreté dans la majorité de ces pays. Selon les dernières évaluations, plus de 32% du PIB total dans les pays qui ont un revenu bas vient du secteur d'agriculture tandis que ; ce rapport s'élève à 21% dans les pays à faible et à revenu inférieur comparés à la moyenne de groupe de l'OCI de 10%. Au niveau de pays individuel, l'agriculture est restée le séjour principal de l'activité économique dans la majorité de Pays Membres de l'OCI avec l'incidence élevée de la pauvreté (Schéma 2.9). Il est beaucoup clair

que la dégradation environnementale non mitigée et les changements climatiques pousseront non seulement certaines millions de personnes vers la faim et la pauvreté mais minera également le progrès accompli jusqu'ici pour éradiquer la pauvreté dans la majorité des Pays Membres de l'OCI à faible et à revenu moyen inférieur.

La désertification est un autre contribuant principal à la dégradation et par conséquent à la pauvreté environnementale de durabilité dans les Pays Membres de l'OCI. On le rapporte principalement avec la dégradation de terre dans les terres sèches, résultant de divers facteurs comprenant des variations climatiques et des activités humaines comme l'utilisation intense de la terre, de pratiques agricoles insoutenables de l'emblavage intense, de surpâturage, d'irrigation et de déboisement non-structurés et d'expansion de la population humaine et de secteurs de vie urbains. Presque tous les Pays Membres de l'OCI sont situés dans les systèmes de terres fermes qui sont fortement vulnérables à la désertification. Selon les derniers résultats, la vulnérabilité de désertification est élevée et très élevée parmi les pays membres qui sont situés particulièrement dans la région de l'Afrique Subsaharienne et de l'Asie qui ont actuellement marqué un volume de pauvres dans les Pays Membres de l'OCI.

Schéma 2.9. Part d'Agriculture en PIB Total (%)



Source: Calculs de Personnel de SESRIC basés sur les SDNU, Agrégats principaux de comptes nationaux

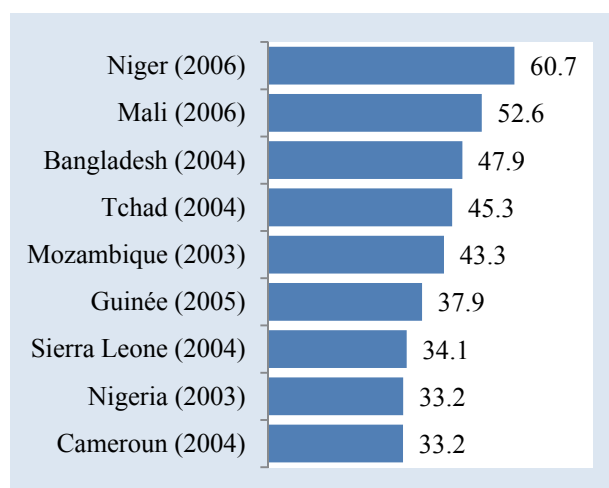
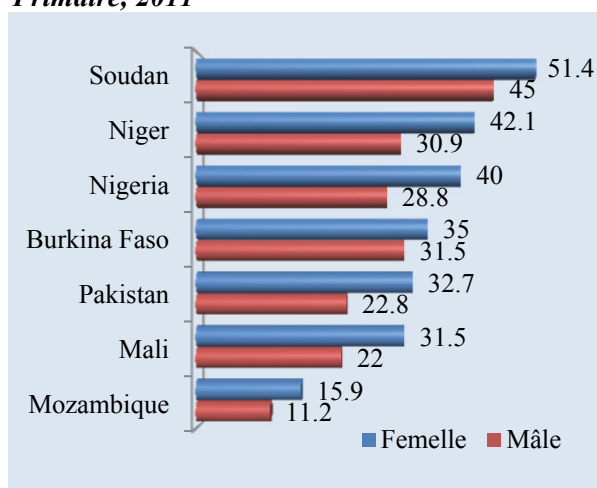
2.2.3. Normes et Traditions Sociales Fallacieuses

Les normes et les traditions sociales, culturelles et religieuses jouent un rôle important en formant l'attitude d'une société vers le bien-être et la prospérité collectifs au macro et micro niveau. Les pauvres personnes dans les sociétés en développement également souffrent de la pauvreté d'information et manquent de la conscience au sujet des interventions essentielles qui pourraient les soulever hors de la pauvreté. Plutôt, ils croient en beaucoup de mythes et de tabous qui mènent à la basse utilisation des services qui sont critiques pour leur statut socio-économique. Les gens dans les Pays Membres de l'OCI ne sont pas également une exception. Au cours des années, les campagnes d'immunisation dans quelques pays membres n'ont pas été principalement dues efficace aux polémiques relatives avec la sûreté et la permission religieuse en ce qui concerne les vaccins. Les autorités dans les Pays Membres comme le Nigéria et le Pakistan ont souvent rapporté l'opposition des groupes religieux et politiques pour effectuer les campagnes nationales de vaccination de poliomyélite (SESRIC, 2014c).

La discrimination basée par genre est une autre cause déterminante principale de la pauvreté dans beaucoup de Pays Membres de l'OCI. Les femmes dans les Pays Membres de l'OCI éprouvent la discrimination sur l'éducation et les marchés du travail. Par rapport à la population adulte, l'espace de genre moyen dans le taux d'alphabétisation est plus de 14% dans les Pays Membres de l'OCI tandis que dans les pays avancés il est moins de 2%. La probabilité hors de l'école est plus élevée parmi l'enfant féminin que les mâles dans la majorité de Pays Membres de l'OCI avec l'incidence la plus élevée de la pauvreté (Schéma 2.10). D'une part, dans les Pays Membres de l'OCI la participation de main-d'œuvre moyenne parmi la population féminine est environ 47%, tandis que dans les pays avancés elle est 66%. La moyenne du monde est environ 57%.

Les mariages précoces et les grossesses chez les adolescentes sont identifiés en tant que cause et conséquence de la pauvreté. Les filles mariées dans l'âge jeune habituellement ne reçoivent pas les occasions éducatives et économiques qui aident à les soulever et leurs familles hors de la pauvreté. Ceci a également comme conséquence la grossesse précoce, qui est identifiée en tant qu'ayant un risque sanitaire plus élevé pour la mère et l'enfant. La pratique d'épouser de jeunes filles est primordialement répandue dans les pays de l'OCI les plus pauvres. Le Schéma 2.11 montre les principaux pays dans le monde avec le pourcentage le plus élevé des femmes mariées entre les 15-19 groupes d'âge au cours de la période 2000-2008. Selon les données disponibles de pays, le Niger a eu la part la plus élevée des femmes mariées dans la catégorie d'âge 15-19 dans le monde qui a constitué deux-tiers du total de femmes mariées dans le pays. Suivant le Niger, à Mali presque la moitié des femmes mariées étaient également dans cette catégorie d'âge. Excepté le Malawi les autres pays avec un pourcentage élevé des femmes mariées dans la catégorie d'âge 15-19 étaient les Pays Membres de l'OCI.

Schéma 2.10. Taux Extrascolaire au Niveau Primaire, 2011 **Schéma 2.11. Femmes Mariées Agées 15-19 (%)**



Source: Banque Mondiale, WDI ; Données de Mariage dans le Monde

2.2.4. Système Politique et Gouvernance Inefficace

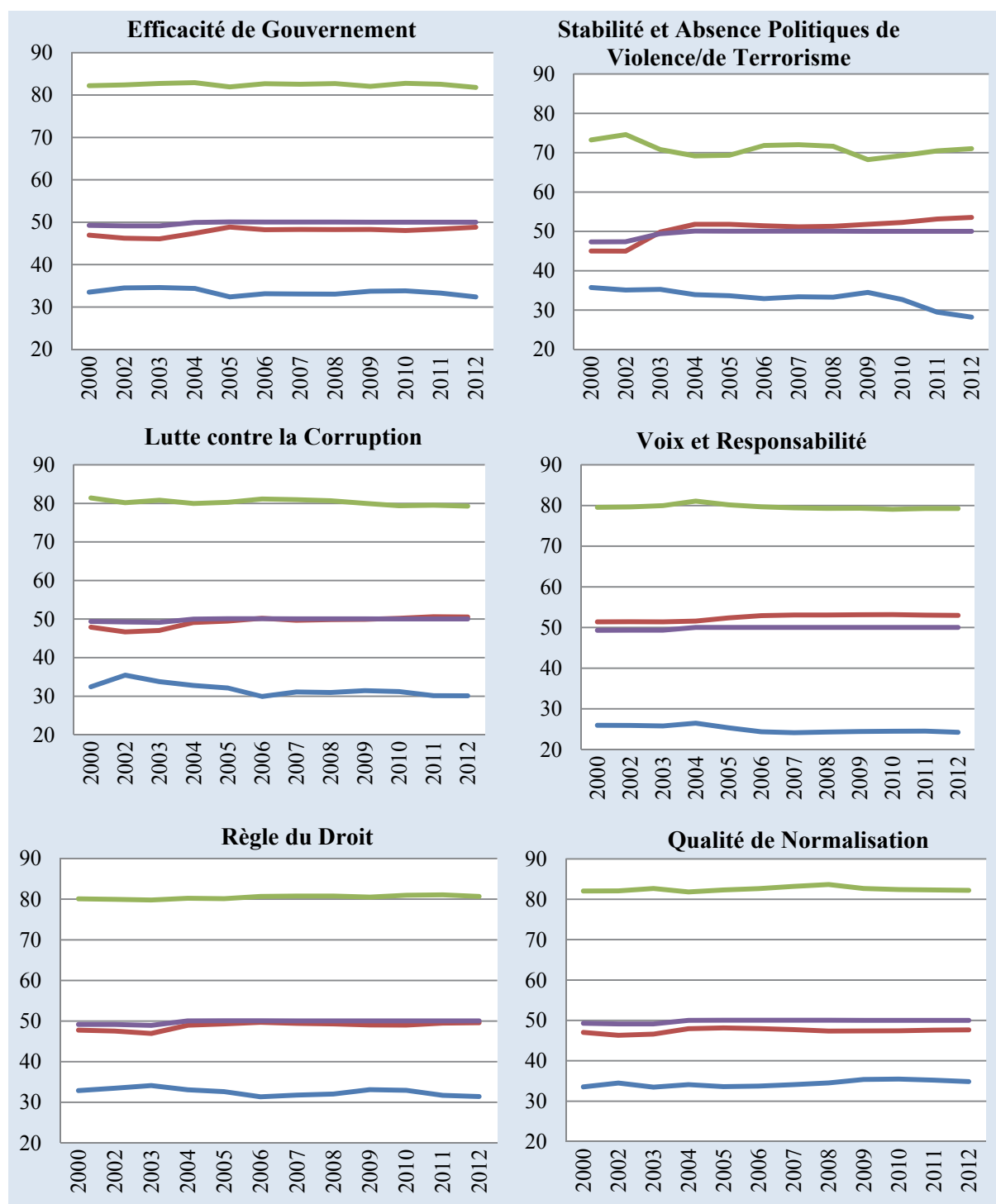
Un système politique efficace et décisif joue le rôle important dans la stabilité politique, le bon gouvernement, la résolution des conflits (interne et externe), et l'établissement de la paix et la sécurité dans un pays. Tous ces indicateurs sont les conditions de base pour le développement économique et la prospérité et, par conséquent, la diminution de la pauvreté dans un pays/région. Au contraire, un système politique et un mauvais gouvernement inefficaces détériorent les

conditions sociales et économiques des personnes et augmentent l'incidence et la sévérité de la pauvreté dans un pays/région.

Il y a beaucoup de manières de mesurer l'efficacité des institutions politiques dans un pays. Basé sur un projet de recherche de longue date de la Banque Mondiale, des indicateurs mondiaux de gouvernance (IMG) sont appliqués largement pour mesurer la qualité de la gouvernance dans plus de 200 pays. Les IMG Basés sur un projet de recherche de longue date de la Banque Mondiale, des indicateurs mondiaux de gouvernance (IMG) sont appliqués largement pour mesurer la qualité de la gouvernance dans plus de 200 pays. Les IMG couvrent six dimensions : voix et responsabilité, stabilité et absence politique de violence, efficacité de gouvernement, qualité de normalisation, règle du droit, et la lutte contre la corruption. Le classement percentile pour chacun de ces six indicateurs s'étend de 0 (le plus faible) à 100 (le plus fort). Selon les dernières évaluations, les Pays de l'OCI ont marqué un score assez bas dans chacune des six dimensions de bon gouvernement. Et leur classement moyen percentile est resté au-dessous du moyen mondial, les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI, comme moyennes de pays avancées pour chacun des six indicateurs (Schéma 2.12). Au niveau de pays individuel, la majorité de Pays Membres de l'OCI avec le revenu bas et l'incidence élevée de la pauvreté ont été classées parmi les plus bas pays en termes de performance dans le monde.

Les guerres et les conflits civils restent les principaux facteurs à l'endurance de la pauvreté dans beaucoup de Pays de l'OCI. Selon le baromètre 2012 de conflit, le nombre de conflits observés globalement s'est élevé de 83 en 1945 à 396 en 2012, y compris plus de 40 Pays de l'OCI avec la bas-intensité et les conflits à intensité élevée. Selon les dernières évaluations, au cours de la période 1946-2005, 53 Pays Membres de l'OCI ont passé un total de 621 années dans les conflits, ou 11.7 ans par pays. Presque 3 millions de personnes sont morts dans les Pays Membres de l'OCI lors de ces conflits, ou plus de 4.600 par conflit. D'ailleurs, des millions de personnes sont forcés de se sauver de leurs maisons en raison du conflit ou de la violence, souvent avec peu ou pas de possessions. Certains ont franchi une frontière nationale à la recherche du refuge ; d'autres sont restés dans leur pays et sont devenus les personnes intérieurement déplacées (PID). On estime que le nombre de PID dans les pays de l'OCI est plus que celui dans des pays qui ne font pas partie de l'OCI depuis 2003. À partir de 2010, plus de 14 millions de personnes dans les pays de l'OCI ont été intérieurement déplacés. La majorité des pays de l'OCI sont actuellement une partie d'un conflit continu à l'intensité variable (SESRIC, 2014b).

Schéma 2.12. Grade de Percentile de Bons Indicateurs de Gouvernement (2000-2012)



— OIC — Non-OIC Developing — World — Developed

Source: Calculs de Personnel de SESRIC basés sur la Banque Mondiale, WGI

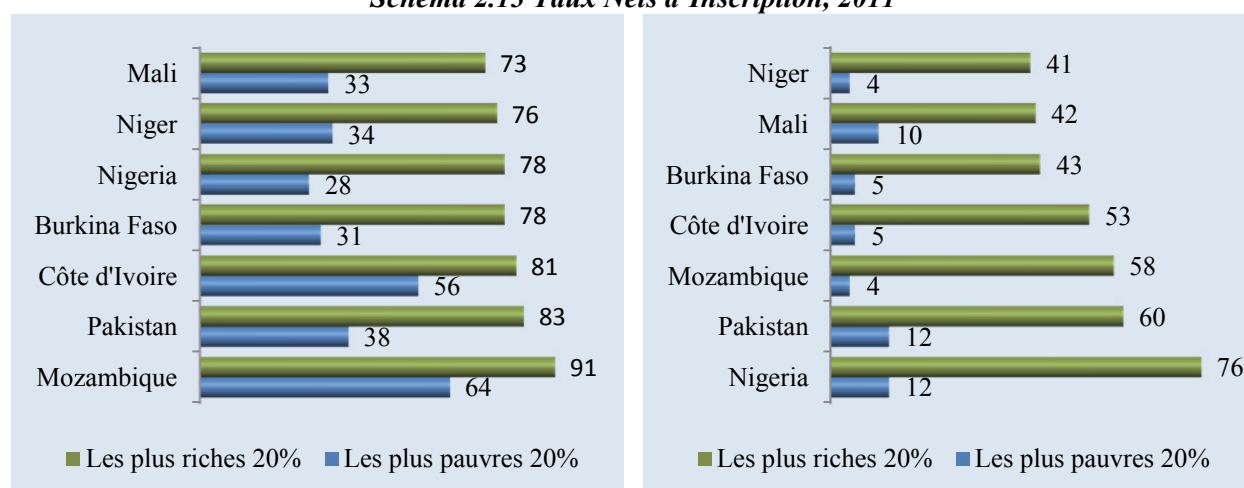
2.2.6. Analphabétisme

L'analphabétisme est l'une des causes déterminantes principales de la pauvreté à travers le monde en développement. Habituellement, les gens avec moins d'éducation ou sans éducation peuvent seulement trouver les travaux moins-payés (ou moins-habiles). Également en raison du manque de quantité suffisante d'établissements de l'éducation professionnelle dans la majorité des pays en développement, les gens ne peuvent pas développer leur capital humain, qui mène aux niveaux bas du profit de travail qui n'est pas suffisant pour soulever des personnes hors de la pauvreté. Le plus mauvais de tous, les illettrés ont moins de chance pour trouver un travail qui va garantir leur revenu, les menant vers la pauvreté et les rendant dépendantes de l'aide venant des ressources externes. D'une part, l'accès à l'éducation de base est fortement corrélé avec le statut socio-économique et l'endroit géographique d'un ménage particulièrement dans les pays en développement. Généralement les enfants dans les pauvres ménages sont plus susceptibles d'être à l'école que des pairs avec les moindres pauvres ménages principalement dus au coût d'instruction. En outre, ils sont également plus susceptibles de répéter les classes et plus susceptibles d'avoir de qualité supérieure de l'éducation que ceux avec des tranches de revenu plus élevé. De même, les enfants des secteurs ruraux ont assez moins de chances à instruire que ceux des zones urbaines.

Bien que, au cours des années, l'accès à l'éducation de base ait été amélioré à travers les Pays de l'OCI, les pauvres sont toujours moins pour être instruits que les non pauvres. Selon les dernières évaluations (SESRIC, 2012), en 2011, des taux nets d'inscription (TNI) pour les écoles secondaires primaires et dans les Pays de l'OCI ont été enregistrés à 74% et à 50% respectivement comparés à 84% et à 55% respectivement dans le monde. La performance du groupe de l'OCI au niveau d'école primaire est bien restée au-dessous de la moyenne de pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI où le TNI a été enregistré à 112%. Néanmoins, les Pays de l'OCI ont réalisé un taux comparativement plus élevé d'accomplissement (75%) au niveau d'école primaire que le monde (72%) et les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI (69%). Provenant des circonstances socio-économiques particulières, il y a des disparités éducatives remarquables parmi et dans les Pays Membres de l'OCI. Généralement la performance d'éducation des pays membres d'Asie du Sud et de l'Afrique Subsaharienne, où la majorité de pauvres populations de l'OCI vivent, est restée sensiblement inférieure.

Les taux d'inscription scolaire sont fortement corrélés avec des profils de pauvreté des ménages à travers les pays en développement. Le Schéma 2.13 montre la scolarité des enfants de l'âge primaire pour les ménages les plus riches et plus pauvres dans les pays choisis de l'OCI ce qui sont actuellement marqués pour la majorité de pauvres de l'OCI. Les données montrent quelques modèles conformés. Parmi les quintiles riches et pauvres, les enfants des familles dans le quintile le plus riche participent uniformément à l'école à des taux plus élevés que des enfants dans les plus bas quintiles. Cependant, l'intensité de l'inégalité n'est pas homogène à travers les pays. Par exemple, au niveau d'école primaire, les enfants de quintile le plus pauvre au Nigéria sont 2.8 fois plus probables pour être extrascolaires comparés à 1.4 fois en cas de Côte d'Ivoire. L'intensité de l'inégalité est sensiblement plus élevée en cas d'école secondaire. Par exemple, les enfants de quintile le plus pauvre en Mozambique sont 15 fois plus probables pour être extrascolaires comparés à leur pair dans le quintile le plus riche, alors que cette probabilité est 11 fois en Côte d'Ivoire et 10 fois au Niger.

Schéma 2.13 Taux Nets d'Inscription, 2011



Source: Banque Mondiale, WDI

2.2.6. Santé Pauvre

Il est largement reconnu que les efforts qui visent à améliorer l'état de santé sont essentiels pour gagner la lutte contre la pauvreté à travers le monde. La santé pauvre souvent emprisonne des personnes dans la pauvreté en détériorant les conditions économiques et sociales où elles vivent. Elle déprécie la qualité des ressources humaines et, par conséquent, réduit la croissance économique et limite la disponibilité des ressources financières au niveau individuel et gouvernemental pour l'investissement dans la santé. D'une part, la pauvreté est une cause déterminante sociale importante de santé car elle limite fortement l'accès à certains besoins humains de base comme la nourriture, eau propre, hygiène améliorée, les services de logement et de soins de santé et par conséquent augmente le risque de maladie et de mortalité. Généralement, la situation maternelle, nouveau-née et de la santé infantile (MNCH) se corrèle très fortement avec les conditions et l'assurance et l'efficacité socio-économiques d'un système de santé dans un pays/région.

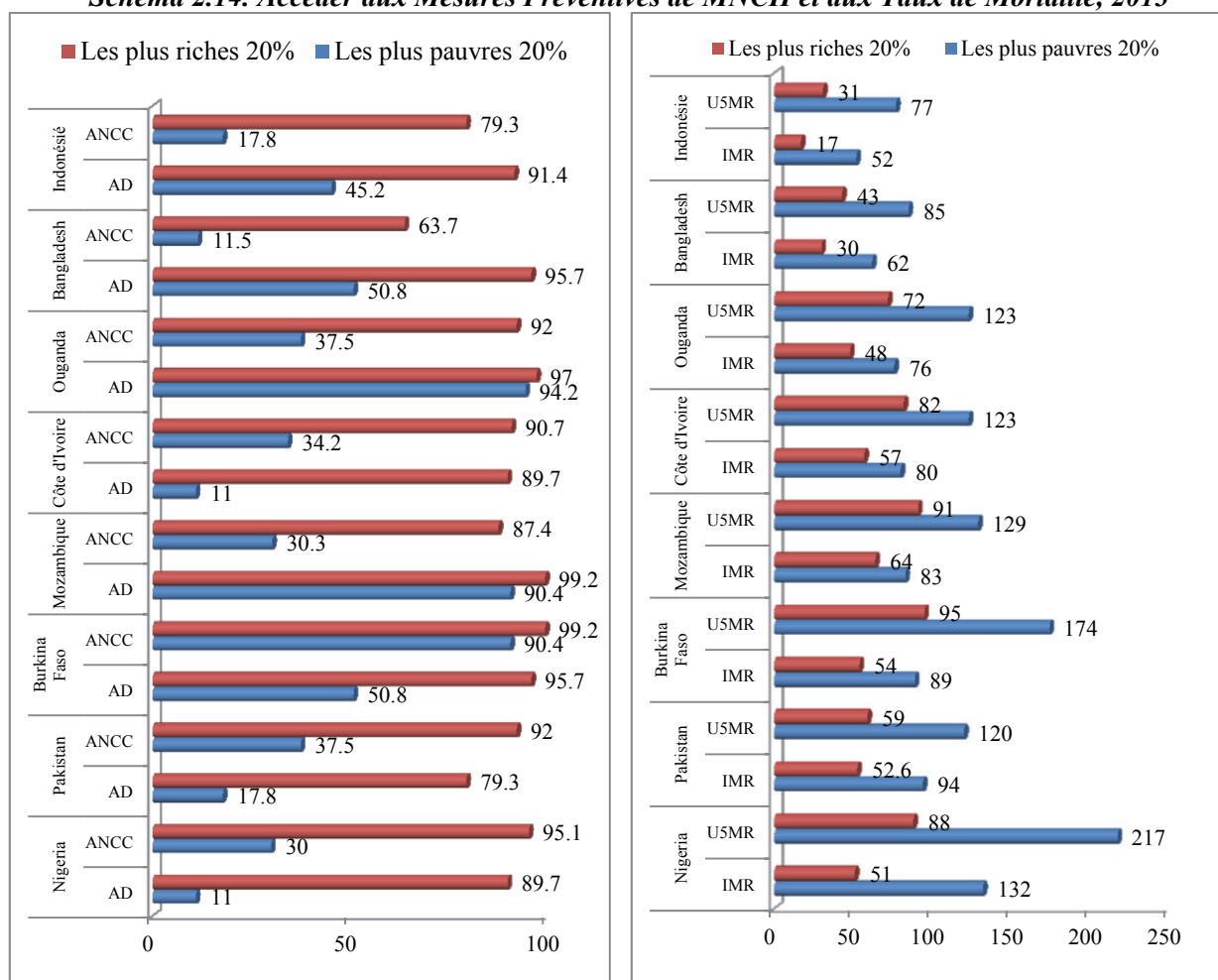
Au cours des années, les Pays Membres de l'OCI ont enregistré une amélioration significative dans les taux maternels, infantiles et de la mortalité infantile. Entre 1990 et 2013, le taux de mortalité maternelle a diminué à 44% et les taux de mortalité infantile et des enfants âgés au-dessous de cinq ans ont enregistré une réduction de 44% et de 47%, respectivement. En dépit de ce progrès, les taux de mortalité sont restés comparativement élevés dans les pays de l'OCI où toujours un dans chaque 15 enfants est mort avant leur 5ème anniversaire et un dans chaque 21 enfants est mort avant que leur premier anniversaire ait comparé à un dans 22 au-dessous de cinq enfants et à un dans 30 enfants au-dessous d'un an dans le monde. D'une part, les disparités régionales significatives existent dans le groupe de l'OCI et les taux de mortalité sont restés élevés particulièrement dans les régions d'Asie du Sud et de l'Afrique Subsaharienne (SESRIC, 2013).

Les inégalités dans l'assurance de MNCH existent également dans des pays avec de pauvres populations obtenant peu d'accès aux interventions principales de santé que les riches. Suivant les indications du Schéma 2.14 il y a des disparités significatives parmi les ménages les plus riches et plus pauvres en ce qui concerne l'assurance de soin prénatal (ANCC) et les livraisons occupées par le personnel de santé habile (DA) dans les Pays Membres de l'OCI. Cette différence rigide dans l'assurance de soin prénatal est prononcée au Nigéria et au Bangladesh où une femme enceinte de quintile le plus pauvre est 3 fois moins susceptible pour obtenir l'assurance de soin

prénatal comparé à son pair dans le quintile le plus riche. En cas de livraisons aidées, les femmes dans les plus pauvres ménages du Nigéria sont 8.2 fois susceptibles à donner naissance sans aide comparée aux ménages les plus riches et aux stands de cette différence à 5.5 fois au Bangladesh.

Les ménages les plus pauvres montrent des taux de mortalité considérablement plus élevés d'enfance que mieux à travers les pays de l'OCI. Le Schéma 2.14 montre des taux de mortalité infantile et sous-cinq ans (IMR et U5MR) pour les quintiles de population les plus pauvres et les plus riches à moins de 8 pays membres choisis de l'OCI où le volume de pauvres de l'OCI résident. Les taux de mortalité parmi les plus pauvres enfants dépassent le groupe le plus riche dans tous les pays. Cependant, pour quelques pays la différence dans l'IMR et l'U5MR entre les riches et les pauvres est vaste. Par exemple, en Indonésie, les enfants dans le 20% de la population la plus pauvre sont trois fois susceptibles pour mourir avant leur premier anniversaire que ceux dans le 20% le plus riche tandis que ; les pauvres enfants sont 2.5 fois susceptibles pour mourir avant leur cinquième anniversaire.

Schéma 2.14. Accéder aux Mesures Préventives de MNCH et aux Taux de Mortalité, 2013



Source: Banque Mondiale, WDI

2.2.7 Insécurité Alimentaire

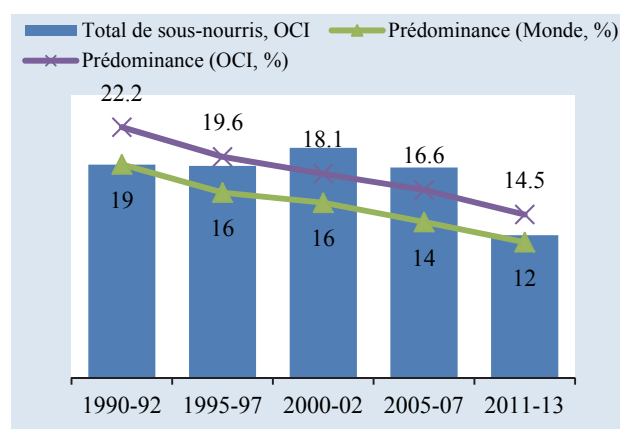
La faim et l'insécurité alimentaire est l'une des manifestations les plus communes de la pauvreté à travers le monde en développement. Selon les dernières évaluations de la FAO (SOFI, 2014), 842 millions de personnes à travers le globe sont sous-nourris représentant 12.0 % de la population globale, ou un dans huit personnes. La majorité de ces personnes sous-nourris résident dans des

régions en développement de l'Asie et Pacifique (552 millions), l'Afrique Subsaharienne (223 millions) et l'Amérique Latine et les Caraïbes (47 millions).

Étant une partie substantielle du monde en développement, les Pays Membres de l'OCI ont marqué 161 millions de personnes sous-nourries en 2011-13, correspondant à 19% des personnes sous-nourries de total mondial. La part des personnes sous-nourries dans la population totale a également diminué à 14.5% mais elle est restée plus haut que la moyenne du monde (Schéma 2.15). Au cours de la même période, la prédominance de la malnutrition était toujours très élevée dans beaucoup de pays de l'OCI, en particulier dans les pays de l'OCI à bas revenu en matière de déficit alimentaires (LIFDC) en Afrique Subsaharienne et en Asie du Sud comme les Comores, la Mozambique, le Soudan, le Tchad, le Sierra Leone, le Togo, et le Yémen (SESRIC 2014a). Généralement la majorité des LIFDC sont caractérisées par le niveau de revenu bas, l'incidence élevée de la pauvreté, les conflits, l'instabilité politique et la forte présence de la malnutrition. Ils ne peuvent pas produire suffisamment l'alimentation pour satisfaire leurs demandes intérieures aussi bien qu'en raison du manque de ressources qu'ils ne peuvent pas l'importer également. À cet égard, les pénuries alimentaires ont continué à affecter un nombre significatif des 27 LIFDC de l'OCI, où 18 d'entre eux ont été classifiés par la FAO en tant que « Pays en Crise Ayant Besoin de l'Aide Externe ».

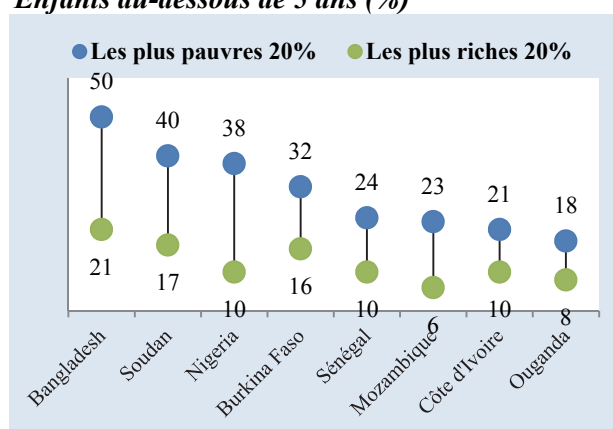
Au niveau sous-national, il y a un rapport fort entre la pauvreté et la malnutrition. Suivant les indications du Schéma 2.16, la malnutrition parmi les enfants est plus élevée dans les ménages de revenu bas que dans les ménages de revenus élevés. Au Bangladesh, sous-cinq des enfants dans les plus pauvres familles sont 2.4 fois plus susceptible pour avoir un poids insuffisant dû à la malnutrition que leurs pairs dans les moindres pauvres familles tandis que ; la probabilité d'être de poids insuffisant parmi les plus pauvres enfants au Soudan et au Nigéria est 2 fois davantage que les enfants les plus riches.

Schéma 2.15: Sous-nourriture, 2013



Source: Calculs de Personnel de SESRIC basés sur la FAO, FAOSTAT

Schéma 2.16. Sous-alimentation parmi les Enfants au-dessous de 5 ans (%)

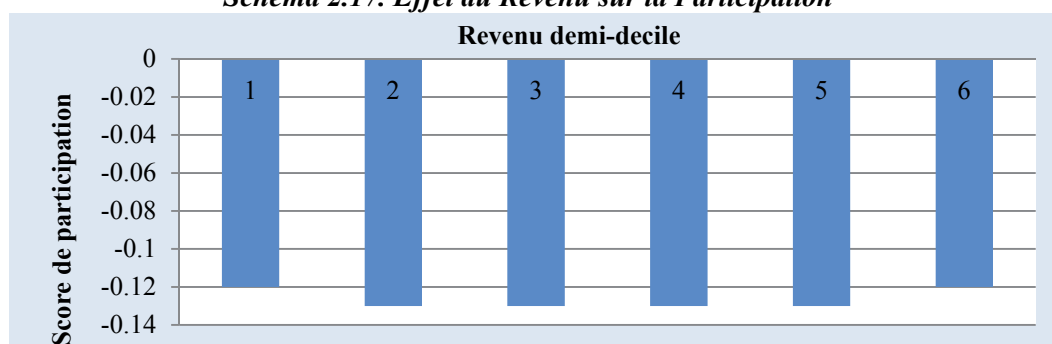


2.2.8. Manque de Participation

Le manque de participation est une cause importante de la pauvreté. Dans ce contexte, la pauvreté est déterminée par la privation d'impuissance, de stigmatisation, de discrimination, et d'exclusion de matériel, que toute se renforce. Plus avec précision, la pauvreté est moins au sujet de la pénurie de revenu et plus au sujet de l'incapacité des personnes avec des revenus faibles de participer activement à la société. Emanuele et autres (2013) ont argué du fait que la participation a été

négativement affectée par revenus (Schéma 2.17). Selon leur étude, le groupe des répondants dans les pays en développement est divisé en 20 groupes également classés, appelés les demi-déciles, sur la base du niveau de leur revenu domestique net ajusté à la taille de ménage. Le schéma 2.17 explore le rapport entre le revenu et la participation pour les six plus bas demi-déciles. La participation à chaque revenu demi-décile est comparée à celle dans le revenu supérieur demi-décile, qui a le niveau le plus élevé de participation de tous. Par conséquent, tous les points de participation montrés dans ce schéma sont négatifs. Le revenu moyen dans le sixième demi-décile est plus de deux fois que le premier demi-décile et deux-tiers plus grands que le revenu moyen dans le deuxième demi-décile. Les points de participation diminuent solidement jusqu'au quatrième demi-décile atteignant -0.134 points qui correspond au niveau minimum de la participation. Après atteindre ce niveau minimum, les points de participation commencent à se lever légèrement. Par conséquent, il y a un niveau minimum de la participation qui est caractéristique des personnes ayant des revenus faibles.

Schéma 2.17. Effet du Revenu sur la Participation *



*Source: Emanuele f. M. Tomlinson, Robert Walker (2013) : Pauvreté, Participation et Choix, Fondation de Joseph Rowntree, R-U. l'effet de *The du revenu sur la participation est contrôle tracé pour : statut d'emploi, éducation, type de famille, genre, appartenance ethnique et région.*

2.2.9. Ressources Financières

La majorité de pauvres globaux résident actuellement dans des pays à revenu bas et inférieur moyen de l'Asie du Sud et de l'Afrique Subsaharienne. Généralement ces pays sont caractérisés par de bas revenus publics dus aux systèmes fiscaux inefficaces, aux coûts élevés d'entretien de dette et aux dépenses de défense stupéfiante. Bien que, beaucoup d'associés de développement affluent dans les ressources financières (comme l'Aide Publique au Développement (APD)) pour aider ces pays, les revenus domestiques qui sont identifiés comme source la plus importante pour le financement de développement et la lutte contre la pauvreté sont restés très bas (ONU, 2013). En outre, beaucoup de gouvernements ne dépensent pas la partie substantielle des ressources publiques disponibles dans les secteurs comme la santé, l'éducation et l'eau et l'hygiène qui mènent à l'éradication de la pauvreté.

L'inaccessibilité répandue des services de base parmi des pauvres dans le monde en développement comprenant les membres de l'OCI a pu également être une attribution de ressource financière comprise de force-à-force plus bas pour des services de base au niveau national. En grande partie, les gouvernements dans les pays en développement dépensent beaucoup moins de part de leurs budgets en services de santé et d'éducation que leurs contreparties avancées. En conséquence, elle aggrave beaucoup plus la situation déjà sombre de la pauvreté et intensifie la privation parmi les pauvres. Pour évaluer la performance de l'OCI en ce qui concerne l'investissement dans les services de base, nous examinerons la part du budget du PIB et de gouvernement dépensé en secteurs de santé et d'éducation dans les Pays Membres.

Progresser en réalisant l'assurance de soins de santé universelle est resté fortement inégal dans les Pays Membres de l'OCI. Dans beaucoup d'entre eux, le système de santé souffre sérieusement de divers problèmes et défis comprenant la disponibilité des ressources financières suffisantes. Selon les dernières estimations, en 2011, les dépenses totales pour la santé a marqué seulement 4.7 % du PIB de l'OCI (comparé à 6.1 % dans d'autres pays en développement et à 7.6 % dans le monde. En moyenne, les Pays Membres de l'OCI ont dépensé seulement 387 dollars des États-Unis par habitant sur la santé. Hors de poche la dépense est restée la source de financement de santé la plus employée couramment avec une part de plus de 36% de dépenses totales de santé. Pour 20 Pays Membres, la dépense de santé hors de poche a marqué plus de 50 % de toutes les dépenses de santé en 2011 (SESRIC, 2013).

L'allocation des ressources financières pour le secteur d'éducation n'est également pas très prometteuse dans les pays de l'OCI. En 2011, les dépenses du gouvernement sur l'éducation ont marqué 3.8% de leur PIB, comparé à 4.8% dans les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI, à 5.0% dans le monde et à 5.2% dans les pays avancés. La part des dépenses publiques pour l'éducation au budget total de gouvernement dans les Pays Membres de l'OCI (15%) est restée égale aux pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI (15%) et plus haut que la moyenne du monde de 12.5% en 2011. Les gouvernements dans les Pays Membres de l'OCI dépensent à peu près 928 dollars des États-Unis par pupille comparé à 1860 dollars des États-Unis dans les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI et à 4884 dollars des États-Unis dans le monde. Les disparités significatives existent au niveau national dans les Pays Membres de l'OCI ; tandis que des dépenses publiques par pupille étaient enregistrées à 27547 dollars des États-Unis au Qatar il était moins que 100 dollars des États-Unis en Ouganda et Guinée (SESRIC, 2012).

Les basses dépenses du gouvernement aux services de base et la pauvreté vont ensemble. Suivant les indications des Schémas 2.18 et 2.19, les pays membres qui ont dépensé moins sur les services de santé et d'éducation ont marqué la part la plus élevée des pauvres en des Pays Membres de l'OCI.

Schéma 2.18. Dépenses de Santé Par habitant (Dollars des États-Unis), 2011

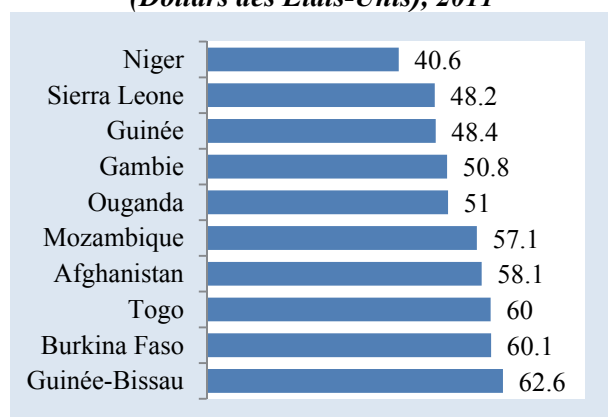
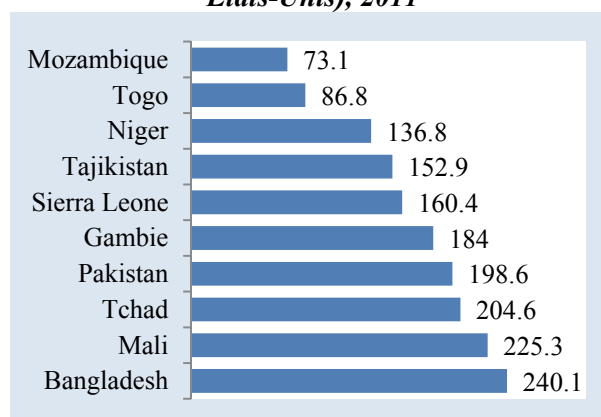


Schéma 2.19. Dépenses Par Elève (Dollars des États-Unis), 2011



Source: OMS, Dépôt de Données; Banque Mondiale, WDI

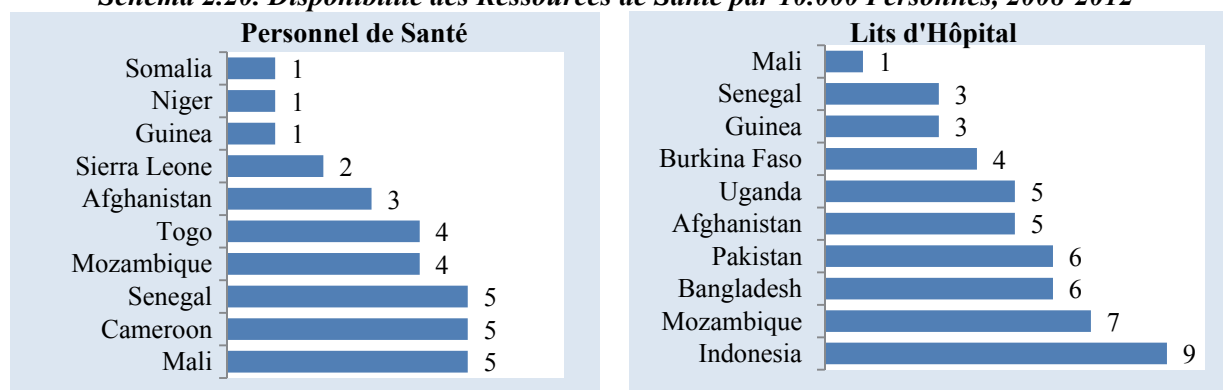
2.2.10. Manque de Capacité Institutionnelle et de Volonté Politique

L'incidence élevée de la pauvreté dans beaucoup de pays en développement est en grande partie associé au manque de capacité institutionnelle pour la livraison des services de base et des

réformes de politique et institutionnelles lentes. Comme mentionné dans la section précédente, les dépenses sur des services de base comme la santé et l'éducation sont restées très basses dans les pays de l'OCI aux niveaux de groupe et de pays individuel. Ceci signifie la priorité basse accordée à la prestation des services de base aux ordres du jour de développement national à travers la région de l'OCI. La basse dépense sur des secteurs de santé et d'éducation a résulté dans les manques sérieux dans les capacités institutionnelles en termes de ressources humaines suffisantes et qualifiées et l'infrastructure physique dans ces secteurs dans beaucoup de Pays Membres de l'OCI. Le manque d'infrastructure de base rond limité la fourniture et l'accès aux services de santé et d'éducation. C'est particulièrement catastrophique pour les pauvres et les segments déshérités de la société où la mortalité et l'analphabétisme sont déjà répandus.

Le déficit dans le professionnel de la santé qualifié alarme tous les deux par le groupe de l'OCI et le niveau de pays individuel. La main d'œuvre de santé dans les pays de l'OCI est juste au-dessus du seuil critique de 23 personnels de santé par 10.000 personnes, généralement considéré nécessaire de fournir des services de santé essentiels. Selon les dernières évaluations, il y avait seulement 26 personnels de santé (médecins, infirmières et femmes) par 10.000 personnes dans les pays de l'OCI comparés à 38 dans les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI et 47 personnels de santé dans le monde. Au niveau de pays individuel, parmi les 52 pays avec des données, seulement 28 ont enregistré la main d'œuvre de santé au-dessus du niveau de crise de 23 personnels de santé par 10.000 personnes. Le déficit de main d'œuvre de santé le plus élevé est enregistré parmi les pays membres les plus pauvres de basses et inférieures catégories des revenus moyennes (Schéma 2.20). D'une part, la disponibilité des lits d'hôpital est également restée comparativement très basse dans les Pays Membres de l'OCI car il y avait seulement 12 lits pour 10.000 personnes en 2008-2012 comparé à 25 dans les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI et à 27 dans le monde. De nouveau, la disponibilité des lits était sensiblement basse dans les Pays Membres avec l'incidence élevée de la pauvreté (Schéma 2.20).

Schéma 2.20. Disponibilité des Ressources de Santé par 10.000 Personnes, 2008-2012*



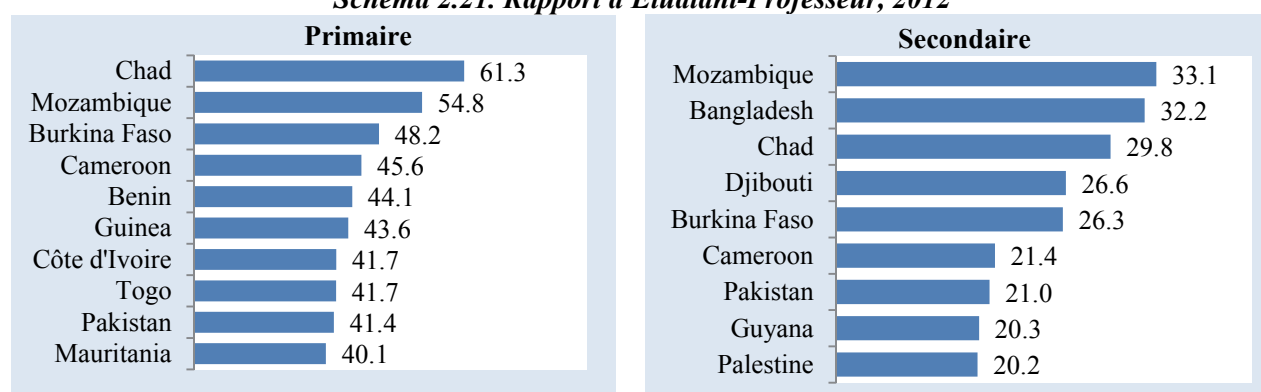
Source: OMS, Dépôt de Données

* La dernière année disponible

On a pu observer aussi bien une situation semblable en cas de secteur d'éducation. Les rapports d'Étudiant-Professeur donnent le nombre d'étudiants inscrits dans une école par le nombre de professeurs travaillant à cet établissement. Tandis que le rapport bas de professeur-étudiant est indicatif de l'éducation de qualité, le rapport élevé d'étudiant-professeur donne souvent de l'évidence au sujet des écoles proportionnellement sous-financées ou des systèmes scolaires, ou le besoin de changement législatif ou plus de placement pour l'éducation. Le rapport moyen d'étudiant-professeur dans les écoles primaires des pays de l'OCI a été enregistré à 27.9 étudiants en 2012. C'était plus de deux fois le nombre moyen d'étudiants par professeur dans les pays

avancés (13.4) et seulement légèrement plus haut que celui des pays en développement (26.2) et du monde (24.0) au cours de la même année. En termes de rapport d'étudiant-professeur dans les écoles secondaires, les taux sont restés stagnants pendant la dernière décennie. Le nombre moyen d'étudiants d'école secondaire par professeur dans les Pays Membres de l'OCI était environ 19.6 de 2012. C'était encore presque deux fois le rapport moyen d'étudiant-professeur expérimenté dans les pays avancés (10.9) et comparable à la moyenne des pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI (20.2) et du monde (17.6). Au niveau de pays, au niveau d'école primaire et secondaire, le déficit en nombre des professeurs par rapport au nombre d'étudiants est resté sensiblement haut dans beaucoup de pays membres avec l'incidence élevée de la pauvreté dans le groupe de l'OCI (Schéma 2.21)

Schéma 2.21. Rapport d'Étudiant-Professeur, 2012



Source: Banque Mondiale, WDI

2.2.11. Changement Climatique

Le changement climatique est l'une des plupart des menaces graves à la durabilité environnementale et économique globale. Il pose des implications négatives sérieuses particulièrement pour les pauvres et les segments déshérités de la société. Les conditions atmosphériques anormales et ainsi les catastrophes naturelles inattendues telles que les inondations, les sécheresses, ou les tsunamis, qui causent la mort ou l'évacuation de beaucoup de personnes particulièrement les pauvres, sont la principale préoccupation. D'autres impacts importants de changement climatique sont : (a) le changement des habitudes agricoles causant le déclin de certains agro-produits et pénurie alimentaire dans quelques régions, (b) la pollution atmosphérique et la propagation des maladies relatives comme les maladies respiratoires et cutanés et le cancer, (c) détérioration de qualité de l'eau et par conséquent manifestation des maladies portées par les eaux et maladie transmises par des insectes, (d) réduction d'eau frais due à la température et la contamination, (e) fonte des icebergs et l'augmentation du niveau de la mer causant à la disparition des beaucoup la terre d'habitant, (f) effets négatifs ou mortalité aux populations vulnérables qui ont la sensibilité vers certaines conditions climatiques comme la chaleur ou humidité, et finalement les (G) problèmes sociales et politiques résultant de l'augmentation des migrants, des réfugiés, ou de la population déplacée s'échappant des environnements négatif-effectués à d'autres endroits ou pays appropriés. Tous ces impacts sont particulièrement catastrophiques pour les pauvres dus à leurs vulnérabilités socio-économiques existantes.

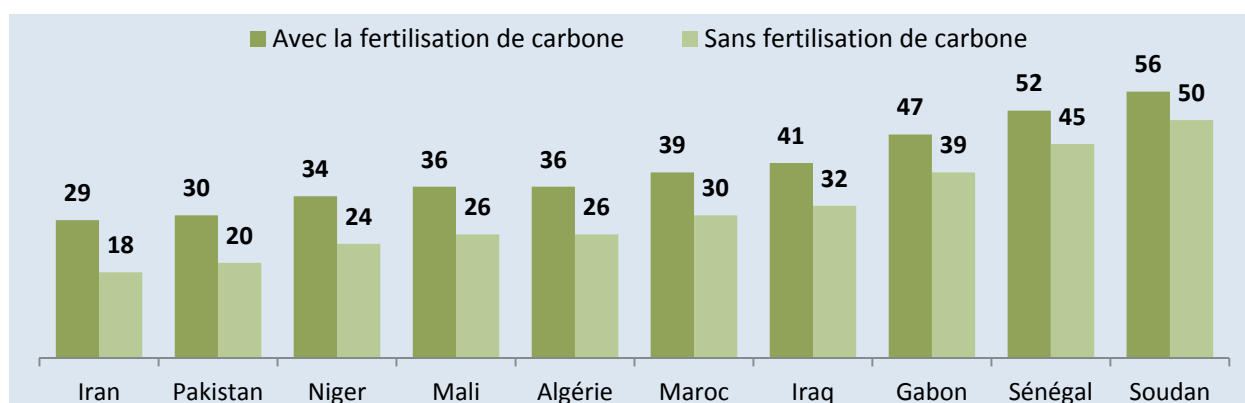
Parmi les Pays Membres de l'OCI, le changement climatique est de menace plus grave pour les membres dans Asie du Sud et Afrique Subsaharienne. La vulnérabilité plus élevée de ces deux

régions émane de leurs endroits géographiques, de niveau important de confiance dans l'agriculture et de basses capacités adaptatives. La majorité de pauvres personnes dans ces pays vivent dans des secteurs ruraux et ils se fondent fortement sur le secteur d'agriculture pour leur vie. Le changement climatique peut affecter le secteur d'agriculture par divers canaux parmi eux sont l'échauffement, la distribution de précipitations et de pluies, la concentration en carbone, les événements extrêmes d'atmosphère comme les inondations, la sécheresse et les orages, et l'intensification de croissance de parasite. Par conséquent, le défi principal du changement climatique non mitigé est l'insécurité et la faim alimentaire répandues particulièrement dans les pays qui ont un revenu bas.

Le niveau et l'ampleur des effets de ces changements sur la production agricole sont fortement incertains et les divers modèles de climat utilisés pour l'évaluation de ces effets ont donné des résultats avec des variations significatives. Cependant, ces variations sont la plupart du temps pour des périodes à court et moyen terme (jusqu'à la période 2030-2050), mais dans de longue durée la plupart des modèles a prévu l'impact négatif global du changement climatique sur le secteur d'agriculture au niveau global (ONU IPCC, 2007). Basé sur des évaluations de six modèles de climat et de deux modèles de récolte, Cline (2007) a étudié les impacts du changement climatique au niveau de pays sur la production agricole jusqu'à la fin de ce siècle en utilisant deux variables importantes c.-à-d. la température et la précipitation.

Selon les résultats de Cline, les pertes prévues de productivité d'agriculture seront très élevées dans beaucoup de Pays Membres de l'OCI, avec et sans la fertilisation de carbone. Suivant les indications du Schéma 2.29, avec la fertilisation de carbone, plusieurs Pays Membres de l'OCI avec l'incidence élevée de la pauvreté comme le Sénégal, Mali, Niger, et on s'attend à ce que le Pakistan enregistre la perte la plus élevée de productivité d'agriculture dans la région de l'OCI. Si le fait que ces pays avec les pertes de productivité prévues les plus élevées ont actuellement marqué aux millions de populations sous-nourris et pauvres de l'OCI, là il n y a aucun doute que sans les politiques environnementales relatives et l'action commune pour aborder les impacts négatifs de la situation de pauvreté en ce qui concerne le changement climatique aggravera beaucoup plus dans le groupe de l'OCI.

Schéma 2.22. Pays avec les Pertes de Productivité d'Agriculture Prévues les Plus Elevées d'ici 2080



AMÉLIORATION DES CAPACITÉS POUR LA MESURE DE LA PAUVRETÉ

3

En 2000, 191 Etats Membres de l'ONU ont unanimement annoncé leur engagement à réduire la pauvreté par la signature de la Déclaration du Millénaire. Il est de plus en plus bien reconnu que la disponibilité de données joue un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté comme évidence qui est basée sur la prise de décision et surveillance de cible dépend de la fourniture de données de repère. Cependant, être un concept à facettes multiples il n'est pas facile de définir qu'ou mesure, que le fait de mesurer la pauvreté est une tâche complexe conceptuellement et empiriquement.

Les données sur la pauvreté sont sévèrement limitées en termes de fréquence et assurance. Bien qu'elle ait augmenté dans la quantité et la fréquence au cours des 30 dernières années, elle est toujours en retard en ce qui concerne la disponibilité de données sur la plupart des autres phénomènes économiques. Cette situation ne satisfait pas les demandes des responsables politiques car le lancement et la coordination des programmes de la lutte contre la pauvreté exigent des données opportunes, précises, fiables et conformées.

La fourniture de données de repère nécessaire pour surveiller les cibles de pauvreté demeure sur les offices nationaux statistiques (ONS). À cet égard, le renforcement des capacités au sein des ONS dans les Pays Membres de l'OCI améliorera non seulement la collection et la diffusion des statistiques de pauvreté mais soulagera également le processus décisionnel de tous les dépositaires dans le secteur de la lutte contre la pauvreté au niveau public et privé.

Sous le cadre du numéro de projet de SESRIC-028 de PCM - COMCEC intitulé « 2013-SESRIC-028 augmentant les Capacités Nationales des Pays Membres de l'OCI dans des Statistiques de Pauvreté », le SESRIC a conçu un questionnaire pour identifier les capacités, les priorités et les besoins courants des pays de l'OCI en termes de statistiques de pauvreté et l'a circulé aux ONS des 57 Pays de l'OCI en 2014.

Le questionnaire se compose de trois parts : Dans la partie A, les répondants sont invités à fournir des informations générales concernant leur établissement et points focaux responsables pour recueillir des statistiques relatifs à la pauvreté. Dans la partie B, L'enquête inclut 25 questions pour dépendre les capacités et les besoins globaux des ONS dans le secteur des statistiques de pauvreté. Dans la partie C, les ONS sont prévus de partager les données disponibles liées aux statistiques de pauvreté. En date du novembre 2014, 40 des 57 Pays Membres de l'OCI ont répondu au questionnaire (Tableau 3.1)

Tableau 3.1. Répondants par Région

L'ASIE DE L'EST et Le PACIFIQUE (2)	L'EUROPE et l'ASIE CENTRALE (6)	L'AMÉRIQUE LATINE (1)	MOYEN-ORIENT et l'AFRIQUE DU NORD (13)	ASIE DU SUD (4)	AFRIQUE SUBSAHARIENNE (14)
INDONÉSIE	ALBANIE	SURINAM	ALGÉRIE	AFGHANISTAN	BÉNIN
MALAISIE	AZERBAÏDJAN		BAHREIN	BANGLADESH	BURKINA FASO
	KAZAKHSTAN		EGYPTE	MALDIVES	TCHAD
	TAJIKISTAN		IRAN	PAKISTAN	COTE D'IVOIRE
	TURQUIE		IRAK		DJIBOUTI
	OUZBEKISTAN		KOWÉIT		GABON
			MAROC		GAMBIE
			PALESTINE		MAURITANIE
			QATAR		NIGER
			ARABIE SAOUDITE		NIGÉRIA
			TUNISIE		SÉNÉGAL
			EAU		SOUDAN
			YÉMEN		TOGO
					OUGANDA

3.1. Situation Actuelle sur la Collecte, la Collation et la Diffusion de Données

Excepté le Surinam et les Emirats Arabes Unis, tous les répondants ont déclaré qu'ils rassemblent/compilent/disséminent des données sur les questions de pauvreté. Au Koweït, il y a une étude préliminaire continue sur les statistiques de pauvreté. Suivant les indications du tableau 3.2, dans plus de 30 pays, l'autorité responsable principal pour rassembler/traiter et disséminer les statistiques de pauvreté est l'ONS. Le ministère de la planification est l'autorité responsable pour rassembler/traiter/disséminer des statistiques de pauvreté au Bénin et au Togo, pour traiter des données / disséminer au Pakistan, au Qatar, Sénégal, Togo, et pour disséminer des données au Côte d'Ivoire.

Tableau 3.2. Autorité Responsable pour les Statistiques de Pauvreté dans les Pays de l'OCI

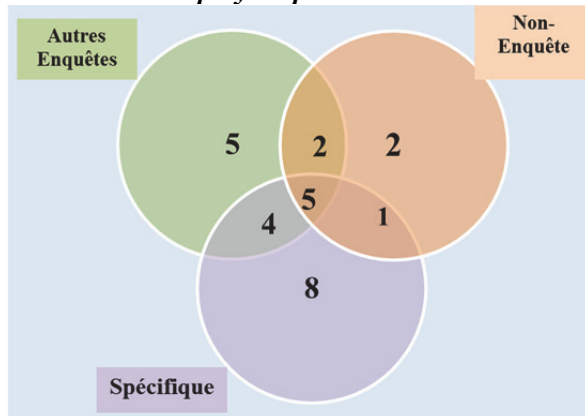
L'autorité responsable * pour...	ONS ¹	Ministère des finances	Ministère de planification	Ministère de bien-être	Autre	Non répondu ²
Rassemblement des données par des enquêtes, etc.	35	0	2	0	0	3
Traitement des données pour la mesure de pauvreté	34	1	6	2	1	2
Dissémination des données aux utilisateurs	31	1	7	1	4	2

* Le total ne peut pas être ajouté au nombre total des pays qui ont répondu à l'enquête comme plus d'un établissement peut impliquer dans le rassemblement/dissémination ou traitement des données. 1 Bureau Central de statistique est lié au Ministère de Planification en Irak. 2 Surinam et EAU ne rassemblent /disséminent/ pas des données de processus sur des questions de pauvreté. La question liée au rassemblement n'a pas été répondue par le Koweït, non plus.

Comme un système statistique national solide exige la capacité d'effectuer des recensements et des enquêtes, il y a un besoin de méthodes conformées d'enquête de sorte que les comparaisons de pauvreté découvrent de vrais changements de la population plutôt que les déformations statistiques provoquées par des variations dans la conception d'enquête. Le Schéma 3.1 indique les sources de données employées par les Pays Membres de l'OCI pour les statistiques de pauvreté. Excepté le Nigéria et le Surinam, tous les pays répondants dirigent des enquêtes de

ménage. Autre enquêtes² (i.e. enquête prioritaire, étude sur l'emploi, enquêtes d'utilisation de temps, enquête d'indicateurs de centre, etc.) sont les deuxièmes sources préférées pour estimer le niveau de la pauvreté tandis que seulement 10 pays membres utilisent des sources qui ne sont pas relatives aux enquêtes³ (i.e. dossiers administratifs, comptes nationaux, etc.). Il est fortement prometteur que 45% de pays répondants y compris l'Algérie, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Côte d' Ivoire, Djibouti, Egypte, Gabon, Irak, Maldives, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigéria, Pakistan, Sénégal, Soudan et Togo mènent des enquêtes spécifiques pour estimer des statistiques de pauvreté basées sur les réponses données pour la question 7 de l'Enquête (Annexe, Tableau A.15).

Schéma 3.1. Sources Employées pour Estimer le Seuil de Pauvreté



La périodicité des enquêtes de ménage varie considérablement parmi les pays, annuellement une fois par rapport à tous les 10 ans. Il existe une différence concernant la performance d'autres sources qui sont également variés en termes de leurs périodes, aussi bien (Annexe, Tableaux A.3 et A.4). En outre, la plupart des sources ne s'adaptent pas habituellement ensemble en termes de leur portée, synchronisation, et assurance comme elles sont lancées par des donateurs et des agences externes possédant les fonds nécessaires mais manquant du souci pour un foyer coordonné.

Une conséquence de cette situation est en pratique la difficulté de comparer des mesures de pauvreté à travers des pays et à travers le temps. Le manque d'uniformité le rend également difficile d'intégrer avec confiance les données de pauvreté au niveau de pays pour gagner un sens général de la pauvreté régionale et globale. Beaucoup d'enquêtes ont pu avoir été mis en application comme exercice jetable qui sera considéré insoutenable pour des raisons techniques ou financières.

3.2. Approches d'Evaluation de Pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI

La pauvreté de mesure n'est pas une chose facile ; réellement c'est une pratique plutôt complexe de compromis et d'approximation à chaque étape d'évaluation. Pour cette raison, le changement de toute la prétention ou approche au sujet de collecte et de mesure de données peut nettement changer l'indice de pauvreté. Les gouvernements dans le monde préfèrent définir et mesurer la pauvreté des manières qui reflètent leurs propres circonstances et aspirations. Même dans un pays,

²Autre Enquêtes (16) : L'Afghanistan, Azerbaïdjan, Bénin, Cote d' Ivoire, Djibouti, Gabon, Maroc, Niger, Qatar, Sénégal, Soudan, Surinam, Togo, EAU, Ouganda et Yémen.

³Les sources Non-Enquêteur (10) : L'Afghanistan, Algérie, Bahreïn, Bénin, Cote d' Ivoire, Djibouti, Koweït, Niger, Qatar et Sénégal.

la métrique de la pauvreté peut varier de manière significative entre l'urbain et le rural, entre les ménages simples et multi-personnes.

Bien qu'elle soit considérée étroite pour capturer tous les aspects appropriés de la pauvreté, la métrique d'argent est employée couramment. La raison principale de cette préférence est le caractère pratique des mesures basées monétaires. En ajoutant la corrélation forte entre l'insuffisance financière avec d'autres dimensions difficiles-à-mesurer, la métrique d'argent est également employée comme une procuration pour l'autre type de privations. Mais même si cette définition étroite est employée, les questions demeurent importantes au sujet de la façon procéder. Le traitement différent même des paramètres de base empêche le fait de faire des comparaisons entièrement fiables au sujet des statistiques de pauvreté au niveau national et international.

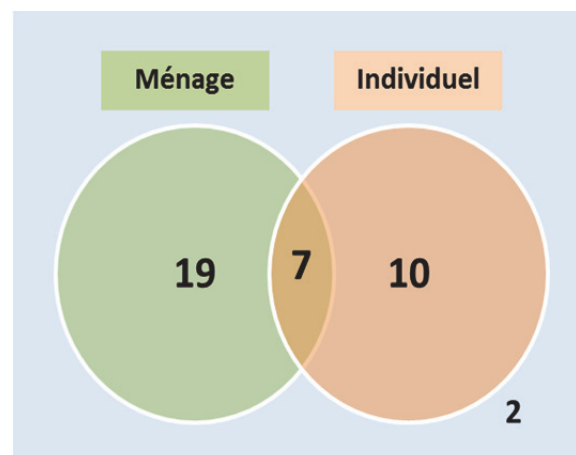
Avec ces avertissements à l'esprit, la pauvreté monétaire peut être mesurée par un manque de revenu ou par un déficit des dépenses. Tandis qu'elles sont conceptuellement connexes, il peut y avoir des différences quantitativement. La capacité de dépenser est principalement déterminée par le revenu. Mais la dépense et le revenu ne sont pas identiques puisque les ménages également empruntent, vendent des capitaux, ou dessinent sur l'épargne quand le revenu est bas. Réciproquement, les ménages souvent sauvent quand les temps sont particulièrement favorables. La pauvreté de mesure comme diminution de dépense tient compte de ces activités de consommation-douce avec le temps. En plus, la facilité et la fiabilité de la collecte de données est un autre avantage de baser des mesures de pauvreté sur des données de dépense plutôt que le revenu.

En conséquence, les résultats de l'enquête ont indiqué que 22 (55%) de 40 pays⁴, qui ont répondu à la question relative dépendent seulement des données de dépense (Annexe, Tableau A.15). Les calculs de la Malaisie sont basés sur des données de revenu seulement et 8 pays, revenu et dépense d'utilisation à savoir, le Bahreïn, le Bangladesh, le Gabon, la Gambie, le Qatar, le Sénégal, le Togo et la Turquie dans la mesure de pauvreté. Les pays qui appliquent ou prévoient d'appliquer l'approche multidimensionnelle comprenant le Bénin, Egypte, Mauritanie, Maroc, Turquie et le Yémen ont affirmé qu'ils emploient d'autres variables, aussi bien (Schéma 3.2).

Schéma 3.2. Variables/Dimensions Utilisées pour Mesurer la Pauvreté



Schéma 3.3. Unité d'Identification

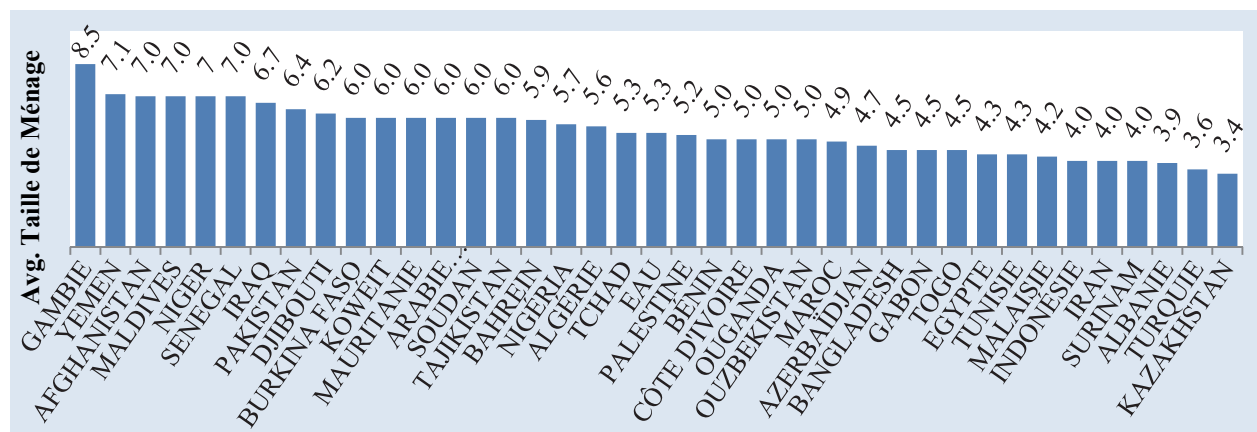


⁴ L'Afghanistan, Algérie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Tchad, Cote d'Ivoire, Djibouti, Indonésie, Iran, Irak, Kazakhstan, Maldives, Niger, Nigéria, Pakistan, Palestine, Arabie Saoudite, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Ouganda et Ouzbékistan.

Bien qu'il soit idéal de mesurer la pauvreté au niveau individuel, il est difficile d'assigner des flux de dépense/revenu dans une famille typique. Il augmentera également des coûts d'enquête. Pesant les avantages et les inconvénients, les données sont généralement rassemblées sur les ménages en tant qu'unités collectives. Pour les Pays Membres de l'OCI, cette tendance est également observable. L'unité de l'identification pour la pauvreté de mesure est ménage dans 26 Pays Membres de l'OCI⁵ tandis que 17 pays⁶ évaluent la pauvreté basée sur l'individu. Dans 7 de ces pays, à savoir Algérie, Djibouti, l'Indonésie, la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan et Ouzbékistan, les deux unités sont employées (Schéma 3.3).

Il est généralement discuté que dans les pays en développement, l'incidence de la pauvreté est plus grande dans les familles les plus nombreuses basé sur l'évidence incertaine que la taille de ménage et le revenu domestique (consommation) est négativement corrélé dans les pays en développement. (Lanjouw et Ravallion, 1994). Cependant le rapport de cause et d'effet de cette corrélation et la portée des économies de taille sont discutables, il sera éclaircissant pour avoir une prise de la taille de ménage dans les Pays Membres de l'OCI : La taille moyenne de ménage de 18 Pays Membres de l'OCI est au-dessus de la moyenne⁷ de l'OCI de 5.4. La Gambie est le principal pays où 8.5 personnes, en moyenne, vivent dans un ménage. Le Yémen a le deuxième plus grand ménage avec 7.1 personnes tandis que l'Afghanistan, les Maldives, le Niger et le Sénégal partagent la troisième position avec 7 personnes. Sur l'autre extrémité, les tailles moyennes de ménage à Kazakhstan, la Turquie et l'Albanie sont 3.4, 3.6 et 3.9, respectivement (Schéma 3.4).

Schéma 3.4. Taille Moyenne de Ménage dans les Pays Membres de l'OCI



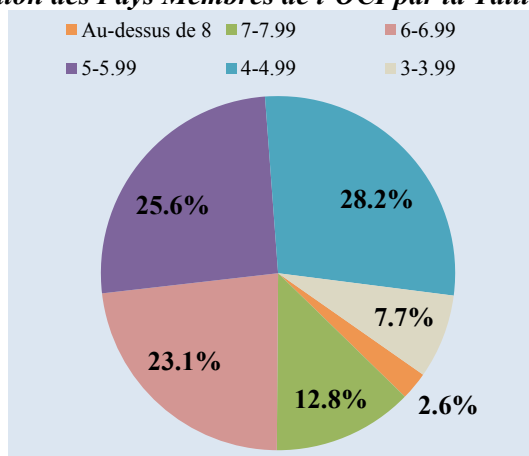
Le groupement des Pays Membres de l'OCI par taille de ménage sur le Schéma 3.5 indique également qu'un ménage habite 4-6 personnes dans plus que la moitié des pays (53.9%) pendant que la gamme de 4-4.99 et de 5-5.99 inclut 11 et 10 pays, respectivement. 9 pays dans la marge de 6-6.99 constituent le tiers - la plus grande part (23.1%) en termes de taille moyenne de ménage.

⁵Ménage (26) : L'Afghanistan, Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Tchad, Cote d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambie, Indonésie, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Maroc, Nigéria, Palestine, Qatar, Sénégal, Soudan, Tadjikistan, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda et Ouzbékistan

⁶Individu (17) : L'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Burkina Faso, le Djibouti, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, la Mauritanie, le Niger, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, le Sénégal, le Soudan, l'Ouzbékistan et le Yémen.

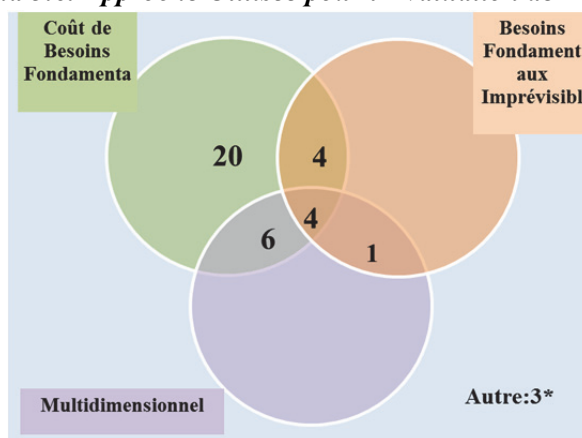
⁷Calculé en prenant la moyenne simple.

Schéma 3.5. Distribution des Pays Membres de l'OCI par la Taille Moyenne de Ménage



Parmi les approches définies dans la section 1.1, le coût de besoins fondamentaux (BCN) est la seule approche utilisée pour l'évaluation de pauvreté dans 20⁸ pays hors des 38 Pays Membres de l'OCI qui recueillent les statistiques de pauvreté. Quatre pays (Albanie, Gambie, Sénégal, et Qatar) utilisent également des besoins fondamentaux imprévisibles en plus de BCN tandis que 6 pays (Algérie, Egypte, Niger, Nigéria, Turquie⁹ et le Yémen) ont déclaré que l'approche multidimensionnelle est l'approche secondaire après le BCN. Ajoutant le Bénin, la Mauritanie, le Maroc et le Togo répondant affirmativement aux trois approches, le BCN est utilisée par 34 pays membres¹⁰ au total. Le Côte d'Ivoire, Maldives et Palestine adoptent différentes méthodologies autres que les trois méthodes principales mentionnées (Schéma 3.6).

Schéma 3.6. Approche Utilisée pour l'Evaluation de Pauvreté



*La Mauritanie et le Qatar également vérifiés « autre » approche. Mais ils ne sont pas ajoutés car la Mauritanie est l'un des pays où 3 approches sont employées et le Qatar est déjà inclus dans les ensembles d'intersection de BCN et d'UBN.

3.2.1. Coût d'approche de besoins fondamentaux (CBN)

Comme mentionné dans la section 1.1, le coût de besoins fondamentaux (BCN) est l'une des différentes approches utilisées en déterminant un seuil de pauvreté qui spécifie typiquement le niveau du revenu/de dépense exigés pour acheter un paquet de marchandises essentielles. Avoir

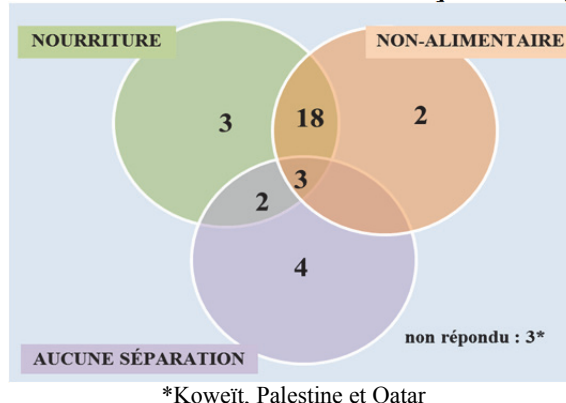
⁸Seulement BCN (20) : L'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Bangladesh, le Burkina Faso, le Tchad, le Djibouti, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, la Malaisie, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, le Soudan, le Tadjikistan, la Tunisie, l'Ouganda et l'Ouzbékistan.

⁹La mesure multidimensionnelle de pauvreté n'est pas officiellement employée par la Turquie mais est incluse pendant qu'elle est étudiée et prévue d'être employée dans un avenir proche.

¹⁰L'Afghanistan, l'Albanie, l'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Bangladesh, le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, le Djibouti, l'Egypte, la Gambie, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, la Malaisie, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Sénégal, le Soudan, le Tadjikistan, le Togo, la Tunisie, la Turquie, l'Ouganda, l'Ouzbékistan et le Yémen.

qu'il n'y a aucune séparation entre la nourriture et le seuil de pauvreté non-alimentaire. Ceux le seuil de pauvreté calculateur alimentaire, seulement un seuil de pauvreté alimentaire est mesuré à l'exclusion de l'Algérie, du Bangladesh, de la Malaisie, du Sénégal, de la Tunisie et de l'Ouzbékistan.

Schéma 3.8. Composants des Seuils de Pauvreté Prévus par des Pays Membres de l'OCI



Les calories moyennes utilisées pour estimer le seuil de pauvreté alimentaire est environ 2297 kilocalories (kcal) par jour pour les Pays Membres de l'OCI avec les niveaux du Nigéria, Egypte¹⁴, Le Sénégal, l'Arabie Saoudite, le Bénin, le Tchad, le Niger, le Soudan, le Togo, la Tunisie et l'Ouganda étant au-dessus de la moyenne de l'OCI. Remarquable est la différence dans la condition minimum de calorie pour un individu qui s'étend de moins de 1984 kcal au Maroc à 3000 kcal au Nigéria (Schéma 3.9a). Les différences surgissent parce que les standards de WHO/FAO sont spécifiés par âge, genre, poids, et niveau d'activité, mais seulement l'âge et le genre sont rassemblés en enquêtes typiques de ménage. Il y a alors une place considérable pour la variation des choix puisque les différentes prétentions au sujet des poids de niveau d'activité et moyens de la population mèneront à différents standards de calorie.

Pour déterminer le seuil minimum de calorie, l'âge est les critères les plus préférés¹⁵ parmi les 26 pays de l'OCI calculant un seuil de pauvreté alimentaire. Le genre et l'endroit sont pris en compte par 11 et 10 pays membres respectivement, tandis que seulement 7 pays emploient l'activité économique en tant que critère. (Schéma 3.9b)

En Egypte, le seuil de calorie dépend de l'âge et du sexe. Pour soulager la représentation, la moyenne de calories utilisées pour des femelles et des mâles dans la catégorie d'âge 30-60 ans est prise

¹⁵Âge (14) : L'Algérie, le Tchad, le Djibouti, l'Egypte, l'Indonésie, l'Irak, le Kazakhstan, la Malaisie, le Maroc, le Niger, le Sénégal, la Tunisie, l'Ouganda et le Yémen.

Genre (11) : L'Algérie, Djibouti, l'Egypte, l'Indonésie, l'Irak, Kazakhstan, la Malaisie, le Niger, la Tunisie, l'Ouganda et Ouzbékistan.

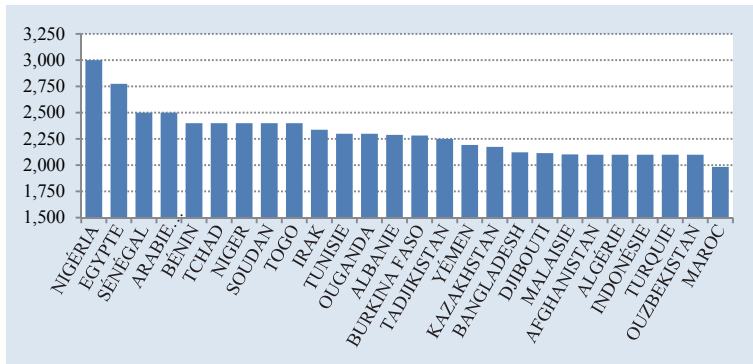
Endroit (10) : L'Algérie, le Bénin, le Tchad, le Djibouti, l'Egypte, l'Irak, le Kazakhstan, la Malaisie, le Niger et l'Ouzbékistan.

Activité économique (7) : L'Algérie, le Tchad, l'Egypte, l'Irak, le Niger, la Tunisie et l'Ouzbékistan

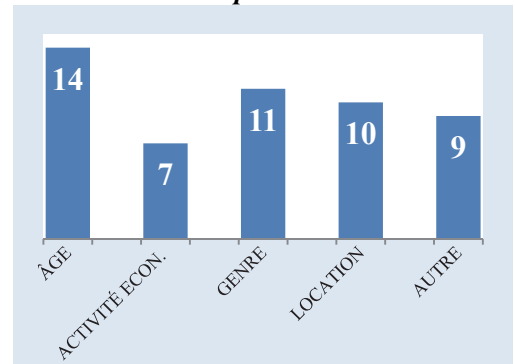
Le Bangladesh, l'Arabie Saoudite, le Tadjikistan et le Togo n'ont fourni aucun critère pour calculer le seuil minimum de calorie.

Schéma 3.9. Seuils de Calorie dans les Pays Membres de l'OCI

a. Niveau des Seuils de Calorie



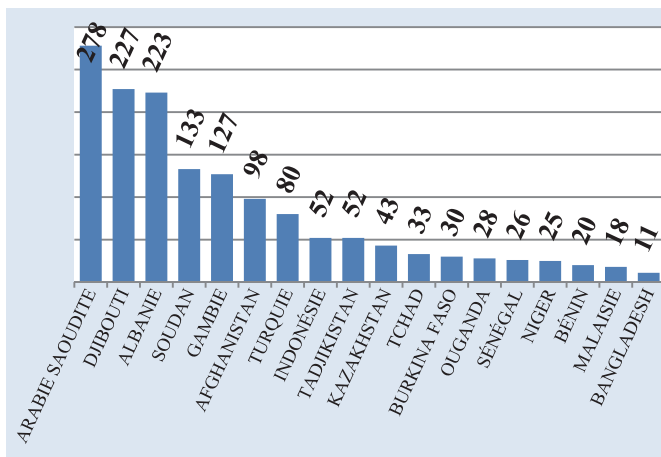
b. Critères pour Déterminer le Seuil Minimum Requis de Calorie



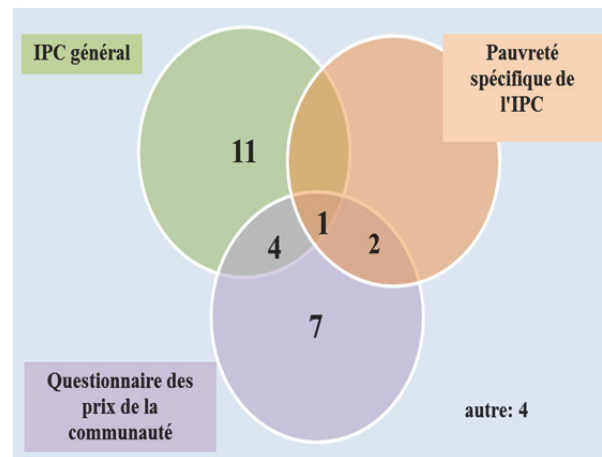
Avec les seuils de calorie en place, un panier des nourritures qui fournit ces besoins minimum à moindres frais peut être identifié. En moyenne, il y a 84 articles dans le panier alimentaire des Pays Membres de l'OCI¹⁶ rangeant de 278 en Arabie Saoudite à 11 au Bangladesh suivant les indications du Schéma 3.10a. La taille et la composition du panier affectent l'exactitude du seuil de pauvreté global. La différence dans le déplacement à un plus grand panier alimentaire est la plupart du temps donnée par le coût supplémentaire de rassembler des données des prix. Rassembler un panier modéré-classé alimentaire mais obtenir des données élevée de qualité des prix augmentera probablement l'exactitude.

Schéma 3.10. Panier alimentaire dans les Pays Membres de l'OCI

a. Nombre d'Articles dans le Panier alimentaire



b. Coût du Panier alimentaire



L'étape finale en construisant un seuil de pauvreté alimentaire implique l'évaluation des marchandises dans le panier. Là existe une variation considérable des pratiques. Le coût du panier alimentaire est estimé par l'indice des prix à la consommation général (IPC)¹⁷ dans 16 Pays Membres de l'OCI (Schéma 3.10b). L'utilisation des indices des prix à la consommation généraux réduit considérablement les coûts pour les statisticiens, mais elle mine la fiabilité des mesures. En attendant, le questionnaire des prix de la Communauté de l'enquête de ménage est le choix de 14 pays membres¹⁸. Parmi eux l'Afghanistan, le Bangladesh, le Sénégal et l'Ouganda affirment que

¹⁶L'Algérie, l'Egypte, l'Irak, le Maroc, le Nigéria, le Togo, la Tunisie, l'Ouzbékistan et le Yémen n'ont pas répondu à la question au sujet du nombre d'articles.

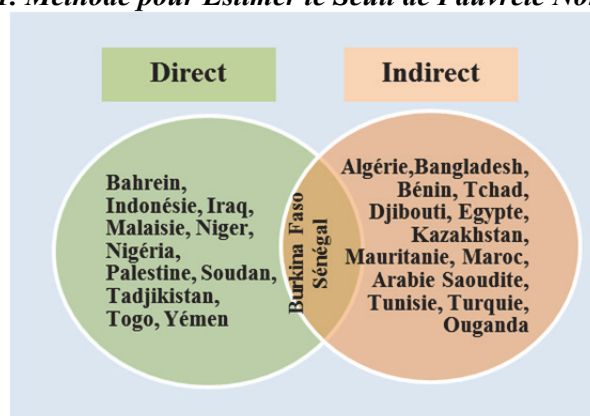
¹⁷L'IPC (16) : L'Afghanistan, le Bangladesh, le Djibouti, l'Egypte, la Gambie, l'Irak, le Kazakhstan, la Malaisie, le Maroc, le Nigéria, le Sénégal, le Tadjikistan, la Tunisie, les EAU, l'Ouganda et le Yémen.

¹⁸Questionnaire des prix de la Communauté (14) : L'Afghanistan, l'Albanie, l'Algérie, le Bangladesh, le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, l'Indonésie, le Maroc, le Sénégal, le Soudan, le Togo, l'Ouganda et l'Ouzbékistan.

l'IPC général et le questionnaire des prix sont employés pour calculer le coût du panier alimentaire. Le Maroc est le seul pays membre appliquant les trois méthodes fournies dans le questionnaire. D'une part, l'Azerbaïdjan, le Niger, l'Arabie Saoudite et la Turquie préfèrent employer d'autres méthodes plutôt que trois approches de données dans le questionnaire. La méthodologie de l'Azerbaïdjan, de l'Arabie Saoudite et de la Turquie implique des prix unitaires dirigés par l'enquête de budget de ménage tandis qu'un dégonfleur d'indice est employé au Niger.

Le seuil de pauvreté alimentaire est juste une part du seuil global de pauvreté. Il y a deux approches communes à faire des ajustements pour les besoins non-alimentaires : Direct et indirect. La méthode directe met en parallèle la manière dont le seuil de pauvreté alimentaire est construit. D'abord, des articles nécessaires sont choisis. Après que la liste soit déterminée, les marchandises ont le prix indiqué et la ligne non-alimentaire est formée. D'une part, le procédé indirect examine des données sur la consommation alimentaire et les dépenses totales. Avec un seuil de pauvreté alimentaire à disposition, la méthode nécessite de calculer le coefficient d'Engel (c.-à-d. le rapport de la consommation alimentaire aux dépenses totales) et de trouver le niveau de la dépense non-alimentaire qui serait typique d'un ménage dont la consommation alimentaire est juste au seuil de pauvreté alimentaire. Suivant les indications du Schéma 3.11, nombre presque égal des Pays Membres de l'OCI¹⁹ choisit chaque méthode pour estimer le seuil de pauvreté non-alimentaire. Burkina Faso et le Sénégal sont les seuls deux pays déterminant le seuil de pauvreté par les deux approches.

Schéma 3.11. Méthode pour Estimer le Seuil de Pauvreté Non-alimentaire



3.2.2. Approche de Besoins Fondamentaux Imprévisibles (ABI)

Comme discuté dans la section 1.1.2, le complément de l'approche revenu-basée de besoins fondamentaux est les besoins fondamentaux imprévisibles (ABI) ou l'approche des besoins fondamentaux minimum (BFM) où l'approche des indicateurs non-monnaires représentant différentes dimensions de la pauvreté sont choisis, estimés et surveillés. L'accès à l'eau pure, l'accès à l'hygiène, l'accès à l'électricité, l'éducation, la santé, le logement et l'infrastructure sont considérés les catégories principales des besoins fondamentaux comme demandé en question #12 de l'enquête (Tableau A.15 en Annexe).

Basé sur les réponses données, seulement 9 Pays Membres de l'OCI²⁰ évaluent la pauvreté par l'approche de l'ABI (Schéma 3.6). Parmi eux, l'Albanie ne considère pas la santé et l'infrastructure comme composants des besoins fondamentaux alors que l'éducation et la santé ne sont pas

¹⁹Le Nigéria et la Palestine n'ont pas répondu à la question au sujet du seuil de pauvreté non-alimentaire comme composant du seuil de pauvreté mais ils ont déclaré que la méthode directe est employée.

²⁰ABI (9) : L'Albanie, le Bénin, le Gabon, la Gambie, la Mauritanie, le Maroc, le Qatar, le Sénégal et le Togo.

incluses dans l'évaluation de la pauvreté au Bénin. Le Gabon est le seul pays membre où l'accès à l'électricité n'est pas l'un des composants de la mesure de pauvreté. Ceci montre également que l'uniformité de la pratique observée dans des mesures revenu-basées de pauvreté n'est pas commune pour l'ABI.

Généralement, un indice de la privation qui combine les degrés d'accès aux divers composants est construit²¹. Les poids des composants sont assignés également en Albanie, Gambie, Sénégal tandis qu'ils sont basés sur les modèles statistiques au Bénin, en Mauritanie et au Togo. Les deux méthodes sont appliquées au Maroc et au Sénégal.

3.2.3. Approche Multidimensionnelle

La pauvreté incorpore également des aspects multidimensionnels comprenant des conditions non-matérielles telles que la malnutrition, l'abri insatisfaisant, les états de vie antihygiéniques, les approvisionnements insuffisants et peu satisfaisants en eau potable, la disposition pauvre de déchets solides, le bas accomplissement éducatif et l'absence de la qualité instruisant, santé mauvaise chronique, et crime commun répandu.

Selon les réponses des données à la question #2.c de l'enquête (Annexe, Tableau A.15), 10 Pays Membres de l'OCI (à savoir, l'Algérie, le Bénin, l'Égypte, le Gabon, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, le Nigéria, le Togo et le Yémen) emploient l'approche multidimensionnelle décrite en détail dans les sections précédentes 1.2.2.iii et 2.2.1. La mesure multidimensionnelle de pauvreté n'est pas officiellement employée par la Turquie mais elle est étudiée et prévue d'être employée dans un avenir proche.

En termes de méthode appliquée pour calculer la pauvreté multidimensionnelle, le Bénin, le Gabon, la Mauritanie et le Togo utilisent l'analyse de composants principaux (PCA) tandis que le compte (Alkire-Stimuler) est préféré en Égypte, au Maroc et au Nigéria. Selon les questionnaires soumis, la Mauritanie Maroc et le Niger utilisent d'autres méthodes telles que l'analyse de composants multiple. Pour construire une mesure multidimensionnelle, les standards de vie sont le composant principal considéré par tous les disciples d'approche multidimensionnelle tandis que l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Niger et le Nigéria incluent également des composants d'éducation et de santé.

3.3. Capacité Courante des Offices Statistiques Nationaux

3.3.1. Personnel

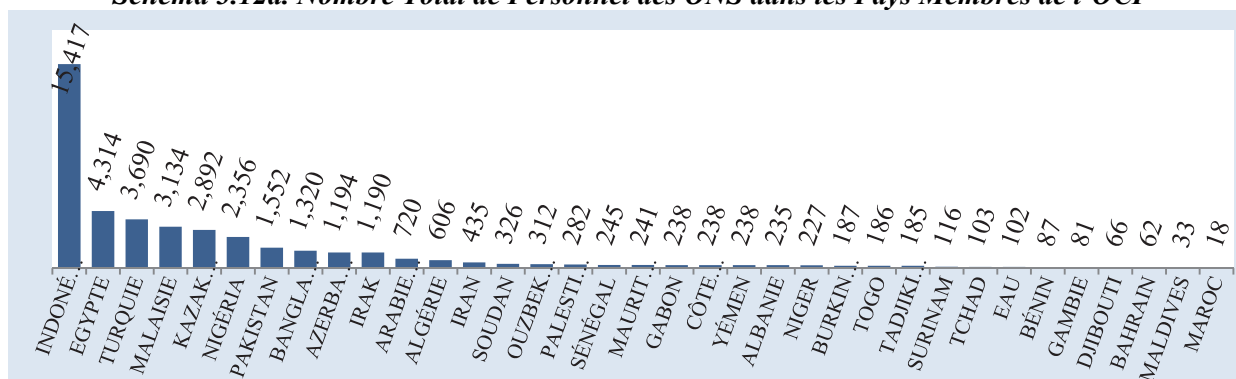
Rien n'est aussi important pour un établissement que son personnel. À cet égard, une agence statistique peut seulement fonctionner bien si les personnes fortement motivées et techniquement compétentes sont disponibles pour faire le travail. Suivant les indications du Tableau A.5 en Annexe, 42.628 du personnel sont utilisés dans 35 ONS²² de l'OCI qui ont rempli le questionnaire. Le nombre total de personnel est plus de mille dans les 10 d'entre eux. Avec 15.417 personnes, les Bps-Statistiques Indonésie utilisent 36.2% du personnel total des ONS dans l'OCI. Ajoutant le personnel 4.314 de l'agence centrale pour la mobilisation et les statistiques publiques (CAPMAS) de l'Égypte et 3.690 employés de l'Institut des Statistiques Turc (TurkStat), ces trois

²¹Le Gabon et le Qatar n'ont pas complété la question relative.

²²L'Afghanistan, le Koweït, la Tunisie, l'Ouganda et le Qatar n'ont pas accompli la partie appropriée bien qu'ils aient répondu au questionnaire. Le Maroc n'est pas montré dans la figure car seulement le nombre du personnel (18) utilisé au département lié à la pauvreté a été fourni.

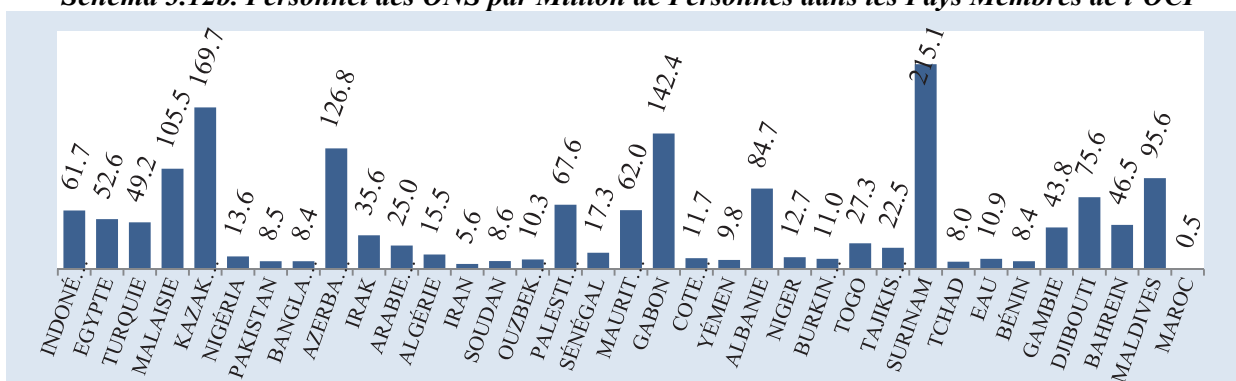
pays, seuls, constituent presque 55% du total de l'OCI. Le département des statistiques de la Malaisie, l'agence des statistiques de la République de Kazakhstan et l'Office des Statistiques National du Nigéria sont les trois autres ONS où plus de deux mille personnes travaillent tandis que le Pakistan, le Bangladesh, l'Azerbaïdjan et l'Irak sont les autres pays utilisant plus de mille personnes à leurs ONS. Sur l'autre extrémité, tout le nombre de personnel est plus moins de cent au Bénin, en Gambie, au Djibouti, au Bahreïn et en Maldives. (Schéma 3.12a)

Schéma 3.12a. Nombre Total de Personnel des ONS dans les Pays Membres de l'OCI



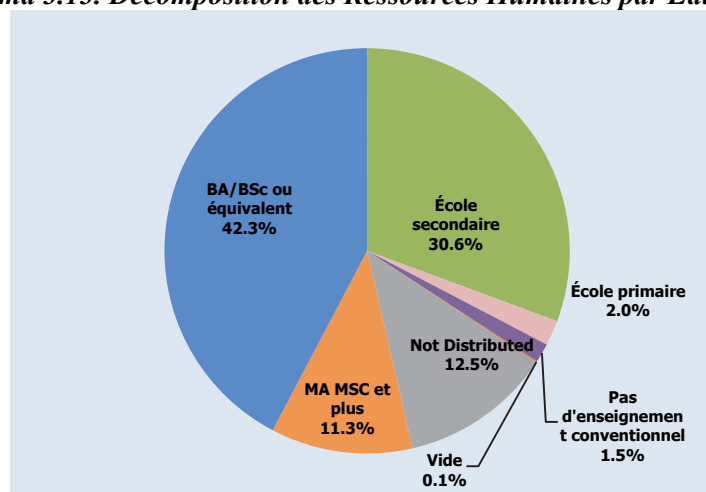
Pour comprendre le degré d'adéquation du personnel des ONS, la taille de la population devrait également être prise en compte bien qu'elle ne reflète pas l'efficacité. Par million de personnes, le Surinam est le seul pays membre employant plus de 200 personnels des ONS. Il a été suivi du Kazakhstan et du Gabon avec 170 et 142 employés travaillant dans les ONS. L'Azerbaïdjan et la Malaisie sont les autres pays membres où le nombre d'employés des ONS par million d'habitants est plus de 100. D'une part, le nombre de personnel des ONS par million de personnes est inférieur à la moyenne de l'OCI de 31 dans 18 Pays Membres de l'OCI.

Schéma 3.12b. Personnel des ONS par Million de Personnes dans les Pays Membres de l'OCI



La décomposition des ressources humaines par le niveau le plus élevé atteint d'éducation sur le Schéma 3.13 indique que 42.3% des employés des ONS des Pays Membres de l'OCI sont des diplômés d'université. Y compris la part du personnel ayant un degré de MA/MSc ou plus, on peut déduire que 53.4% de personnel aux ONS des Pays Membres de l'OCI ont au moins le diplôme de BA/BSc. Avec une part de 30.6%, les titulaires de diplôme d'école secondaire sont le deuxième plus grand groupe en termes de niveau scolaire tandis que les titulaires de diplôme d'école primaire constituent 2% du total. D'une part, seulement 1.5% des employés n'ont aucun enseignement conventionnel.

Schéma 3.13. Décomposition des Ressources Humaines par Education



* Le Côte d'Ivoire, Nigéria, Kazakhstan n'ont pas fourni la décomposition du personnel par niveau scolaire bien qu'ils aient fourni le nombre total.

En plus, seulement 148 personnels des ONS ont eu l'éducation spécifique sur des questions de pauvreté ou assisté des cours relatifs à la pauvreté (Annexe, Tableau A.6).

3.3.2. Associations

Les institutions régionales et internationales jouent un rôle crucial dans les plus larges politiques de développement des pays. Tirant profit en établissant des mécanismes de coordination avec ces institutions est essentiel pour des ONS car les associations auront comme conséquence une meilleure utilisation des ressources par une expérience partageant, évitant la duplication des efforts, renforçant la position des ONS dans l'arène globale et en établissant un système statistique national plus concerté et plus harmonisé en conformité avec des standards internationaux. À cet égard, les activités de coopération bilatérale et multilatérale dans les statistiques aident potentiellement à améliorer tous les composants possibles de l'infrastructure statistique et étapes dans le processus statistique comprenant le fait de soutenir la mise en œuvre des stratégies nationales pour le développement des statistiques, et renforcer le cadre institutionnel du SSN.

Comme former dans le Tableau A.7 en Annexe, 29 des 40 Pays Membres de l'OCI ont une association et/ou reçoivent la consultation des organisations internationales dans le secteur des statistiques de pauvreté. La Banque Mondiale est l'associé de tous les pays mentionnés ci-dessus excepté l'Egypte et la Gambie qui reçoivent la consultation technique de l'UNICEF et du PNUD, respectivement. Le Bénin, le Côte d'Ivoire, le Sénégal et l'Ouzbékistan sont les autres pays membres techniquement et financièrement soutenus par le PNUD dans le secteur des statistiques de pauvreté. AfriStat a également aidé le Côte d'Ivoire et le Sénégal en plus le Burkina Faso et le Togo tandis que le Tchad, le Djibouti, le Soudan et la Tunisie ont des associations avec la Banque de Développement Africain.

Le contenu de l'association inclut principalement l'aide financière et technique comme récapitulé dans le Tableau A.8 en Annexe. Le support technique concernant la mesure de pauvreté couvre la formation des experts au sujet de la conception méthodologique, l'analyse de données et la rédaction de rapports par des visites d'étude, les conférences et des cours courts.

3.4. Conditions pour Renforcer les Capacités Nationales dans les Statistiques de Pauvreté

Pour améliorer la capacité statistique de Pays Membres de l'OCI dans le secteur de la pauvreté, les besoins et les priorités des ONS devraient être évalués complètement afin de générer des programmes et des stratégies efficaces et décisifs pour développer les compétences et les qualifications des ressources humaines.

Parmi les répondants du questionnaire, 37 pays membres²³ ont indiqué qu'ils ont besoin de formation sur des statistiques de pauvreté cependant qu'ils n'ont pas spécifié le contenu détaillé des secteurs suivant les indications du Tableau A.9 en annexe. À l'exclusion des larges matières telles que l'évaluation et l'analyse de pauvreté, le thème spécifique le plus populaire pour la formation est l'approche multidimensionnelle dans la mesure de pauvreté qui est exigée par 13 Pays Membres de l'OCI, à savoir Albanie, Algérie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Tchad, Côte d'Ivoire, Maldives, Niger, Pakistan, Arabie Saoudite, Sénégal, Tunisie et Turquie. Avoir la formation sur les logiciels statistiques tels que SPSS, Stata, et CSPRO est le seconde secteur extrêmement demandé. À cet égard, 7 pays membres comprenant l'Indonésie, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, l'Arabie Saoudite, le Soudan et Tadjikistan ont accentué leurs besoins spécifiques. Le profilage et la cartographie de pauvreté sont également une autre matière indiquée par le Bénin, la Malaisie et la Tunisie.

D'une part, seulement 12 pays membres²⁴ offrent de fournir la formation sur des statistiques de pauvreté. (Tableau 3.3). Les thèmes offerts pour la formation varient de l'explication des concepts de base de la pauvreté à utilisation de l'approche multidimensionnelle pour l'évaluation de pauvreté.

Tableau 3.3. Thèmes Offerts par des Pays Membres de l'OCI pour des Formations sur les Statistiques de Pauvreté

AZERBAÏDJAN	Calcul des seuils de pauvreté absolus et relatifs
BÉNIN	Concepts de la pauvreté, les indices de pauvreté, le profil et la dynamique de la pauvreté, la croissance pro-pauvre.
BURKINA FASO	Conception des outils de collecte de données, l'informatique, calcul des indicateurs de pauvreté
INDONÉSIE	Connaissance méthodologique
IRAQ	Indicateurs pour mesurer la pauvreté
KAZAKHSTAN	Approche multidimensionnelle d'évaluation de pauvreté
MAROC	Méthodologie pour des approches de pauvreté (absolu, relatif et multidimensionnel) de mesure, développement des indicateurs de la pauvreté et l'inégalité et leur cartographie localement afin de combiner des données des enquêtes de ménage et le recensement général de la population), méthodologie de renforcement d'indice d'inclusion humaine et exclusion.
NIGERIA	Méthodologie
PAKISTAN	Calcul des statistiques de pauvreté à partir de renforcement d'agrégat de consommation au seuil de pauvreté et calcul des statistiques de pauvreté
PALESTINE	Les concepts et la terminologie relative à la pauvreté, les indicateurs calculateurs de pauvreté, analyse statistique des données de pauvreté
SÉNÉGAL	Évaluation des besoins fondamentaux
TURQUIE	La mesure de la pauvreté monétaire et la méthodologie d'Alkire-Foster.

²³Basé sur remplir-dans des questionnaires, la Palestine et les EAU n'ont pas besoin de formation sur des statistiques de pauvreté alors que le Koweït n'accomplissait pas la partie appropriée.

²⁴L'Egypte et le Tadjikistan n'ont pas spécifié un thème bien qu'elles fournissent la formation.

Comme apprenant des bons exemples est un des outils les plus efficaces pour surmonter les défis communs, le questionnaire a également demandé aux ONS de spécifier leurs forces inhérentes pour faciliter le partage de la connaissance et des pratiques particulièrement en termes de mesure de pauvreté. Parmi 23 OCI les pays membres répondant, le Burkina Faso, le Tchad, l'Irak, la Mauritanie, le Pakistan et la Turquie ont dénoté « expérience » en tant que leur aspect plus fort tandis que le Côte d'Ivoire, le Djibouti, l'Iran, la Malaisie et la Tunisie accentuait qu'ils sont bons à la « collecte de données ». Quatre pays membres, à savoir l'Algérie, le Burkina Faso, le Maroc et l'Ouzbékistan ont déclaré que la méthodologie qu'ils ont appliquée dans la mesure de la pauvreté est leur force tandis que l'utilisation du logiciel est le premier choix du Bangladesh, de l'Egypte et de la Mauritanie. (Annexe, Tableau A.10)

En termes de langue préféré pour une formation potentielle, l'anglais est le premier choix des ONS de 16 pays tandis que l'arabe et le Français sont choisis par 12 et 11 pays, respectivement. Vu le fait que l'anglais est la préférence dominante comme deuxième option, les formations sur les statistiques de pauvreté peuvent être dirigées en anglais aux ONS de 28 pays suivant les indications du tableau 3.7.

Tableau 3.4. Préférence de Langue pour des Formations sur les Statistiques de Pauvreté

Langue	Première	Deuxième	Troisième	Totale
Arabe	12	1	3	16
Anglais	16	10	2	28
Français	11	3	2	16
Russe	1	0	0	1

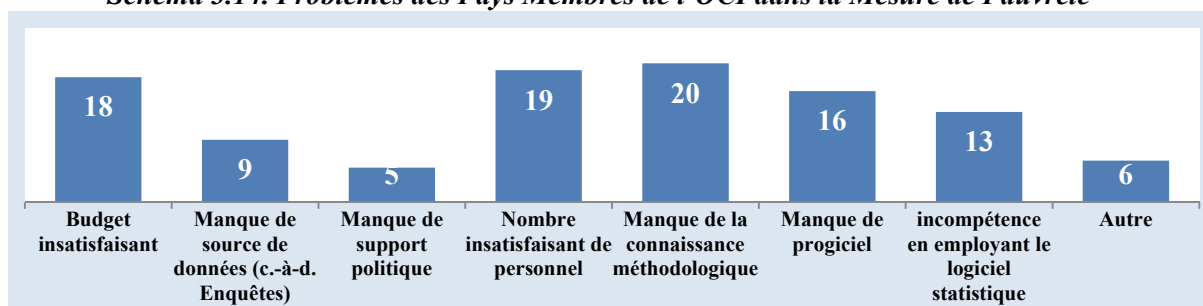
L'augmentation des capacités nationales dans des statistiques de pauvreté est non seulement nécessaire pour améliorer l'évaluation technique de la pauvreté dans le pays mais également pour fournir l'évidence en concevant des politiques et en évaluant les résultats des programmes de réduction de pauvreté. Au-delà des OMD, l'ordre du jour après 2015 a identifié le besoin des données régulièrement à jour de pauvreté afin de surveiller les objectifs durables pour le développement (ODD).

Cette conscience croissante de la pauvreté comme objectif de politique dans la scène nationale et internationale a substantivement augmenté les exigences d'information. À cet égard, la décision d'un ONS pour choisir une approche particulière de la mesure de pauvreté reflète non seulement une demande posée par le gouvernement, mais donne également des conseils au sujet de certaines caractéristiques socio-économiques, démographiques, géographiques et politiques du pays. L'étape du développement du système statistique (c.-à-d. ressources techniques et opérationnelles) et l'influence des organismes régionaux et internationaux jouent également un rôle important dans l'approche préféré.

Malheureusement, la plupart des ONS des Pays Membres de l'OCI ont indiqué qu'ils ont des difficultés dans la mesure de la pauvreté d'une manière pleine et précise (Annexe, Tableau A.11). La moitié des répondants déclarent que le manque de la connaissance méthodologique est leur défi primaire dans l'évaluation de pauvreté. Le nombre insatisfaisant du personnel est considéré comme l'obstacle principal pour 19 pays de l'OCI tandis que 18 ONS déclaraient que cela est lié aux limitations financières. Le manque de progiciel et l'incompétence en employant le logiciel statistique sont parmi les autres problèmes considérés par plus d'un tiers des répondants. D'une

part, les résultats d'enquête indiquent que le manque du soutien politique n'est pas parmi les obstacles principaux confrontant les Pays Membres de l'OCI comme reflété sur le Schéma 3.14.

Schéma 3.14. Problèmes des Pays Membres de l'OCI dans la Mesure de Pauvreté²⁵



Pour la conception, la performance et l'évaluation des politiques de réduction de pauvreté, la nécessité pour l'information devient plus complexe. Dans ce contexte, les ONS devraient fournir des données ou des informations détaillées désagrégées sur de petits secteurs géographiques, des groupes spéciaux de population, de différentes strates productives du marché du travail, des prix relatifs, transactions externes, afin de caractériser les actions de différents dépositaires publics et privés comprenant ministères de ligne, compagnies des ONG, nationales et internationales, des ONG travaillant pour lutter contre la pauvreté.

Comme grandeur, la distribution et la qualité des biens libres ou subventionnés et des services fournis par le gouvernement ont également un effet re-distributif évident sur le bien-être de ménage et, ainsi, sur l'incidence de la pauvreté, les ONS devraient également distribuer la dépense publique sociale globale parmi les ménages pour refléter mieux l'impact des programmes de lutte contre la pauvreté sur des statistiques de pauvreté. Cependant, l'incorporation de la répartition de la dépense publique sociale parmi des ménages dans des statistiques de pauvreté constitue toujours un défi important pour les institutions statistiques.

²⁵La liste de pays rencontrant les problèmes indiqués dans la mesure de pauvreté est fournie dans le Tableau A.8 en annexe.



4

Dans les économies basées sur la connaissance, les statistiques ont gagné l'importance en tant qu'un des instruments capables de capturer le monde. Quand plus de données deviennent disponibles et leur utilisation devient plus répandue, la demande des statistiques officielles avait augmenté pendant qu'ils guident les décisions opérationnelles et l'organisation des décideurs politiques dans le secteur public et privé en identifiant les besoins, formulant les objectifs et orientant les politiques. Étant un élément indispensable dans le système d'information d'un pays, les statistiques officielles permettent également de surveiller et mesurer le progrès national vers des buts comprenant les OMD et les OSD proposés

Le développement statistique est également considéré une partie intégrale de la stratégie nationale pour la réduction de pauvreté.

Dans ce contexte, les statistiques sur la pauvreté doivent également être recueillies, traitées et disséminées exactement, avec impartialité et à temps par des autorités statistiques officielles pour honorer le droit de tous les citoyens aux informations publiques. En plus, pour améliorer l'uniformité, l'efficacité et la comparabilité des systèmes statistiques nationaux, la coordination parmi des autorités statistiques au niveau national, bilatéral et multilatéral est essentielle. En dépit des améliorations observées dans la capacité statistique de pays membres de l'OCI, les ONS rencontrent toujours des difficultés primordialement dans le secteur des statistiques de pauvreté. À cet égard, tout en esquissant des cartes de route générales pour les pays membres de l'OCI, les plans futurs des pays en termes d'estimer les statistiques de pauvreté devraient également être considérés afin de comprendre les priorités nationales et surmonter la nature spécifique des défis en question.

La question liée aux futures stratégies des ONS a été répondue par 30 Pays Membres de l'OCI (Annexe, Tableau A.12). Parmi ces derniers, les plans de 13 pays, à savoir l'Albanie, le Bangladesh, le Burkina Faso, le Côte d'Ivoire, la Gambie, l'Irak, le Kazakhstan, la Malaisie, les Maldives, la Mauritanie, Nigéria, la Tunisie et le Yémen incluent la performance d'une enquête ou promeuvent l'amélioration de la conduite des enquêtes tels que la fréquence et la dimension de l'échantillon. L'Algérie, le Tchad, le Maroc, le Pakistan, la Turquie et l'Ouganda sont intéressés par le renforcement des capacités au sujet d'approche multidimensionnelle et des mesures multidimensionnelles de pauvreté en développement tandis que le Bahreïn, le Bénin, le Djibouti, l'Indonésie, l'Iran, le Sénégal et l'Ouzbékistan visent à se concentrer principalement sur les questions méthodologiques. Le Tchad et l'Égypte ont déclaré leur intention d'accorder la priorité aux activités de formation afin de renforcer les capacités de leur personnel. Une meilleure

coordination avec des autorités nationales ou internationales sera l'un des objectifs principaux de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite.

L'Approche du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)²⁶ a été lancée par le FMI et la Banque Mondiale en 1999 pour souligner le besoin de plus grand foyer sur la réduction de pauvreté. Un DSRP contient une évaluation de la pauvreté et décrit le macro-économique, structural, et les politiques sociales et les programmes qu'un pays poursuivra au cours de plusieurs années pour favoriser la croissance et pour réduire la pauvreté, aussi bien qu'évaluent les besoins de financement externes et les sources de financement associées. Le but de DSRP pour fournir le lien crucial entre les actions publiques nationales, le soutien de distributeur, et les résultats de développement a dû rencontrer les OMD, qui sont portés sur diviser en deux la pauvreté entre 1990 et 2015. Cinq principes de noyau sont à la base de l'approche de DSRP. En conséquence, les stratégies de réduction de pauvreté devraient être

- (i) **Déterminé par pays**, promotion de la propriété nationale des stratégies grâce à la large participation de la société civile ;
- (ii) **Résultat-orienté** et concentré sur les résultats qui bénéficieront les pauvres ;
- (iii) **Compréhensive** en identifiant la nature multidimensionnelle de la pauvreté ;
- (iv) **Association-orienté**, comportant la participation coordonnée des associés de développement (gouvernement, dépositaires domestiques, et donateurs externes) ; d
- (v) Basé sur une **perspective à long terme** de réduction de pauvreté.

35 Pays Membres de l'OCI²⁷ ont indiqué qu'ils ont des programmes/stratégies spécifiques de réduction de pauvreté dans le cadre du programme de développement national. Les réponses détaillées de 31 pays membres sont fournies dans le Tableau A.13 en annexe.

4.1. Remarques Finales

Traditionnellement, la pauvreté a été comprise principalement en tant que privation matérielle, comme vivant avec le revenu faible. Cependant, la pauvreté à son niveau plus général est associée à l'absence des choix à travers une large gamme des droits fondamentaux comprenant l'éducation, santé. Dans ce sens, l'analyse de la pauvreté d'un point de vue multidimensionnel mènera à comprendre l'impact de ses causes déterminantes davantage et à développer des décisions politiques plus complètes exigées pour réduire la pauvreté

Dans la littérature socio-économique, il y a différentes théories de mesurer la pauvreté, le niveau de vie, l'inégalité aussi bien que l'exclusion sociale. L'indice d'effectif, indice d'espace de pauvreté, indice carré d'espace de pauvreté, coefficient de Gini, courbe d'incidence de croissance, L'Indice de Sen, l'Indice Sen-Shorrocks-Thon, l'indice de Watts représentent des mesures traditionnelles de pauvreté et d'inégalité d'une façon profonde. La mesure de ces indicateurs n'est pas une tâche simple mais le progrès a été accompli dans le passé plusieurs décennies pour évaluer la pauvreté et l'inégalité. Dans ce contexte, l'indice de pauvreté humaine, l'indice en fonction du genre de développement, l'indice multidimensionnel de pauvreté, inégalité économique d'occasion, la polarisation, à-risque-de-pauvreté ou l'indicateur d'exclusion sociale aussi bien que l'indice global de faim constituent de nouveaux outils complémentaires pour la

²⁶ <https://www.imf.org/external/np/exr/facts/prsp.htm>

²⁷ L'Afghanistan, le Koweït et la Tunisie n'ont pas répondu à la question relative.

mesure de pauvreté et d'inégalité. En plus des indicateurs monétaires de pauvreté, les indicateurs non-monétaires de pauvreté fournissent des informations significatives au sujet de la pauvreté. Ces indicateurs pèsent différents degrés de privation. Par conséquent, il est essentiel que ces mesures soient techniquement fortes pour l'usage de politique. La littérature sur les causes déterminantes de la pauvreté complète l'introduction conceptuelle aussi bien que la mesure de pauvreté. Cette littérature passe en revue des liens socio-économiques de la pauvreté et des facteurs creusant des rigoles ces liens dans les secteurs tels que l'éducation, la santé, le marché du travail, l'agriculture, le bétail et la sécurité alimentaire pour nommer quelques-uns.

En termes de la lutte contre la pauvreté, beaucoup de Pays Membres de l'OCI ont accompli un progrès significatif au cours des années. En conséquence, le nombre de personnes vivant à 1.25 dollars des États-Unis par jour a diminué de 396 millions en 1990 à 322 millions en 2011 et la part des pauvres dans la population totale de l'OCI a été enregistrée à 22.3% en 2011 comparés à 41.1% de 1990. En dépit de ces tendances positives, les Pays Membres de l'OCI traînent toujours derrière les moyennes du monde et de pays en développement. La pauvreté est un phénomène multidimensionnel compliqué qui dépasse les aspects monétaires. En effet, elle est associée aux économies pauvres, ressources humaines pauvres, la provision Pauvre des Services Sociaux, et les politiques pauvres pour aborder les défis faisant face au développement humain et socio-économique. L'indice multidimensionnel de pauvreté (IMP) cherche à capturer ces privations plus larges. L'incidence de la pauvreté multidimensionnelle est restée comparativement élevée dans les Pays Membres de l'OCI avec 35% de leur population totale vivant dans la pauvreté multidimensionnelle en 2014 et un total de 465 millions de personnes dans les Pays Membres de l'OCI sont considérés en tant que pauvres multidimensionnels. L'état de pauvreté, en termes de pauvreté de revenu et pauvreté multidimensionnelle est resté élevé de façon alarmante particulièrement dans les Pays Membres de l'OCI situés dans la région de l'Asie du Sud et de l'Afrique Subsaharienne. La majorité de ces pays sont caractérisées par un mélange complexe de démographique non contrôlé ou mal géré, économique, ambiant, social aussi bien que des problèmes politiques. La nature et l'importance de ces questions clés faites face par les Pays Membres de l'OCI exigent un plus grand engagement des gouvernements pour classifier la lutte contre la pauvreté comme bien plus haut aux ordres du jour de développement national et investir dans l'infrastructure requise, les institutions et la main d'œuvre pour adresser la nature multidimensionnelle de la pauvreté.

Pour concevoir des politiques efficaces qui ont pour réduire la pauvreté, les décideurs politiques ont besoin de données précises, opportunes et complètes. Cependant, étant un concept à facettes multiples, la pauvreté de mesure n'est pas une tâche simple conceptuellement et empiriquement. La tâche du rassemblement/traitement et dissémination des statistiques de pauvreté est entreprise par les Offices Nationaux Statistiques (ONS) dans plus de 30 sur 40 Pays Membres de l'OCI inclus dans l'étude. En produisant le revenu ou la dépense basée des statistiques de pauvreté, on constate que le coût de l'approche des besoins fondamentaux (BCN) est suivi par 34 Pays Membres de l'OCI, dont 26 de ces derniers estiment le seuil de pauvreté en utilisant des paniers alimentaire. En attendant, l'approche multidimensionnelle est appliquée ou prévue pour être employée par 11 pays membres.

La mesure précise des statistiques dépend de l'avancement dans les connaissances techniques et des tendances éventuelles suivantes dans la méthodologie et les standards. Cependant, on observe un des obstacles primaires en évaluant la pauvreté pour être le manque de la connaissance

méthodologique par la moitié des pays répondants. D'une manière équivalente, 19 ONS ont indiqué que le nombre insatisfaisant de ressources humaines à être le défi principal en améliorant la qualité et la quantité de statistiques de pauvreté dans leurs pays comme information à jour ne pourrait pas être employé s'il n'est pas mis en application par les personnes fortement motivées et techniquement compétentes. Le budget insatisfaisant est vu comme problème important par 18 pays tandis que le manque de progiciel et l'incompétence en employant le logiciel statistique sont parmi les autres difficultés faites face par plus d'un tiers des répondants.

Le franchissement de ces défis aidera certainement à augmenter des capacités nationales de Pays Membres de l'OCI dans la mesure des statistiques de pauvreté d'une manière plus pleine, qui est non seulement nécessaire pour améliorer l'évaluation technique de la pauvreté dans le pays mais également pour fournir l'évidence en concevant les politiques et en évaluant les impacts des programmes de réduction de pauvreté. Par conséquent, des solutions dynamiques des pratiques doivent s'avérer pour compenser le fait que les Pays Membres de l'OCI manquent des ressources techniques, financières et humaines optimales pour évaluer la pauvreté.

L'augmentation des capacités nationales dans les statistiques de pauvreté est non seulement nécessaire pour améliorer l'évaluation technique de la pauvreté dans le pays mais également pour fournir l'évidence en concevant des politiques et en évaluant les résultats des programmes de réduction de pauvreté. En se rendant bien compte du fait que les associations avec des organisations internationales auront en établissant un système statistique national plus concerté et plus harmonisé en conformité avec les normes internationales, 29 des 40 Pays Membres de l'OCI ont également une association et/ou reçoivent la consultation des organisations internationales pour renforcer leurs capacités statistiques. Dans la pratique, la coopération peut prendre plusieurs formes, telles que les visites d'étude, les appuis de consultation, les examens par les pairs, des cours de formation et les ateliers. La coopération internationale en développement dans les statistiques augmente également la responsabilité partagée parmi les institutions de bénéficiaire et de fournisseur par le transfert mutuel du savoir-faire

4.2. Recommandations de Politique

Tenant en compte, la base de l'analyse faite dans cette étude et les discussions tenues au cours des deux réunions de groupe d'experts, les recommandations générales suivantes ont été suggérées pour la considération des administrations nationales appropriées du système statistique national (ONS, Ministères du Développement et tous autres ministères de ligne) pour augmenter les capacités nationales pour la bonne mesure de la pauvreté et d'être à l'avant-garde des programmes de développement national en vue de réduire la pauvreté en collaboration avec les institutions relatives de l'OCI (SESRIC, BID, ISFD, ISESCO, ICCIA) et les associés internationaux de développement (le PNUD, la FAO, OPHI, OMS).

La Mesure de pauvreté

- **Les équipements de recherches** peuvent être établis pour révolutionner le processus de la collecte de données, la diffusion, et l'analyse pour comprendre et évaluer les causes et les effets de la pauvreté et de formuler des programmes d'éradication relative de pauvreté au niveau national et de l'Intra-OCI ;

- Les outils statistiques, spécifiquement pour des profils **de pauvreté, en traçant et en visant** doivent être utilisés plus intensivement afin de concevoir des programmes de réduction de pauvreté, renforcer leur impact et surveiller les dépenses sur la lutte contre la pauvreté ;
- **Un système intégré d'enquête** devrait être développé et mis en application pour rationaliser l'utilisation des ressources, de capturer les dimensions multiples de la pauvreté, de fournir assez de données pour évaluer les effets d'une large variété de politiques et d'améliorer beaucoup plus la qualité de chaque enquête;
- Des efforts complets doivent être entrepris pour améliorer l'exactitude et la fréquence des données **d'enquête de ménage** (c.-à-d. surveillance croissante des travaux sur le terrain et des études de conduite de validation) afin de produire des évaluations plus fiables de pauvreté ;
- Il y a des besoins extrêmes pour promouvoir l'utilisation de la terminologie administrative commune afin de faciliter **les liens de données** parmi toutes les agences des SSN ;
- Suivant une approche étape-par-étape, le centre initial des autorités responsables devrait être orienté sur le fait de produire les mesures de **pauvreté les plus utilisées généralement** (c.-à-d., l'indice d'effectif, l'espace de pauvreté, et l'espace carré de pauvreté) pour réaliser une interprétation plus conformée et plus fiable des données brutes et d'assurer plus de comparabilité à travers des Pays Membres de l'OCI ;
- Les Pays Membres de l'OCI doivent être encouragés à participer au réseau multidimensionnel de pair de pauvreté (MPPN)²⁸ et employer l'approche **multidimensionnelle de pauvreté** développé par OPHI dans la mesure de pauvreté ;
- Un mécanisme fort de coordination doit être établi parmi toutes les institutions nationales (y compris les producteurs et les utilisateurs de données) impliquées dans des questions de pauvreté pour accomplir davantage de progrès dans la production d'information suffisante pour la pauvreté de surveillance et pour concevoir des politiques mieux alignées en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté;
- **L'association et la consultation** des organisations internationales et régionales devraient être cherchées pour développer des niveaux adéquats et des outils pour mesurer la pauvreté afin d'avancer le processus de **l'harmonisation** aux données et aux métadonnées de niveau ;
- Il est exigé de distinguer les programmes de lutte contre la pauvreté spécifiques et les plus larges dépenses publiques sociales afin de créer des enquêtes de détail mesurant l'impact de **la dépense publique** ;
- **Les pratiques** au monde doivent être travaillées selon les besoins et les possibilités nationaux en identifiant les avantages et les limitations des approches en ce qui concerne les mesures de pauvreté utilisées ;
- Des **Programmes de Renforcement des capacités** compréhensives comme le Programme de Renforcement des Capacités Statistiques de navire amiral (StatCab) de SESRIC pour

²⁸ <http://www.mppn.org/>

augmenter les capacités nationales de Pays Membres de l'OCI dans le secteur des statistiques de pauvreté.

Lutte Contre la Pauvreté

- **Les stratégies et les programmes nationaux d'éradication de la pauvreté** doivent être dirigés pour favoriser l'utilisation productive des capitaux les plus abondants des pauvres (c.-à-d. travail) et pour fournir des Services Sociaux de base aux pauvres tels que l'éducation primaires et les soins de santé, la planification des naissances, et la nutrition ;
- **Les programmes de zone de protection sociale** ont pu être augmentés pour assurer leur efficacité en visant non seulement à la pauvreté mais également l'inégalité. En outre, il y a un besoin de favoriser les solutions à caractère communautaire qui autorise les pauvres plutôt que simplement satisfaisant à leurs besoins momentanés afin de stimuler des programmes soutenables ;
- Le rôle de **Waqf, de Zakah**, et d'autres mécanismes pour la lutte contre la pauvreté devrait être favorisé et augmenté ;
- **Les systèmes de financement de santé et d'éducation** doivent être reformés pour permettre un accès plus large en augmentant l'investissement et les dépenses publiques, en réduisant les dépenses hors de poche et l'augmentation de paiement d'avance et les mécanismes de mutualisation des risques comme les régimes de sécurité sociale offrant l'assurance médicale et une instruction libre;
- La collaboration avec **des ONG et des corps internationaux** devrait être renforcée pour former et déployer des ouvriers de santé et d'éducation au niveau communautaire pour qu'ils puissent fournir des services de base particulièrement de santé et d'éducation à la vie pauvre dans les régions lointaines ;
- **La coopération** au niveau de l'Intra-OCI doit être renforcée pour augmenter l'investissement en infrastructure de base relative à la santé, l'éducation, l'eau et les secteurs d'énergie ;
- **Les mécanismes de réponse de secours** devraient être développés et la coopération de l'Intra-OCI devrait être augmentée pour réduire au minimum les impacts des catastrophes naturelles relatives au changement de climat comme les inondations, les sécheresses et les cyclones qui endommagent considérablement l'infrastructure et constituent des menaces graves à la survie même des millions de personnes particulièrement les pauvres à travers les pays membres;
- Le développement du secteur **d'agriculture** devrait être favorisé comme facteur clé dans la lutte contre la pauvreté en assurant l'accès du fermier aux finances, nouvelles technologies agricoles et l'agriculture des techniques qui aident également dans la gestion des risques et l'adaptation de changement climatique;
- Les programmes spéciaux devraient être lancés et renforcés pour soutenir **l'auto-emploi** par l'établissement et l'expansion des secteurs de petite entreprise en augmentant la disponibilité du crédit, y compris le microcrédit, en minimisant les taux d'intérêt, en améliorant l'infrastructure et les capitaux propres de l'accès aux entrées productives telles

que la terre et les emplacements pour les entreprises, et en augmentant l'accessibilité d'information et de services consultatifs;

- La collaboration avec les institutions internationales et celles de l'OCI relatives doivent être augmentées pour tirer bénéfice de leur **savoir-faire technique et ressources financières** en vue de concevoir et mettre en application des stratégies et des programmes efficaces d'éradication de la pauvreté ;

ANNEXE

Tableau A.1. Incidence de la Pauvreté (%)

PAYS	1990	1993	1996	1999	2002	2005	2008	2010	2011
Afghanistan	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Albanie	0.84	0.78	0.20	0.54	0.73	0.44	0.20	0.33	0.32
Algérie	5.78	7.02	7.38	7.86	4.97	3.32	2.54	1.27	1.20
Azerbaïdjan	20.09	11.83	22.45	11.07	0.02	0.00	0.31	0.56	0.31
Bahreïn	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Bangladesh	68.70	62.91	60.91	60.35	54.65	50.47	46.35	43.25	39.57
Bénin	57.61	56.51	55.25	51.43	47.63	49.02	49.83	48.92	51.61
Brunei	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Burkina Faso	72.27	70.61	70.60	63.87	55.06	46.39	43.97	41.55	40.80
Cameroun	35.11	45.87	47.43	31.95	25.03	26.42	27.12	25.71	24.94
Tchad	67.68	72.95	71.39	70.81	61.94	37.60	40.01	35.28	36.52
Comores	40.29	40.95	45.19	45.36	44.92	45.48	47.56	48.07	48.18
Côte d'Ivoire	18.26	26.47	23.39	28.96	29.66	99.06	35.04	34.03	37.31
Djibouti	24.86	24.37	23.76	22.43	18.83	15.33	12.06	10.52	10.20
Egypte	4.46	3.84	2.46	2.18	2.00	2.26	1.68	1.66	1.66
Gabon	3.85	4.05	3.43	4.65	6.03	6.09	6.02	6.29	5.39
Gambie	64.59	64.64	66.60	58.37	41.12	33.83	33.45	30.73	34.02
Guinée	93.28	73.59	63.01	59.91	56.18	47.26	38.52	41.59	41.28
Guinée-Bissau	42.23	65.33	50.20	60.20	48.90	53.90	49.09	50.19	48.65
Guyana	8.53	6.91	8.20	8.75	8.52	7.52	6.04	5.73	5.33
Indonésie	54.27	54.40	43.38	47.70	29.39	21.56	22.71	18.04	16.20
Iran	3.85	1.70	1.48	1.60	1.64	1.45	0.98	0.75	0.77
Iraq	13.44	13.01	12.43	11.13	7.71	5.02	3.53	3.48	3.68
Jordanie	1.37	3.15	2.05	1.51	1.13	0.38	0.07	0.08	0.07
Kazakhstan	0.60	4.21	4.98	6.27	3.76	0.02	0.01	0.06	0.03
Koweït	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Kirghizstan	4.78	18.61	31.10	32.56	29.74	19.91	5.50	6.02	5.11
Liban	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Libye	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Malaisie	1.74	1.22	0.82	2.01	1.22	0.37	0.00	0.00	0.00
Maldives	29.87	29.11	26.63	21.21	9.50	0.82	0.13	0.04	0.02
Mali	85.65	85.53	82.71	71.89	60.39	55.65	51.48	50.61	50.83
Mauritanie	43.14	42.79	23.40	20.72	25.39	24.42	23.43	24.13	23.54
Maroc	5.00	5.83	4.88	6.73	5.60	3.50	2.10	1.75	1.81
Mozambique	82.32	82.82	80.59	77.08	75.24	69.34	60.71	58.32	54.62
Niger	66.33	75.75	74.27	65.59	58.65	51.25	42.06	40.34	40.81
Nigeria	57.58	63.15	68.65	69.98	64.05	62.11	62.24	62.03	60.08
Oman	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Pakistan	64.17	61.42	48.14	29.05	35.87	22.58	17.15	12.74	12.74
Palestine	0.59	0.59	0.59	0.57	0.28	0.47	0.38	0.08	0.08
Qatar	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Arabie Saoudite	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Sénégal	64.99	58.02	51.97	45.99	43.64	33.50	33.13	33.31	34.06
Sierra Leone	62.36	64.96	66.05	69.02	62.33	58.78	57.71	57.01	56.63
Somalie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Soudan	50.78	45.01	42.66	37.17	31.46	26.73	19.97	19.51	17.21
Surinam	19.10	16.96	16.23	15.54	15.21	13.78	11.60	11.13	10.52
Tadjikistan	1.05	21.94	72.05	50.08	36.74	18.34	9.17	6.33	6.04
Togo	48.10	62.93	51.28	48.12	54.03	53.87	53.89	53.22	52.46
Tunisie	5.86	6.22	5.64	3.13	2.02	1.38	0.86	0.74	0.71
Turquie	1.34	1.47	1.65	1.42	1.15	1.45	0.10	0.59	0.08
Turkménistan	33.00	63.53	41.82	24.33	20.32	11.23	6.65	7.18	5.73
Ouganda	70.74	70.06	63.01	59.43	56.57	52.95	41.44	37.20	36.95
UAE	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Ouzbékistan	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Yémen	11.94	11.56	11.10	11.31	11.19	9.78	6.44	5.08	4.81

Source: Banque Mondiale, PovCalNet

Tableau A.2. Nombre Total des Pauvres Personnes (Revenu et Pauvreté Multidimensionnelle, en Millions)

PAYS	1990	1993	1996	1999	2002	2005	2008	2010	2011	MPI Poor*
Afghanistan	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	18.79
Albanie	0.03	0.03	0.01	0.02	0.02	0.01	0.01	0.01	0.01	0.04
Algérie	1.52	1.98	2.20	2.46	1.62	1.13	0.91	0.47	0.45	n.a
Azerbaïdjan	1.44	0.89	1.74	0.88	0.00	0.00	0.03	0.05	0.03	0.48
Bahreïn	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a
Bangladesh	73.78	72.28	74.55	78.44	74.88	72.24	68.58	65.36	60.49	77.49
Bénin	2.88	3.15	3.41	3.47	3.53	4.01	4.47	4.65	5.05	6.83
Brunei	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a
Burkina Faso	6.37	6.74	7.32	7.20	6.77	6.23	6.45	6.46	6.53	13.05
Cameroun	4.24	6.04	6.79	4.96	4.20	4.79	5.32	5.30	5.28	9.49
Tchad	4.03	4.77	5.15	5.66	5.55	3.76	4.41	4.13	4.41	7.37
Comores	0.17	0.18	0.22	0.24	0.25	0.27	0.31	0.33	0.34	n.a
Côte d'Ivoire	2.21	3.54	3.42	4.58	4.94	51.68	6.40	6.46	7.23	11.15
Djibouti	0.15	0.16	0.16	0.16	0.14	0.12	0.10	0.09	0.09	0.24
Egypte	2.51	2.28	1.53	1.42	1.37	1.62	1.27	1.30	1.32	4.65
Gabon	0.04	0.04	0.04	0.06	0.08	0.08	0.09	0.10	0.09	0.26
Gambie	0.59	0.65	0.73	0.69	0.54	0.49	0.53	0.52	0.59	1.02
Guinée	5.62	5.25	5.10	5.15	5.08	4.53	3.97	4.52	4.61	8.97
Guinée-Bissau	0.43	0.71	0.59	0.75	0.65	0.77	0.75	0.80	0.79	1.23
Guyana	0.06	0.05	0.06	0.06	0.06	0.06	0.05	0.05	0.04	0.06
Indonésie	96.94	102.28	85.50	98.24	63.20	48.40	53.20	43.42	39.50	37.22
Iran	2.17	1.00	0.91	1.04	1.11	1.02	0.71	0.56	0.58	n.a
Iraq	2.35	2.49	2.61	2.57	1.95	1.37	1.04	1.08	1.17	3.60
Jordanie	0.04	0.12	0.09	0.07	0.06	0.02	0.00	0.00	0.00	0.16
Kazakhstan	0.10	0.69	0.78	0.94	0.56	0.00	0.00	0.01	0.00	0.03
Koweït	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a
Kirghizstan	0.21	0.84	1.44	1.58	1.48	1.03	0.29	0.33	0.28	0.26
Liban	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a
Libye	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a
Malaisie	0.32	0.24	0.17	0.46	0.30	0.10	0.00	0.00	0.00	n.a
Maldives	0.07	0.07	0.07	0.06	0.03	0.00	0.00	0.00	0.00	0.02
Mali	6.82	7.30	7.63	7.17	6.57	6.64	6.76	7.08	7.33	12.11
Mauritanie	0.87	0.94	0.56	0.54	0.73	0.77	0.80	0.87	0.87	2.23
Maroc	1.23	1.52	1.33	1.91	1.64	1.05	0.65	0.55	0.58	3.37
Mozambique	11.17	12.33	13.27	13.72	14.54	14.57	13.82	13.98	13.43	16.68
Niger	5.14	6.48	7.06	6.95	6.93	6.75	6.20	6.41	6.74	14.19
Nigeria	55.06	65.13	76.32	83.86	82.77	86.70	94.11	99.07	98.65	69.21
Oman	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a
Pakistan	71.29	73.91	62.62	40.84	53.69	35.67	28.64	22.06	22.44	76.49
Palestine	0.01	0.01	0.02	0.02	0.01	0.02	0.01	0.00	0.00	0.06
Qatar	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a
Arabie Saoudite	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a
Sénégal	4.88	4.78	4.65	4.42	4.53	3.78	4.06	4.31	4.54	9.64
Sierra Leone	2.52	2.59	2.59	2.78	2.80	3.01	3.19	3.28	3.32	4.17
Somalie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	7.82
Soudan	10.16	10.24	10.78	10.07	9.18	8.44	6.80	6.96	6.27	n.a
Surinam	0.08	0.07	0.07	0.07	0.07	0.07	0.06	0.06	0.06	0.03
Tadjikistan	0.06	1.23	4.22	3.05	2.35	1.25	0.67	0.48	0.47	1.01
Togo	1.82	2.57	2.25	2.28	2.77	2.98	3.23	3.36	3.39	3.14
Tunisie	0.48	0.54	0.51	0.30	0.20	0.14	0.09	0.08	0.08	0.12
Turquie	0.72	0.83	0.98	0.88	0.75	0.98	0.07	0.43	0.06	4.73
Turkménistan	1.21	2.53	1.79	1.08	0.93	0.53	0.33	0.36	0.29	n.a
Ouganda	12.40	13.61	13.49	13.97	14.67	15.21	13.17	12.64	12.99	23.76
UAE	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0.05
Ouzbékistan	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0.65
Yémen	1.41	1.59	1.73	1.93	2.08	1.97	1.40	1.16	1.12	11.95

Source: Banque Mondiale, PovCalNet; *OPHI

Tableau A.3. Périodicité des Enquêtes des Ménages dans les Pays Membres de l'OCI

PAYS	SOURCE	TITRE	PÉRIODICITÉ	DATE
AFGHANISTAN	Ménage	Enquête vivante d'état de l'Afghanistan (ALCS)	..	..
ALBANIE	Ménage	Enquête standard de vie de mesure (LSMS)	Chaque 3 ans : 2002, 2005, 2008, 2012	Septembre- Octobre 2012 (Travaux sur le terrain)
ALGÉRIE	Ménage	Enquête sur des dépenses de consommation et le niveau de la vie de ménage	10 ans	2011
AZERBAÏDJAN	Ménage	Enquête de budget de ménage	trimestriel	2013 annuel
BAHREÏN ⁸	Ménage	Enquête de dépense et de revenu domestique	5 ans	2005/2006
BANGLADESH	Ménage	Enquête de revenu domestique et de dépense	5 ans	01-02-2010 31/01/2011
BÉNIN	Ménage	Enquête Modulaire des Etats de Vie de Ménage (EMICoV)	2 ans	Novembre- Janvier 2011
BURKINA FASO ¹	Ménage	Survey on Living Conditions of Ménages	5 ans	01-07-2010 2009-2010
TCHAD	Ménage	Enquête de consommation et le secteur non structuré au Tchad (ECOSIT)	5 ans	01/06/2011
CÔTE D'IVOIRE	Ménage	Niveau de vie d'enquête de ménage	4 ans	Nov-08
DJIBOUTI	Ménage	Enquête de ménage de Djibouti pour les indicateurs sociaux (EDAM-IS)	5 ans	01/04/2012
EGYPTE	Ménage	Enquête de revenu, de dépense et de consommation	2 ans	2011/2012
GABON	Ménage	EGEP	10 ans	2005
GAMBIE	Ménage	Enquête de démographie et de santé	5 ans	2013
INDONÉSIE	Ménage	Enquête socio-économique	trimestriel	Mars-14
IRAN	Ménage	Enquête de revenu domestique et de dépense	annuel	2013
IRAQ	Ménage	Enquête social et économique des ménages	Un grand Echantillon (4-5) ans sous-échantillon de grand (annuellement)	1/1/2012 et a duré pendant une année entière
KAZAKHISTAN	Ménage	Enquête de ménage sur l'évaluation standard de vie	trimestriel	régulier
KOWEÏT ⁴	Ménage	Enquête de revenu et dépense du ménage 2013	Pas de PÉRIODICITÉ	de 1-1 2013 a 31-12-2013
MALAISIE	Ménage	Enquête de revenu domestique (HIS)	deux fois en 5 ans	2012
MALDIVES	Ménage	Enquête de revenu domestique et de dépense	5 ans	2009/10

MAURITANIE	Ménage	Enquête permanent des états de vie de ménage (VTEC)	4 ans	07/04/2014
MAROC	Ménage	Enquête national sur la dépense et la consommation des ménages	10 ans	2013/2014
NIGER	Ménage	Enquête des états et d'agriculture vivants de ménage (ECVMA)	2 ans	03/07/2011
NIGERIA	Ménage	..	..	..
PAKISTAN	Ménage	Le ménage a intégré l'enquête économique (HIES) mené sous le parapluie de l'enquête & Living sociale de mesure de normes du Pakistan (PSLM)	chaque année alternative	Juin-14
PALESTINE	Ménage	Enquête sur la consommation de dépense et de ménages	5 ans	15/1/2011-14/1/2012
QATAR	Ménage	Enquête de revenu domestique et de dépense	5 ans	2014
ARABIE SAOUDITE	Ménage	Dépense et revenu de ménage	5 ans	2012/2013
SÉNÉGAL	Ménage	Enquête de surveillance de pauvreté au Sénégal (ESPS)	4 ans	Déc-11
SOUDAN	Ménage	Enquête de revenu et de dépense	pas de PÉRIODICITÉ	17/5, 2009
SURINAM	Ménage	..	..	..
TADJIKISTAN	Ménage	Enquête de budget de ménage (HBS)	trimestriel	..
TOGO	Ménage	Questionnaire d'indicateurs d'assistance sociale de noyau de QUIBB	5 ans	Août 2011
TUNISIE	Ménage	Enquête national sur des normes de budget, de consommation et de vie des ménages	quinquennal (chaque 5 ans)	2010-2011
TURQUIE	Ménage	Enquête de budget de ménage Revenu et enquête vivante de conditions	annuel	2013
UAE	Ménage	Enquête de ménage de revenu et de dépense	pas de PÉRIODICITÉ	2007/2008
OUGANDA	Ménage	Enquête nationale de ménage de l'Ouganda	3 ans	15/06/2012 to 30/06/2013
OUZBÉKISTAN	Ménage	Enquête par échantillonnage de ménage	annuel	2013
YÉMEN³	Ménage	Enquête de budget de ménage (HBS)	5 ans	2005/06

Tableau A.4. Périodicité des Autres Sources Utilisées en Estimant la Pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI

PAYS	SOURCE	TITRE	PÉRIODICITÉ	DATE
AFGHANISTAN	Non-Enquête	Données administratives des ministères et des départements	mensuel /trimestriel / annuellement	..
ALGÉRIE	Non-Enquête	Budget social de l'état - ministère des finances	trimestriel	
BAHREÏN	Non-Enquête	Ministère du développement social/du ministère du logement	annuel	2015
BÉNIN	Non-Enquête	Comptes nationaux	2 ans	2013
CÔTE D'IVOIRE	Non-Enquête	Recensement Général de population et de logement (GPHS)	10 ans	Avril-14
DJIBOUTI	Non-Enquête	Recensement de la population et le logement	10 ans	01/04/2009
KOWEÏT	Non-Enquête	Ministère des affaires sociales et du travail	irrégulier	2001
NIGER	Non-Enquête	Recensement de la population général et le logement (GCP/H)	10 ans	12/12/2012
QATAR	Non-Enquête	Dossiers administratifs (bénéficiaires des services fournis par le centre de développement social)	annuel	2013
SÉNÉGAL	Non-Enquête	Recensement de la population général, le logement, l'agriculture et le bétail (RGPHAE)	10 ans	Dec-13
AFGHANISTAN ⁶	Autre	Enquête de Socio-Démographie et économique	..	Chaque année
AZERBAÏDJAN	Autre	Enquête d'utilisation de temps	3 ans	2012 annuel
BÉNIN	Autre	Enquête modulaire des états de vie de ménage (EMICoV)	2 ans	Novembre-Janvier 2011
CÔTE D'IVOIRE	Autre	Enquête sociodémographique (EDS)	4 ans	Mai-12
DJIBOUTI	Autre	Enquête de budget du consommateur	10 ans	01/03/2013
GABON	Autre	ENEC, EDSG	..	2010, 2012
MAROC	Autre	Enquête national au niveau vivant des ménages	5 ans	2007
NIGER	Autre	Enquête des indicateurs de noyau de bien-être (QUIBB)	pas de PÉRIODICITÉ	2005
QATAR	Autre	Enquête sur les forces de travail	trimestriel	2013
SÉNÉGAL	Autre	Enquête continue démographique et de santé	annuel	2012
SOUDAN	Autre	Enquête de marché du travail	pas de PÉRIODICITÉ	2011 Novembre
SURINAM ⁵	Autre	CPI	mensuel	dernier trimestre de 2009
TOGO	Autre	EBC (Enquête de budget de consommation)	10 ans	1987
UAE	Autre	Enquête de main d'œuvre	2008 ,2009	May 2008, May 2009
OUGANDA	Autre	Enquête de panneau nationale	annuel	31/08/2014

YÉMEN	Autre	Protection sociale	non spécifique	2012/2013
ALGÉRIE	Spécifique	Enquête sur des normes et des dépenses de consommation vivantes	10 ans	2011
BANGLADESH	Spécifique	Enquête de revenu domestique et de dépense	5 ans	01-02-2010 31/01/2011
BÉNIN	Spécifique	Enquête modulaire des états de vie de ménage (EMICoV)	2 ans	Novembre- Janvier 2011
BURKINA FASO²	Spécifique	Enquête sur des états de vie des ménages	chaque 5 an	2009-2010
CÔTE D'IVOIRE	Spécifique	Niveau de vie d'enquête de ménage	4 ans	Nov-08
DJIBOUTI	Spécifique	Enquête de ménage pour les indicateurs sociaux (EDAM-IS)	5 ans	01/04/2012
EGYPTE	Spécifique	Enquête de revenu, de dépense et de consommation		
GABON	Spécifique	EGEP / RGPL		2005, 2013
IRAQ⁷	Spécifique	Enquête social et économique des ménages	2 ans	01/11/2014
MALDIVES	Spécifique	Enquête de revenu domestique et de dépense	5 ans	2009/10
MAURITANIE	Spécifique	Enquête permanent des états de vie de ménage (VTEC)	4 ans	07/04/2014
MAROC	Spécifique	Enquête national sur la dépense et la consommation du ménage	10 ans	2013/2014
NIGER	Spécifique	Enquête des états et d'agriculture vivants de ménage (ECVMA)	2 ans	03/07/2011
NIGERIA	Spécifique	Enquête standard de vie du Nigéria	5 ans	Sep-10
PAKISTAN	Spécifique	Le ménage a intégré l'enquête économique (HIES) mené sous le parapluie de l'enquête & Living sociale de mesure de normes du Pakistan (PSLM)	chaque année alternative	Juin-14
SÉNÉGAL	Spécifique	Enquête de surveillance de pauvreté au Sénégal (ESPS)	4 ans	Déc-11
SOUDAN	Spécifique	Enquête de revenu et de dépense	pas de PÉRIODICITÉ	17/05/2009
TOGO	Spécifique	Questionnaire d'indicateurs d'assistance sociale de Centre de QUIBB	5 ans	Août 2011

1 Burkina Faso: Le changement de la périodicité est à l'étude.

2 Burkina Faso: Une étude est actuellement en cours, programmé pour la fin de décembre 2014.

3 actuellement mise en œuvre de l'enquête 2014

4 Koweït : L'Irrégularité et la périodicité à l'avenir seront tous les 3 ans

5 Surinam : La dernière fois où l'établissement a calculé des seuils de pauvreté était 2009.

6 Afghanistan : province par province

7 Iraq: encore continu

8 Bahreïn : Le dernier Enquête en 2005/2006 et le courant auront lieu en 2014/2015

Tableau A.5. Ressources Humaines aux ONS des Pays de l'OCI par le Niveau de l'Education la Plus Elevée Atteint

PAYS ¹	MA/ MSc et plus	BA/BSc or équivalent *	École secondaire	École primaire	Aucun enseignement conventionnel	Vide	Totale
AFGHANISTAN	..	..	..	..	..	..	..
ALBANIE	162	14	36	0	0	23	235
ALGÉRIE	109	132	154	211	0	..	606
AZERBAÏDJAN	437	367	390	0	0	..	1,194
BAHREÏN	14	37	11	0	0	..	62
BANGLADESH	22	54	1,240	4	0	..	1,320
BÉNIN	46	24	17	0	0	..	87
BURKINA FASO	74	87	11	15	0	..	187
TCHAD	43	42	10	7	1	..	103
CÔTE D'IVOIRE	..	..	..	..	..	..	238
DJIBOUTI	10	15	20	13	8	..	66
EGYPTE	83	2,063	1,673	62	433	..	4,314
GABON	100	48	38	20	32	..	238
GAMBIE	5	21	29	0	26	..	81
INDONÉSIE	1,507	8,440	5,381	89	0	..	15,417
IRAN	171	171	67	26	0	..	435
IRAQ	35	768	273	114	0	..	1,190
KAZAKHISTAN ²	331	0	1	0	0	..	2,892
KOWEÏT	..	..	..	..	..	..	..
MALAISIE	32	1,182	1,916	4	0	..	3,134
MALDIVES	5	19	9	0	0	..	33
MAURITANIE	52	37	43	54	55	..	241
MAROC	12	5	..	..	1	..	18
NIGER	170	0	52	5	0	..	227
NIGERIA	..	..	..	..	..	..	2,356
PAKISTAN	592	661	271	28	0	..	1,552
PALESTINE	57	190	29	6	0	..	282
QATAR	..	..	..	..	..	..	..
ARABIE SAOUDITE	2	254	383	66	15	..	720
SÉNÉGAL	92	101	14	38	0	..	245
SOUDAN	15	164	147	0	0	..	326
SURINAM	1	11	71	13	20	..	116
TADJIKISTAN	146	15	24	0	0	..	185
TOGO	17	42	64	23	40	..	186
TUNISIE	..	..	..	..	..	..	..
TURQUIE	333	2,752	562	43	0	..	3,690
UAE	11	78	11	1	1	..	102
OUGANDA	..	..	..	..	..	..	..
OUZBÉKISTAN ³	129	98	54	0	0	31	312
YÉMEN	10	150	48	18	12	..	238
OCI (40)	4,825	18,042	13,049	860	644	54	42,628

* Les personnels qui ont terminé de deux ans de la formation professionnelle et /ou technique des écoles sont également incluses.

1) Afghanistan, le Koweït, la Tunisie, l'Ouganda et le Qatar n'ont pas accompli la partie relative bien qu'ils aient répondu au questionnaire

2) Pour le Kazakhstan, la distribution est donnée seulement pour le personnel de l'Office Centrale (332). Tout le nombre de personnel dans les Offices Régionales est 2560.

3) 33 du personnel 54 avec l'éducation d'école secondaire ont l'éducation professionnelle spécialisée secondaire a Ouzbékistan.

Tableau A.6. Personnel des ONS avec des Connaissances Techniques sur des Questions de Pauvreté

PAYS	Les ONS ont-t-elles un département/équipe liés à l'évaluation de pauvreté ?	Nombre de personnel travaillant dans les questions de pauvreté	Est-ce que les ONS emploient des personnels ayant l'éducation spécifique sur des questions de pauvreté/suivent des cours relatifs a la pauvreté ?	Nombre de personnel ayant l'éducation spécifique sur des questions de pauvreté
AFGHANISTAN	..	..	..	..
ALBANIE	OUI	4	OUI	3
ALGÉRIE	OUI	..	OUI	6
AZERBAÏDJAN	OUI	5	OUI	3
BAHREÏN	OUI	5	OUI	4
BANGLADESH	OUI	1,310	OUI	10
BÉNIN	OUI	5	OUI	3
BURKINA FASO	OUI	10	OUI	8
TCHAD	OUI	9	OUI	1
CÔTE D'IVOIRE	OUI	5	OUI	2
DJIBOUTI	NON	..	NON	..
EGYPTE	OUI	100	OUI	50
GABON	NON	23	NON	2
GAMBIE	NON	0	NON	..
INDONÉSIE	OUI	12	OUI	2
IRAN	NON	1	OUI	1
IRAQ	OUI	10	OUI	5
KAZAKHSTAN	OUI	5	OUI	1
KOWEÏT	NON	..	OUI	2
MALAISIE	NON	68	NON	..
MALDIVES	OUI	3	NON	..
MAURITANIE	OUI	8	OUI	3
MAROC	OUI	10	OUI	5
NIGER	OUI	20	NON	..
NIGERIA	OUI	..	OUI	..
PAKISTAN	OUI	15	OUI	3
PALESTINE	OUI	4	OUI	4
QATAR	OUI	3	OUI	3
ARABIE SAOUDITE	NON	5	OUI	2
SÉNÉGAL	OUI	12	OUI	7
SOUDAN	OUI	10	OUI	6
SURINAM	n.a	n.a	n.a	n.a
TADJIKISTAN	OUI	6	OUI	6
TOGO	NON	..	NON	..
TUNISIE	OUI	2	NON	..
TURQUIE	OUI	8	OUI	2
UAE	n.a	n.a	n.a	n.a
OUGANDA	OUI	2	OUI	2
OUZBÉKISTAN	OUI	10	NON	..
YÉMEN	NON	6	OUI	2
OIC (40)	28	1,696	28	148

Tableau A.7. Pays Membres de l'OCI ayant une Association/Recevant la Consultation des Organisations Internationales dans le Secteur des Statistiques de Pauvreté

PAYS	Réponse	Banque Mondiale	PNUD	AfDB	AfriStat	Autre*
AFGHANISTAN	Banque Mondiale	x				
ALBANIE	Banque Mondiale	x				
ALGÉRIE	Banque Mondiale	x				
AZERBAÏDJAN	Banque Mondiale	x				
BAHREÏN	Banque Mondiale	x				
BANGLADESH	Banque Mondiale	x				
BÉNIN	Banque Mondiale, PNUD	x	x			
BURKINA FASO	Banque Mondiale, AfriStat, Central Munich (CDG), PARIS 21	x			x	x
TCHAD	Banque Mondiale, Banque de Développement Africaine, UNICEF	x		x		x
CÔTE D'IVOIRE	Banque Mondiale, PNUD, AfriStat	x	x		x	
DJIBOUTI	Banque Mondiale, Banque de Développement Africaine	x		x		
EGYPTE	UNICEF - centre de contrat social - Faculté des sciences économiques et des sciences politiques - ministère de la planification					x
GAMBIE	PNUD		x			
INDONÉSIE	Banque Mondiale	x				
IRAQ	Banque Mondiale	x				
MALDIVES	Banque Mondiale	x				
MAROC	Banque Mondiale, UNICEF, CEA, OMS, FAO	x				x
NIGER	Banque Mondiale, UNICEF, Programme Mondial de l'Alimentation	x				x
NIGERIA	Banque Mondiale, OPHI	x				x
PALESTINE	Banque Mondiale, ESCWA	x				x
ARABIE SAOUDITE	Ligue des états arabes, l'institut de la formation et des recherches statistiques, Banque Mondiale et institutions spécialisées de l'ONU	x				x
SÉNÉGAL	Banque Mondiale, PNUD, UNECA, AfriStat	x	x		x	x
SOUDAN	Banque Mondiale, Banque de Développement Africaine, FAO	x		x		x
TADJIKISTAN	Banque Mondiale, UNFPA	x				x
TOGO	Banque Mondiale, AfriStat	x			x	
TUNISIE	Banque Mondiale, Banque de Développement Africaine	x		x		
TURQUIE	EuroStat					x
OUGANDA	Banque Mondiale, Centre de recherches de politique économique	x				x
OUZBÉKISTAN	Banque Mondiale, PNUD, UNECE	x	x			x
YÉMEN	Banque Mondiale	x				
OCI		27	5	4	4	13

Tableau A.8. Le Contenu de l'Association des Pays Membres de l'OCI avec des Organisations Internationales

AFGHANISTAN	Cours de formation sur l'analyse de pauvreté
ALBANIE	La Banque Mondiale avait soutenu INSTAT dans des analyses de pauvreté commençant en 2002
ALGÉRIE	Préparation d'un rapport sur la pauvreté
AZERBAÏDJAN	Coopération avec la banque mondiale impliquant l'assistance de consultation
BAHREÏN	Évaluation et analyse des données
BANGLADESH	Soutien de consultation
BÉNIN	Exécution commune de travail de recherches sur la pauvreté
BURKINA FASO	Conception, analyse de données, et formation méthodologiques
TCHAD	Aide financière pour la réalisation d'ECOSIT3
CÔTE D'IVOIRE	Aide financière technique et
DJIBOUTI	Détermination du seuil de pauvreté, analyse de données
EGYPTE	* Le support technique pour la formation et la réadaptation de l'équipe travaillent dans les statistiques de pauvreté * Cours de formation et de qualification dans le domaine des indicateurs de pauvreté et des cartes de pauvreté
GAMBIE	Le PNUD fournit l'aide financière et engage également un conseiller pour faire l'analyse.
INDONÉSIE	Aide pour la mesure de pauvreté
IRAQ	La consultation dans la performance de l'enquête et du seuil de pauvreté est calculée par les experts de Banque Mondiale
MAROC	* Protocole de coopération pour la réalisation de l'étude et l'échange de l'expertise. * Participation aux formations, ateliers, conférences.
NIGER	Contribution pour placer la formation des investigateurs, services terrain de placement
NIGERIA	Soutien de placement et formation de la Banque Mondiale ; formation d'OPHI
PALESTINE	Le contenu de l'association est porté sur envoyer des missions techniques pour la formation dans le domaine des statistiques de pauvreté
ARABIE SAOUDITE	* Passer en revue les plans développés, évaluer le travail * Passer en revue les méthodes employées dans l'évaluation du seuil de pauvreté et de ses indicateurs * Fournir le support technique approprié.
SÉNÉGAL	Association basée principalement sur financier et le support technique
SOUDAN	Financier et support technique
TADJIKISTAN	Ils conduisent souvent des conférences pour améliorer la connaissance du NZO dans le domaine de la pauvreté
TOGO	Aide financière et technique
TUNISIE	Projet tripartite des ONS-Banque Mondiale - Banque Africaine de Développement - intitulé : Renforçant la capacité du ONS en termes de statistiques de pauvreté a été entrepris.
TURQUIE	EU-SILC est dirigé en conformité avec l'UE et quelques mesures de pauvreté sont mesurées à partir de cet Enquête.
OUGANDA	La Banque Mondiale fournit la formation dans l'analyse de données et le placement pour l'enquête. Validation du nombre de pauvreté (EPRC)
OUZBÉKISTAN	Soutien des employés de Goskomstat pour participer aux conférences internationales afin d'apprendre l'expérience des pays sur la mesure de pauvreté
YÉMEN	Fournir le support financier et technique dans la performance des enquêtes de budget de ménage

Tableau A.9. Domaines Requis par des Pays Membres de l'OCI en Termes de Formations de Statistiques de Pauvreté

AFGHANISTAN	Évaluation de pauvreté
ALBANIE	Approche multidimensionnelle, pauvreté de mesure par des enquêtes de ménage différentes de LSMS à l'avenir.
ALGÉRIE	1) Méthodologie pour développer les indicateurs multidimensionnels de pauvreté et la pauvreté subjective 2) l'analyse de la pauvreté
AZERBAÏDJAN	Approche multidimensionnelle
BAHREÏN	Évaluation du seuil de pauvreté
BANGLADESH	Formation à court terme requise sur l'informatique
BÉNIN	L'évaluation du seuil de pauvreté, l'approche des besoins fondamentaux imprévisibles, cartographie de pauvreté
BURKINA FASO	Analyse multidimensionnelle de pauvreté
TCHAD	Analyse multidimensionnelle de pauvreté
CÔTE D'IVOIRE	Analyse multidimensionnelle de pauvreté, analyse économétrique des causes déterminantes de la pauvreté
DJIBOUTI	Détermination du seuil de pauvreté, analyse de données
EGYPTE	Pauvreté chronique, manque d'égalités des chances, l'indice de Watts, polarisation, pauvreté infantile
GABON	Évaluation, prélèvement et enquête de pauvreté
GAMBIE	Des fondations des statistiques de pauvreté à la plupart des méthodologies complexes de mesure de pauvreté
INDONÉSIE	Relatif à la connaissance méthodologique et au logiciel statistique approprié
IRAN	D'autres approches de la pauvreté de mesure
IRAQ	Calculant le nombre de calories consommées par des individus, le choix du panier approprié alimentaire, se formant sur la méthode de calculer les dispositifs non-alimentaires de seuil de pauvreté et d'analyse de pauvreté
MALAISIE	1) Analyse de pauvreté 2) Cartographie de pauvreté
MALDIVES	L'indice de Construction de pauvreté basée sur la pauvreté absolue et l'approche multidimensionnelle, calcul de coefficient de Gini, analyse sectorielle de pauvreté basée sur l'éducation, emploi, ménage
MAURITANIE	Formation sur les concepts utilisés dans la pauvreté, le traitement et l'analyse de mesure des données et du logiciel de l'informatique
NIGER	Formation multidimensionnelle de pauvreté, formation sur le logiciel approprié pour des statistiques sur la pauvreté
NIGERIA	Formation de logiciel de STATA, formation de méthodologie pour le nouveau personnel
PAKISTAN	L'analyse des données pour la pauvreté employant la méthode différente comme la pauvreté multidimensionnelle et la pauvreté unidimensionnelle
QATAR	Comment mesurer les seuils de pauvreté employant les méthodologies relatives au Qatar
ARABIE SAOUDITE	1) Utilisation des paquets statistiques (STATA et SPSS) dans l'évaluation du seuil de pauvreté et de ses indice 2) Différents concepts de la pauvreté (pauvreté multidimensionnelle-pauvreté matérielle) 3) Identifiant le seuil de pauvreté (seuil de pauvreté alimentaire, seuil de pauvreté non-alimentaire) 4) Indicateurs de mesure de pauvreté et les indicateurs de mesure du programme d'application DASP de l'inégalité, de la courbe de croissance et du programme d'application DASP. 5) Analyse du changement des indicateurs selon ses composants. 6) Formation sur le programme d'ADePT. 7) Concept de la pauvreté multidimensionnelle, composition de l'indice de pauvreté, les indicateurs utilisés dans sa mesure, et pauvreté de la perspective du développement humain. 8) Identifiant différentes manières pour lutter contre la pauvreté, cibles et erreurs qui s'obtiennent dans les standards d'optimisation et de qualité.
SÉNÉGAL	Évaluation de la pauvreté multidimensionnelle basée sur le calcul de l'indice et points
SOUDAN	En mesurant des indicateurs de pauvreté, employer le logiciel, méthodologies pour la pauvreté
SURINAM	Métadonnées, définition de pauvreté, calculs de pauvreté
TADJIKISTAN	Besoin d'apprendre certain programme comme CSPro des évaluations de pauvreté
TUNISIE	Choix d'un panier de consommation, analyse de pauvreté, profil des pauvres, la carte de pauvreté, pauvreté multidimensionnelle
TURQUIE	Formation de niveau avancée telle que l'évaluation de petit secteur, la carte de pauvreté, les méthodes statistiques avancées pour la mesure multidimensionnelle de pauvreté, etc..
OUGANDA	Construction de l'agrégat de consommation, détermination de panier de consommation, révision du seuil de pauvreté
OUZBÉKISTAN	Étude des pratiques dans la mesure de pauvreté, approche recommandée moderne pour mesurer la pauvreté
YÉMEN	Capacité et efficacité sur la méthodologie d'extraire des indicateurs de la pauvreté

Tableau A.10. Aspects Forts/Meilleures Cas des ONS des Pays de l'OCI dans la Mesure de Pauvreté

ALGÉRIE	1) Utilisation de l'approche par les besoins en énergie sur la base 2) L'utilisation de la méthode développée par Martin Ravallion de la Banque Mondiale 3) Questionnaire riche de l'enquête sur des dépenses de consommation (les produits de nomenclature 900, observation du sous-produit de quantités consommées, de prix unitaires et de valeurs et pour chaque ménage, Enquête étaient présents dans chaque ménage pour des mois et la durée de la recherche était une année, plusieurs aspects liés aux niveaux de vie et des états de vie des ménages ont été incorporés dans le questionnaire)
AZERBAÏDJAN	Pauvreté absolue
BANGLADESH	Utilisation d'ordinateur portable en rassemblant des données primaires
BÉNIN	Profil et dynamique de la pauvreté, la corrélation entre la croissance et la pauvreté, la microfinance et la pauvreté, l'emploi et la pauvreté, le gouvernement et la pauvreté, analyse de vulnérabilité
BURKINA FASO	Rigueur méthodologique, employant un cadre méthodologique conçu par Afristat
TCHAD	L'existence des directeurs compétents et expérimentés dans le traitement et l'analyse de l'analyse de données d'enquête.
CÔTE D'IVOIRE	Plan de prélèvement, rassemblant, traitant et analysant des données
DJIBOUTI	Collecte de données
EGYPTE	Utilisation de logiciel analytique dans le domaine de la pauvreté, y compris le programme (STATA - ADEPTE - carte de pauvreté - DASP)
IRAN	Accès direct aux points d'émission
IRAQ	L'expérience accumulée en ce qui concerne la direction des enquêtes du revenu et de la dépense et de grande précision dans les données se conformant la grande dimension de l'échantillon, en plus du soutien gouvernemental pour déterminer l'indice de pauvreté en Irak.
MALAISIE	Un bon ensemble de données qui a été obtenu pendant la collecte de données avec la surveillance étroite de la gestion
MALDIVES	Assistance technique reçue par les donateurs
MAURITANIE	1) Le logiciel spécifique est employé pour mesurer la pauvreté et l'inégalité appelées "DAD" 2) Il y a parmi l'équipe un élément qui a la formation vaste sur la question de la pauvreté 3) Une longue expérience des enquêtes de gestion (1992, 1996, 2000, 2004, 2008, 2014)
MAROC	Analyse et évaluation de la pauvreté aux niveaux nationaux et régionaux, la conception de carte de la pauvreté au niveau - les causes déterminantes de la pauvreté : identifications et participation de taille en termes de politique.
PAKISTAN	PBS est le gardien de l'enquête économique intégré par ménage (HIES) et la collecte des données sur le revenu et consommation partout au Pakistan avec le réseau de 34 offices régionaux/ de champ depuis 1963. La section de conception d'enquête de PBS fournit l'armature de prélèvement et une méthodologie et un questionnaire cohérent est employé pour la rendre comparable et compatible avec des normes internationales. PBS a un personnel compétent et qualifié pour effectuer l'activité entière (c.-à-d. préparation du questionnaire, la formation du personnel, la collecte de données, la surveillance, l'analyse de données et la rédaction de rapports). Le personnel de PBS ont la meilleure perspicacité des ensembles de données de HIES utilisés pour l'analyse et également l'expert en matière de pauvreté en manipulant de grands et complexes ensembles de données.
PALESTINE	Préparation des rapports statistiques sur les standards de vie et pauvreté en Palestine
ARABIE SAOUDITE	L'utilisation des experts en matière de ce sujet.*soumettre des recommandations directement au Conseil de Ministres distingué et étudient ces propositions : Souvent elle est approuvée ; adopté, transmis et mis en application. *réponse des organisations gouvernementales avec les recommandations de la stratégie nationale pour le développement social. * En collaboration étroite avec l'autorité compétente de la planification d'état, à savoir le ministère de l'économie, le ministère de la planification et le ministère des affaires sociales représentées par la stratégie nationale pour le développement social et l'inclusion de ces propositions dans les programmes et les plans quinquennaux de l'état.
SÉNÉGAL	Méthodes de FGT
SOUDAN	Globalité et exactitude
TUNISIE	L'enquête nationale au niveau de budget, de consommation et de ménage est une mine d'information. Il est très riche.
TURQUIE	Notre personnel travaillant à la pauvreté possède la connaissance et une expérience considérables de méthodologie monétaire et non monétaire de pauvreté.
OUZBÉKISTAN	Application de méthodologie pour la pauvreté de mesure sur des dépenses du consommateur, car dans la pratique parfois les ménages cachent leurs revenus

Tableau A.11. Problèmes Considérés par des Pays Membres de l'OCI dans la Mesure de Pauvreté

Budget insatisfaisant 18	Manque de source de données (c.-à-d. enquêtes) 9	Manque d'appui politique 5	Nombre insatisfaisant de personnel 19	Manque de la connaissance méthodologique 20	Manque de progiciel 16	Inprofiency en employant le logiciel statistique 13	Autre 6
ALBANIE	AFGHANISTAN	AFGHANISTAN	AFGHANISTAN	AFGHANISTAN	AFGHANISTAN	AFGHANISTAN	AFGHANISTAN
AZERBAÏDJAN	ALGÉRIE	COTE D'IVOIRE	AZERBAÏDJAN	ALGÉRIE	ALGÉRIE	ALGÉRIE	TCHAD
BÉNIN	BÉNIN	IRAN	BAHRAIN	AZERBAÏDJAN	AZERBAÏDJAN	AZERBAÏDJAN	MAURITANIE
BURKINA FASO	TCHAD	NIGER	BÉNIN	BANGLADESH	BANGLADESH	TCHAD	ARABIE SAOUDITE
OCOTE D'IVOIRE	MAURITANIE	SURINAM	TCHAD	DJIBOUTI	BURKINA FASO	GABON	SÉNÉGAL
DJIBOUTI	MAROC		DJIBOUTI	GABON	TCHAD	GAMBIE	OUGANDA
GABON	NIGÉRIA		GABON	GAMBIE	GABON	IRAN	
GAMBIE	SOUDAN		GAMBIE	INDONÉSIE	IRAN	KOWÉIT	
IRAN	YÉMEN		INDONÉSIE	IRAN	KOWÉIT	MALDIVES	
MAURITANIE			IRAN	IRAK	MALDIVES	QATAR	
MAROC			KAZAKHSTAN	KAZAKHSTAN	NIGER	ARABIE SAOUDITE	
NIGER			MALDIVES	KOWÉIT	ARABIE SAOUDITE	SOUDAN	
NIGÉRIA			MAURITANIE	MALDIVES	SOUDAN	YÉMEN	
PALESTINE			MAROC	PAKISTAN	TAJIKISTAN		
SOUDAN			NIGER	QATAR	TOGO		
TAJIKISTAN			ARABIE SAOUDITE	ARABIE SAOUDITE	YÉMEN		
TOGO			SOUDAN	SOUDAN			
YÉMEN			TOGO	TAJIKISTAN			
			YÉMEN	TUNISIE			
				YÉMEN			

Tableau A.12. Plans Futurs/Stratégies des Pays Membres de l'OCI en termes d'Evaluation de Pauvreté

ALBANIE	Pour diriger l'EU-SILC dans le mi terme
ALGÉRIE	Production des indicateurs multidimensionnels de pauvreté, de la pauvreté subjective et de la carte de la pauvreté
AZERBAÏDJAN	Pour apprendre la méthodologie et diriger l'enquête sur la pauvreté multidimensionnelle
BAHREÏN	* Développement des dossiers administratifs * Soutien gouvernemental direct aux familles dus
BANGLADESH	Pour augmenter la fréquence de nombreuses enquêtes de préférence à 3 ans au lieu de 5 ans utilisés actuellement
BÉNIN	Développement d'une carte de la pauvreté, de l'inégalité et de la vulnérabilité ; l'analyse de plusieurs matières relatives à la pauvreté (emploi, gouvernement, terre, etc.)
BURKINA FASO	Mise en œuvre d'enquête continue multisectorielle sur les conditions de vie des ménages. C'est une Enquête modulaire avec le questionnaire de base d'une périodicité annuelle
TCHAD	Une Enquête de la privation multidimensionnelle a été menée en 2012, les données de cet Enquête permettent une évaluation de la pauvreté multidimensionnelle si les conditions humaines et financières sont remplies. La formation sur l'analyse de pauvreté a été également prévue pour renforcer les capacités du personnel du département responsable de la pauvreté.
CÔTE D'IVOIRE	Enquête en 2014
DJIBOUTI	Changement dans la méthodologie pour déterminer le seuil de pauvreté : séparation entre la nourriture et le non-alimentaire
EGYPTE	* Configurant une base de données sur les indicateurs de pauvreté et préparant des études et des rapports sur la pauvreté * Politiques nationales et stratégies d'évaluation dans le domaine de la lutte contre la pauvreté par des comparaisons annuelles entre les indicateurs de pauvreté * Transition de la formation quantitative à qualitatif en se concentrant sur la formation des formateurs pour former les autres cadres, et pour fournir une base de données au qualifiée pour tirer profit dans la formation *Coordonnant avec la Banque Mondiale, quelques organisations internationales et l'expert international Dr.Heba Laithi dans le domaine du support technique pour la formation et la réadaptation de l'équipe de travail dans les statistiques de pauvreté

	<p>* Participant aux ateliers, aux conférences, aux conférences et aux cours de formation concernant des statistiques, l'analyse et l'évaluation de pauvreté des données</p> <p>* Extraction des indicateurs les plus importants de la pauvreté et se reliant aux résultats du recensement de l'enquête de revenu, de dépense et de consommation pour extraire les cartes de pauvreté</p>
GAMBIE	Un autre I H S est prévu pour être conduit en environ une année ou ainsi
INDONÉSIE	L'amélioration de la méthodologie de la mesure de pauvreté s'est rapportée au panier des produits, de la condition de calorie etc.
IRAN	Déplacement évaluations vers autre approches de pauvreté et en développement
IRAQ	Renforcement d'une Enquête continue (tous les deux ans) à la dépense et au revenu de famille et pour estimer le seuil de pauvreté national et au suivi sur la performance réussie de la stratégie de réduction de pauvreté, du seuil de pauvreté mis à jour et des indicateurs, la préparation d'une nouvelle stratégie pour la période 2015-2019
KAZAKHSTAN	En 2012 le projet « KAZSTAT : Le projet pour renforcer le système statistique national de la République de Kazakhstan » a été signé par la République de Kazakhstan et la banque internationale pour la reconstruction et le développement. L'objectif principal du projet KAZSTAT est de fournir à des utilisateurs l'information statistique qualitative et de favoriser l'efficacité du système statistique de Kazakhstan selon la méthodologie et les pratiques internationales. Le projet est mis en application en association avec le consortium d'offices statistiques étrangers de l'Allemagne, de la Finlande, la République Tchèque, de la Slovaquie, de la Corée du Sud et de la Russie l'Office Principale des statistiques fédérales de l'Allemagne. Sous le sous-composant, le Comité « d'Amélioration des standards de vie statistiques » prévoit d'améliorer et augmenter l'ensemble d'indicateurs des standards de vie, et met en application le système de CAPI dans l'enquête de ménage sur l'évaluation des standards de vie.
MALAISIE	Précédemment, le niveau de l'analyse pour l'enquête de HIES est seulement au niveau d'état et de strate. Pour l'Enquête HIS 2014, le département a prolongé sa dimension de l'échantillon pour produire des statistiques fiable aux états, aux strates et aux secteurs administratifs. La Malaisie se concentrera également sur l'analyse quintile particulièrement sur le groupe du fond 40%.
MALDIVES	Par des enquêtes et des dossiers administratifs
MAURITANIE	Il y a une réflexion de programmer des enquêtes légers pour répondre aux besoins sur l'information au niveau de la pauvreté dans un délai plus court et avec un coût bon marché et même dans des secteurs spécifiques. Cependant, le problème survit jusqu'à la disponibilité du placement dans des retards appropriés.
MAROC	Mettre à jour la pauvreté, les indice d'inégalité et de vulnérabilité sur la base de données de l'enquête sur la consommation des ménages, l'élaboration de nouvelles cartes absolues et multidimensionnelles de pauvreté (Approche d'Oxford) et l'exclusion humaine (l'approche du CEA des Nations Unies).
NIGERIA	Pour diriger le prochain NLSS en 2016
PAKISTAN	Pour institutionnaliser la pauvreté multidimensionnelle
QATAR	MDPS va au suivi pour surveiller la performance du projet mentionné jusqu'à la fin de 2016.
ARABIE SAOUDITE	Les plans futurs et les stratégies sont en cours de préparation et coordination avec les autorités compétentes
SÉNÉGAL	En collaboration avec la Banque Mondiale, le Sénégal par l'intermédiaire de l'agence nationale des statistiques et de la démographie a installé un système de collection basé sur la technologie de téléphone portable pour surveiller des états de vie des ménages. Le Sénégal est également intéressé à développer un indice du projet de développement social après l'exemple de l'indice africain du projet de développement social lancé par la Commission économique pour l'Afrique (CCE)
TUNISIE	Pour effectuer dans le prochain Enquête nationale au niveau 2015-2016 de budget, de consommation et de ménage et améliorer l'analyse de la pauvreté et produire de nouveaux indicateurs tels que l'IMP
TURQUIE	Pour développer des mesures multidimensionnelles de pauvreté pour la Turquie
OUGANDA	Pauvreté multidimensionnelle
OUZBÉKISTAN	Amélioration d'approche méthodologique de la pauvreté de mesure pour assurer la comparabilité au niveau global
YÉMEN	Pour estimer les niveaux de la pauvreté, mais cela est en état d'alerte jusqu'à la performance des enquêtes de revenu et de dépense

Tableau A.13. Programmes/Stratégies Actuels de Réduction de Pauvreté dans les Pays Membres de l'OCI

ALBANIE	Stratégie Nationale pour le Développement et l'Intégration
AZERBAÏDJAN	Programme d'état sur la réduction de pauvreté et le développement économique dans la République d'Azerbaïdjan pour les années 2008-2015 convenues par le président
BANGLADESH	Le plan quinquennal national aborde la question de pauvreté
BÉNIN	Stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CPRS)
BURKINA FASO	Stratégie pour la croissance et le développement durable
TCHAD	La stratégie à l'axe 2 du NDP est de lutter contre la pauvreté en adressant l'inégalité et l'exclusion sociale, renforçant l'éducation et la santé, et l'accès aux Services Sociaux de base comprenant l'habitat. Un système de protection sociale de la population, des femmes, de la jeunesse et des plus pauvres personnes qui représentent un grand segment de la population également est considéré.
CÔTE D'IVOIRE	Réalisation des OMD et de la réduction de moitié de la pauvreté par l'année 2015
DJIBOUTI	Développement des réseaux de protection sociale
EGYPTE	L'Égypte cherche à réduire la pauvreté par un suivi, une évaluation et une amélioration des conditions des pauvres par le soutien monétaire et matériel - le développement des villages les plus pauvres (stratégie de l'éducation - la santé)
GABON	Identifiant les défis de la diversification économique et de la nécessité de réduire des inégalités sociales et augmentant la pauvreté dans le pays, le président du Gabon a annoncé l'accomplissement du plan stratégique (Plan Stratégique du Gabon naissant - PSGE) Gabon naissant. Le PSGE a trois piliers : (i) faire le pays un point de référence industrielle remarquable (Gabon industriel), gestion de forêt soutenable (ii) engager le Gabon en tant que leader mondial dans la production du bois de renforcement tropical certifié, le développement de l'agriculture et bétail et pêche pour améliorer la sécurité alimentaire et le développement durable (Gabon vert) (iii) transformer le Gabon en centre d'excellence dans les affaires et dans la prestation des services à valeur ajoutée tels que l'éducation et la recherche supérieure, la santé, les médias et les technologies de l'information (les services du Gabon).
GAMBIE	Le programme pour l'accélération et l'emploi (PAGE) aussi bien que les plans de développement précédent (PRSP I&II) tous ont été détaillés au sujet de la réduction de pauvreté.
INDONÉSIE	Des programmes de réduction de pauvreté en Indonésie sont dispersés dans divers ministères/agences coordonnés par Bappenas (ministère de la planification de développement national) et TNP2K (équipe nationale pour la réduction d'accélération de pauvreté). Les BPS n'a pas les programmes d'une réduction de pauvreté de détail, BPS seulement de produit de statistiques de pauvreté. Programmes de réduction de pauvreté en Indonésie telle que le programme Keluarga Harapan (Ministère Social), un programme pauvre de riz (le ministère coordonné du bien-être de personnes), améliorant le bien-être des pêcheurs (ministère des affaires maritimes et de pêche) et ainsi de suite.
IRAN	Programmes de développement quinquennal
IRAQ	La stratégie a inclus 6 résultats qui inclut 27 sorties et manière de l'active 89 de réduire la pauvreté au cours de la période 2010-2014 30% de 23% à 16%, était des montants alloués du budget annuel pour la performance des activités contenues dans la stratégie
KAZAKHSTAN	Deux programmes de réduction de pauvreté ont été mis en application : le premier programme (2000-2002) a visé simplement à réduire la pauvreté et le chômage par la réalisation d'une politique de l'emploi vigoureuse, la création d'emplois et l'optimisation de l'aide sociale vers les citoyens indigents; le deuxième programme (2003-2005) a considéré des facteurs multilatéraux derrière la pauvreté et a regardé le besoin non seulement de la croissance économique, emploi, et l'aide sociale en cible, mais également la disponibilité de l'éducation de base, les soins de santé primaires, le logement, l'infrastructure de transport et les services collectifs publics. En raison de la performance des programmes de réduction de pauvreté et

	d'autres programmes d'état et locaux se sont relié directement et indirectement à l'amélioration de la situation des pauvres, l'indice de pauvreté a diminué de 46.7% en 2001 à 2.9% de 2013. D'ailleurs, depuis Kazakhstan a déjà réalisé certaines des cibles originales du OMD telles que la réduction de pauvreté, accès à l'éducation primaire et la promotion des droits des femmes, le gouvernement a adopté un ordre du jour des OMD+, c.-à-d. buts additionnels et plus ambitieux adaptés pour le Kazakhstan (divisant en deux le nombre de pauvres en des secteurs ruraux, réalisant l'enseignement secondaire universel, etc.). À cet égard, actuellement il n'y a aucun programme d'état visé directement la réduction de pauvreté. Mais il y a plusieurs programmes reliés indirectement à la lutte contre la pauvreté. Par exemple, « Strategy-2050 » adopté en 2014 est visé sur le fait d'améliorer le bien-être de la population, disparités réduisant, augmentant la stabilité sociale et la modernisation complète de toutes les sphères de l'économie. Sans compter que ce programme stratégique, la Carte de route -2020 d'emploi, la Carte de route-2020 d'affaires, le Programme de développement-2020 de Région incluent des cibles pour l'amélioration du bien-être des gens.
MALAISIE	En Malaisie, tous les programme/stratégies pour le programme de réduction de pauvreté développé et surveillé par l'unité de planification économique du département du premier ministre
MALDIVES	Renforcer la capacité d'établissement en mettant en application la pauvreté visant le mécanisme (employant l'essai moyen de procurement)
MAURITANIE	Depuis 2001, il y a un cadre stratégique pour la lutte contre la pauvreté (PRSP) qui dirige toutes les actions gouvernementales. A subi une mise à jour à l'occasion du dégagement des données pour chaque version du VTEC. C'est la base des politiques économiques et sociales de l'état.
MAROC	Programmes sectoriels d'éducation, de santé, de logement, de produits et de subventions d'énergie. Plans pour l'aide médicale à de pauvres populations. Initiative nationale pour le développement, l'emploi et l'inclusion humains des jeunes et des femmes.
NIGER	En dépit de l'incidence élevée de la pauvreté, il est important de noter que le progrès significatif a été accompli en réduisant le phénomène au Niger. Ces résultats ont été réalisés par les actions concertées de divers services publics de l'état, des associés techniques et financiers (TFP) aussi bien que le secteur privé. Spécifiquement, c'est le radeau des réformes économiques structurales entreprises par les autorités puisque les années 2000 afin d'établir un cadre macro-économique stable, probable pour favoriser la croissance économique forte et soutenable. Avec le soutien des associés de développement, un document de stratégie sur la réduction de pauvreté (PRSP) a été publié en 2002. Le but principal de la stratégie est le « développement du secteur productif » qui est principalement orienté vers le développement de l'agriculture et du bétail, la gestion des ressources naturelles et la lutte contre la désertification, le développement de l'agriculture relative de production, le développement du revenu produisant des activités, la promotion du secteur privé, le transport et l'exploitation minière. Ensuite, le Niger a un deuxième développement de papier de stratégie et réduction accélérés de pauvreté (D/PRRS) en 2007 . La première cible du deuxième papier de stratégie est de réaliser d'ici 2012 « un taux de croissance économique au moins de 7% » exigé pour une réduction significative de pauvreté. En conclusion, le plan du développement économique et social (PDES) et son application à l'auto approvisionnement de développement agricole et alimentaire (initiative 3N), adopté en 2012, est une preuve réelle de la volonté des autorités courantes de favoriser l'apparition d'une bourgeoisie au Niger et le développement socio-économique soutenable. Le prochain profil de la pauvreté sera développé idéalement en 2015, échéance de PDES et les OMD, évaluera l'impact de PDES en réduisant l'incidence de la pauvreté au Niger.
PAKISTAN	Le gouvernement du Pakistan est obligé sous la Loi de limitation de responsabilité fiscale et de dette (2005) de maintenir la pauvreté et les dépenses sociales de secteur pas plus moins qu'à 4.5% du PIB dans toute exercice budgétaire. En conséquence, le secrétariat de PRSP est exigé pour surveiller le progrès accompli dans les différents secteurs pro-pauvres sous les PRSP. Les documents de stratégie de réduction de pauvreté ont été lancés comme un processus en évolution lors de l'année 2000. Cet

	exercice analytique a eu comme conséquence l'amélioration de l'efficacité des stratégies conçues pour réduire la pauvreté. Le PRSP-II adopte une attitude efficace en ce qui concerne la formulation d'une stratégie économique nationale à long terme qui vise à réduire la pauvreté principalement par les 9 piliers sur lesquels elle est basée : 1) stabilité macro-économique et la croissance du secteur réel 2) Protection du pauvre et du vulnérable 3) les Addition croissante de productivité et de valeur dans l'agriculture 4) Programme de développement intégré d'énergie 5) Rendant l'industrie internationalement concurrentielle 6) Développement humain pour le 21ème siècle 7) Élimination des goulots d'infrastructure par des associations privées publiques 8) Capital et finances pour le développement et 9) Gouvernement pour un système juste et droit.
QATAR	Un projet sous la stratégie de développement national , qui est mis en application par le ministère du travail et des affaires sociales (la section d'affaires sociales intitulée « Renforcer la Capacité dans la Surveillance, la Formulation de Politique, et l'Evaluation (pour le seuil de pauvreté) »).
ARABIE SAOUDITE	Le document principal de stratégie est divisé en plusieurs chapitres : La première adresse les concepts de la pauvreté, l'interprétation de ce phénomène, ses facteurs et la nécessité de la confronter et de l'adresser ; la deuxième a passé en revue les plans du développement économique et social dans le royaume, particulièrement les politiques et les efforts dans le domaine du développement social ; la troisième a traité la réalité du problème de la pauvreté dans le Royaume, aussi bien que les indicateurs de l'emploi, le chômage et fait, en plus des autres indicateurs de développement dans les secteurs de la santé, éducation, logement, services publics et ainsi de suite ; la quatrième pour assurer les bases proposées de stratégie et ses objectifs et groupes cibles, et puis la sélection des politiques et des programmes proposés pour aborder le problème dans le Royaume - le document de stratégie a comporté une série de programmes et projets qui ont été divisés dans deux secteurs, le secteur de l'optimisation directe, qui inclut des projets et des programmes au sujet des groupes de revenu bas ou le revenu moyen de côté, et le secteur d'optimisation du public, qui inclut des programmes et des projets pour les citoyens tels que l'éducation, la santé, le logement, les services publics, etc. Les programmes et les projets qui ont été approuvés sont les programmes et les projets de la stratégie et se sont souvent versés dans la catégorie des programmes directs, et l'une partie les plus importants de chaque catégorie des programmes visant le public, et des programmes restants sont toujours en état d'étude par les autorités compétentes.
SÉNÉGAL	Stratégie nationale pour le développement économique et social couvrant la période 2013-2017 et programme émergent du Sénégal (2014-2018)
SOUDAN	Le gouvernement du Soudan est investi dans le processus de PRSP comme moyens à développer et à mettre en application une stratégie partagée de croissance et de réduction de pauvreté (PRS) par un processus de large participation et consensuel. Dans le départ à la culture de haut en bas de la prise de décision du passé, le processus de PSRP sera conçu pour ouvrir l'espace considérable pour la participation par tous les dépositaires importants, y compris les organisations de société civile (même ceux qui peuvent être hors de faveur avec le gouvernement), les représentants de secteur privé, les syndicats, les groupes des femmes, les représentants directs des pauvres, et les donateurs. Des efforts spéciaux seront payés pour atteindre les groupes traditionnellement marginalisés. En outre, le processus de PRSP au Soudan sera soutenu par le travail analytique, pour aider à mettre les consultations sur une base ferme. (Document de réduction intérimaire de pauvreté)
TADJIKISTAN	La stratégie nationale pour améliorer le bien-être des personnes de Tadjikistan (2013-2015)
TOGO	Stratégie pour la promotion accélérée de croissance et d'emploi (SCAPE)
TURQUIE	Il est énoncé lors du dixième programme de développement couvrant la période 2014-2018 dans le paragraphe 121 que « il a visé la Turquie a résolu le problème de la pauvreté absolue... »
OUGANDA	Programme de développement national et vision 2040
OUZBÉKISTAN	Stratégie d'amélioration d'assistance sociale , Un paquet de mesures additionnelles de mettre en application les OMD de l'ONU à Ouzbékistan pour 2011-2015 approuvé par la résolution du Cabinet de ministres de la République d'Ouzbékistan de

	26.01.2011, №21
YÉMEN	<p>Le gouvernement a récemment approuvé le troisième plan quinquennal (TFYP) qui incorpore le document de stratégie précédemment séparé de réduction de pauvreté (PRSP), fournissant une occasion d'adopter une approche plus systématique à la surveillance et évaluant l'impact de la lutte contre la pauvreté du Yémen. Le gouvernement accorde également la élevée priorité à l'élaboration d'un système de surveillance de pauvreté et soulignée que le système devrait couvrir la large gamme de la génération, de l'analyse, du stockage et de la diffusion d'information exigés pour dépister des tendances dans la pauvreté. Cette approche aidera à s'assurer que les objectifs fixés dans la stratégie sont atteints et que le progrès est accompli vers les objectifs ambitieux des PRSP. La surveillance de pauvreté est envisagée pour faire partie et le colis du TFYP-PRSP. Le but global de la surveillance de pauvreté est de s'assurer que la mise en œuvre du PRSP est sur le cours et les résultats désirés sont réalisés. (Évaluation de Pauvreté du Yémen par le Gouvernement du Yémen, de la Banque Mondiale et du PNUD)²⁹</p>

²⁹ http://www.mpic-yemen.org/mpic_ar/index.php?option=com_content&view=article&id=78&Itemid=16

Tableau A.14. Liste des Participants des Premières et Deuxièmes Réunions de Groupe d'Experts sur le Renforcement des Capacités Nationales de Pays Membres de l'OCI dans des Statistiques de Pauvreté

No	Réunion	PAYS	Institution	Nom	FONCTION
1	RGE1	AZERBAÏDJAN	Comité Statistique d'Etat	Yashar Pasha	Chef du Département des Statistiques d'Enquête de Budget des Standards de Vie et de Ménage de la Population.
2	RGE1	COTE D'IVOIRE	Institut National de la Statistique	Samassi Daouda	Chef de Département
3	RGE1	DJIBOUTI	Direction Nationale de la Statistique (DISED)	Sekou Tidiani Konate	Conseiller Technique Supérieur
4	RGE1	EGYPTE	Agence Centrale pour la Mobilisation et les Statistiques Publiques	Sohair Metwally Ahmed	Spécialiste Supérieur dans le Secteur de Statistiques de population
5	RGE1	GAMBIE	Bureau des Statistiques de Gambie	Lamin L. Dibba	Statisticien, Direction de la Diffusion, Coordination et Qualité
6	RGE1	KAZAKHSTAN	Agence sur des Statistiques de la République de Kazakhstan	Gulmira Karaulova	Chef de Division d'Enquête de Budget de Ménage
7	RGE1	KOWEÏT	Bureau Statistique Central du Koweït	Awatif M. Al-Sleem	Directeur de Département de Statistiques de Recensement et de Population
8	RGE1	KOWEÏT	Bureau Statistique Central du Koweït	Amal Hamed Al-Rifae	Chef des Statistiques de Migration et des Etudes de Population
9	RGE1	NIGER	Institut National de la Statistique	Ousmane Maïmouna Ali Boulhassane	Statisticien
10	RGE1	PAKISTAN	Bureau des Statistiques du Pakistan	Rabia Awan	Directeur
11	RGE1	SÉNÉGAL	Agence Nationale de la Statistique et la Démographie de Sénégal	Diouf Macoumba	Chef de Bureau de la Pauvreté et des Conditions de Vie de Ménage
12	RGE1	SOUDAN	Bureau Central des Statistiques	Somaia Khalid Elkhair Omer	Directeur/Coopération et Travaux sur le Terrain Statistiques
13	RGE1	TADJIKISTAN	Agence sur des Statistiques sous le Président de la République de Tadjikistan	Hilola Begova	Chef Spécialiste
14	RGE1	TUNISIE	Institut National des Statistiques	Dorra Dhraief	Chef de Service
15	RGE1	TURQUIE	Institut Statistique Turc	Barış Uçar	Expert
16	RGE1	TURQUIE	Institut Statistique Turc	Mehmet Ali Karadağ	Expert
17	RGE1	TURQUIE	Ministère de Famille et de Politique Sociale	Caner Esenyel	Expert
18	RGE1	YÉMEN	Organisation Statistique Centrale	Tareq Yahya Al-Kebisi	Député Assistant de Président pour les Statistiques Economiques
19	RGE1	COMCEC	Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'OCI	Aykut Yilmaz	Expert
20	RGE1	DRC	Conseil Danois des réfugiés (Yémen)	Tarfa Al Fadhli	Assistant de Sûreté de la Communauté
21	RGE1	ISFD	Fonds Islamiques de Solidarité pour le Développement (groupe de la BID)	Musa Jega Ibrahim	Expert Supérieur

No	Réunion	PAYS	Institution	Nom	FONCTION
1	RGE2	AZERBAÏDJAN	Le Comité Statistique d'Etat	Hamit Baghirov	Premier Député Président
2	RGE2	AZERBAÏDJAN	Le Comité Statistique d'Etat	Yashar Pasha	Chef du Département des Statistiques d'Enquête de Budget des Standards de Vie et de Ménage de la Population
3	RGE2	BANGLADESH	Bureau des Statistiques du Bangladesh	Md. Mizanur Rahman Khondker	Le Directeur Adjoint, Aile de Comptabilité Nationale
4	RGE2	CAMEROUN	Ministère de la Planification d'Economie et du Développement Régional	Ahmad Malam	Dirigeant de Recherches Division de Coopération avec le Monde Islamique
5	RGE2	TCHAD	Ministère de Planification, d'Economie et de Coopération Internationale	Ali Ousmane Khassim	Le Directeur Adjoint de Coopération Internationale
6	RGE2	GAMBIE	Bureau des Statistiques de Gambie	Lamin L. Dibba	Statisticien, Direction de la Diffusion, Coordination et Qualité
7	RGE2	INDONÉSIE	BPS Indonésie	Wynandin Imawan	Député de Statisticien en Chef pour des Statistiques Sociales
8	RGE2	INDONÉSIE	Ministère de Planification de Développement National (BAPPENAS)	Karim	Personnel
9	RGE2	IRAQ	Ministère de Travail et d'Affaires Sociales	Raof Al-Khateeb	Directeur
10	RGE2	JORDANIE	Département de la Statistique	Rafi Alqudah	Chef de Division de Statistiques Sociales
11	RGE2	MALAISIE	Département de la Statistique de Malaisie	Azahari Mohd. Raslan	Directeur Supérieur, Division des Statistiques des Prix, de Revenu et de Dépense
12	RGE2	MAURITANIE	Office Statistique National	Didi El Yass	Directeur, Statistiques Sociales et de Démographie
13	RGE2	NIGERIA	Bureau des Statistiques National	Rahman Busari	Chef des Systèmes, de la Programmation et des Opérations
14	RGE2	PAKISTAN	Bureau des Statistiques du Pakistan	Rabia Awan	Directeur
15	RGE2	PALESTINE	Bureau Central des Statistiques Palestinien	Qais Hasiba	Chef de Division de Statistiques de Budget de Ménage
16	RGE2	ARABIE SAOUDITE	Département Central des Statistiques et des Informations	Abdulmohsen bin Saad Al-Nassar	Directeur Général des Statistiques Sociales
17	RGE2	SOUDAN	Bureau Central des Statistiques	Somaia Khalid Elkhair Omer	Directeur/Coopération et Travaux sur le Terrain Statistiques
18	RGE2	TURQUIE	Institut Statistique Turc	Bariş Uçar	Expert
19	RGE2	TURQUIE	Institut Statistique Turc	Yakut Yılmaz	Expert
20	RGE2	TURQUIE	Banque de Développement de Turquie	Mehmet Serdar Kabukçuoğlu	Chef de Service
21	RGE2	OUGANDA	Bureau des Statistiques d'Ouganda	James Muwonge	Directeur, Enquêtes Socio-économiques

22	RGE2	UGANDA	Ministère des Finances, de Planification et du Développement Economique	Yasin Sadiq Mayanja	AG. Économiste Supérieur
23	RGE2	YÉMEN		Khaled Taha Al – Madani	Directeur, Statistiques de Pauvreté et Travail
24	RGE2	COMCEC	Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'OCI	Aykut Yılmaz	Expert
25	RGE2	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Melek Çakmak	Dirigeant de Programme sur Terrain
26	RGE2	ISFD	Fonds Islamiques de Solidarité pour le Développement (groupe de la BID)	Musa Jega Ibrahim	Économiste Supérieur
27	RGE2	OPHI	l'Initiative d'Oxford pour la Pauvreté et le Développement Humain	Suman Seth	Dirigeant de Recherches Supérieur
28	RGE2	PNUD	Centre Régional de Programme des Nations Unies pour le Développement À Istanbul	Elena Danilova-Cross	Spécialiste en Programme sur la Pauvreté et l'Inégalité

Tableau A.15. Questionnaire sur le Renforcement des Capacités Nationales des Pays Membres de l'OCI dans des Statistiques de Pauvreté



**RENFORCEMENT DES CAPACITES NATIONALES DES PAYS
MEMBRES DE L'OCI EN STATISTIQUES DE LA PAUVRETÉ
2013-SESRIC-028**



**PROJET DE QUESTIONNAIRE POUR AMÉLIORER LES STATISTIQUES DE LA
PAUVRETÉ**

Adopté en 2012, le document de stratégie du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale (COMCEC) est le premier document de vision pour le COMCEC pour six principaux domaines de coopération, y compris la réduction de la pauvreté. Pour atteindre les objectifs stratégiques définis dans la Stratégie COMCEC, le bureau de Coordination a lancé le Programme de gestion du cycle de projet COMCEC (PCM) en 2013 Réalisé dans le cadre du soutien du Programme PCM COMCEC et coordonné par SESRIC, le projet intitulé «2013-SESRIC-028 Améliorer les capacités nationales des pays membres de l'OCI en statistiques de la pauvreté » vise à renforcer les capacités statistiques dans les statistiques de la pauvreté et de contribuer aux systèmes statistiques nationaux (SSN) des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Ce questionnaire a pour objectif d'identifier les capacités et les besoins des pays de l'OCI dans les statistiques de la pauvreté. Veuillez remplir le formulaire électroniquement et le renvoyer à statistics@sesric.org au plus tard le **1er Septembre** Pour des questions "fermées", veuillez cocher ou mettre (X) dans la case correspondante. Pour des questions «ouvertes», veuillez écrire ou tapez seulement dans l'espace prévu sous chaque question. Si nécessaire, veuillez ajouter une page séparée.

Si vous avez des questions sur le contenu du questionnaire, veuillez envoyer vos questions à statistics@sesric.org

DESISTEMENT:

SESRIC recueille les réponses et résume les résultats de l'enquête qui peut être utilisé par SESRIC et COMCEC dans la recherche connexe. SESRIC et COMCEC peuvent également en partager et en discuter avec ses organisations partenaires au niveau régional et international pour atteindre une analyse plus fine et applicable à l'échelle internationale.

PARTIE A: INFORMATION INSTITUTIONNELLE

1. Veuillez nous fournir les coordonnées concernant votre Institution:

Nom de l'institution:						
Titre du chef de l'institution:						
Nom du chef de l'institution:						
Numéro de téléphone:	code du pays		code de ville		Numéro	
Numéro de télécopieur:	code du pays		code de ville		Numéro	
Adresse du site Internet:						
E-mail (s):						
compte Twitter (si elle existe):						
Adresse postale:	Ville		Pays			

2. Veuillez nous fournir les détails de contact du chef de département responsable de la collecte de statistiques relatives à la pauvreté:

Nom						
Position						
Département:						
Numéro de téléphone	code du pays		code de ville		Numéro	
Numéro de Fax	code du pays		code de ville		Numéro	
E-mail(s):						

3. Veuillez nous fournir les détails de contact du point focal qui a répondu au questionnaire :

Nom						
Position						
Département:						
Numéro de téléphone	code du pays		code de ville		Numéro	
Numéro de Fax	code du pays		code de ville		Numéro	
E-mail(s):						

PARTIE B : CAPACITÉS, PRIORITÉS ET BESOINS DANS LES STATISTIQUES DE PAUVRETÉ

No	Question	Réponse				
1	Est-ce que votre pays rassemble/compile/dissémine des données sur les questions de pauvreté ?	YES			NO	
1.a	Si votre réponse pour la question 1 est OUI, quelle institution est l'agent responsable principal	NSO	Ministry of Finance	Ministry of Planning	Ministry of Welfare	Other (Please specify)
1.a.i	<i>RASSEMBLEMENT des données par des aperçus, etc.</i>					
1.a.ii	<i>TRAITEMENT des données pour le mesurément de pauvreté</i>					
1.a.iii	<i>DISSEMINATION des données aux utilisateurs</i>					
1.b	Si votre réponse pour la question 1 est OUI, veuillez énumérer les sites Web officiels qui disséminent des données officielles sur les statistiques de pauvreté.	<i>(please provide the link)</i>				
2	Quelle approche est employée pour l'évaluation de pauvreté ?					
2.a	Approche du coût de besoins fondamentaux (termes monétaires)	YES			NO	
2.b	Approche imprévisible de besoins fondamentaux	YES			NO	
2.c	Pauvreté multidimensionnelle	YES			NO	
2.d	Autre	<i>(please specify)</i>				
3	Quelles variables/dimensions sont employées pour mesurer la pauvreté ?					
3.a	Revenu	YES			NO	
3.b	Dépense	YES			NO	
3.c	D'autres variables	YES			NO	
4	Quelle est l'unité de l'identification pour mesurer la pauvreté?					
4.a	Ménage					
4.b	Individuel					
4.c	Autre					
5	« Quelle est la moyenne de ménage dans votre pays ? (c.-à-d. 4, 5, 6, ... 10 personnes vivant dans le même ménage) »					
6	Veuillez indiquer les sources employées pour estimer le niveau de la pauvreté :					
6.a	"Enquêtes de ménage (c.-à-d. enquête de mesurement des standards de vie (LSMS), enquête démographique et de santé (CSAD), enquête de revenu et de dépense, etc.)"	YES			NO	
6.a.i	Si votre réponse pour la question 6.a est OUI, veuillez écrire - le TYPE de l'APERÇU (c.-à-d. C'est quoi le titre de l'aperçu ?) - la PÉRIODICITÉ (c.-à-d. combien de fois conduisez-vous ce type d'aperçu ? annuellement ? tous les 2 ans ? tous les 5 ans ? pas périodiquement ? etc.) et - la DATE du DERNIER APERÇU (c.-à-d. quand avez-vous mené le dernier aperçu ?)	TITLE		PERIODICITY		DATE
6.b	Autre aperçus (c.-à-d. enquête prioritaire, étude sur l'emploi, enquêtes d'utilisation de temps, enquête d'indicateurs de noyau, etc.)	YES			NO	
6.b.i	Si votre réponse pour la question 6.b est OUI, veuillez écrire - le TYPE de l'APERÇU (c.-à-d. C'est quoi le titre de l'aperçu ?) - la PÉRIODICITÉ (c.-à-d. combien de fois conduisez-vous ce type d'aperçu ? annuellement ? tous les 2 ans ? tous les 5 ans ? pas périodiquement ? etc.) et - la DATE du DERNIER APERÇU (c.-à-d. quand avez-vous mené le dernier aperçu ?)	TITLE		PERIODICITY		DATE
6.c	Les sources non-enquête (c.-à-d. dossiers administratifs, comptes nationaux, etc.)	YES			NO	
6.c.i	Si votre réponse pour la question 6.c est OUI, veuillez écrire - le TYPE de l'APERÇU (c.-à-d. C'est quoi le titre de l'aperçu ?) - la PÉRIODICITÉ (c.-à-d. combien de fois conduisez-vous ce type d'aperçu ? annuellement ? tous les 2 ans ? tous les 5 ans ? pas périodiquement ? etc.) et - la DATE du DERNIER APERÇU (c.-à-d. quand avez-vous mené le dernier aperçu ?)	TITLE		PERIODICITY		DATE day/month/year
7	Menez-vous des aperçus spécifiques pour estimer la pauvreté ?	YES			NO	
7.a	Si votre réponse pour la question 7 est OUI, veuillez écrire - la PÉRIODICITÉ (c.-à-d. combien de fois conduisez-vous ce type d'aperçu ? annuellement ? tous les 2 ans ? tous les 5 ans ? pas périodiquement ? etc.) et - la DATE du DERNIER APERÇU (c.-à-d. quand avez-vous mené le dernier aperçu ?)	TITLE		PERIODICITY		DATE

APPROCHE DU COÛT DE BESOINS FONDAMENTAUX (Si votre réponse pour interroger 2.a est OUI, veuillez répondre aux questions 8.9.10.11)					
8	Votre pays estime-t-il un seuil de pauvreté ?		YES		NO
8.a	Si votre réponse pour la question 8 est OUI, Quels types de seuil de pauvreté ont été estimés ?				
8.a.i	ABSOLU	YES		NO	
8.a.ii	RELATIF	YES		NO	
8.a.iii	SUBJECTIF	YES		NO	
8.a.iv	AUTRE		(please specify)		
8.b	Si votre réponse pour la question 8 est OUI, veuillez indiquer le nombre et le type de seuils de pauvreté qui ont été construits :				
8.b.i	Seulement 1 seuil de pauvreté		national	urban	rural
8.b.ii	2 seuils de pauvreté		national	urban	rural
8.b.iii	plus de 2 seuils de pauvreté		(please specify the number)		
8.b.iv	seuil de pauvreté pour chaque type de ménage basé sur ses caractéristiques (par exemple taille, composition)		(please specify the number)		
9	Si votre réponse pour la question 8 est OUI, quels sont les composants du seuil de pauvreté ?				
9.a	SEUIL DE PAUVRETÉ ALIMENTAIRE	YES		NO	
9.b	SEUIL DE PAUVRETÉ NON-ALIMENTAIRE	YES		NO	
9.c	PAS DE SÉPARATION ENTRE LA NOURRITURE ET LE NON-ALIMENTAIRE	YES		NO	
10	Si votre réponse pour la question 9.a est OUI (c.-à-d. un SEUIL DE PAUVRETÉ ALIMENTAIRE a été estimé),				
10.a	Veuillez indiquer le NOMBRE de SEUILS DE PAUVRETÉ ALIMENTAIRE prévus (c.-à-d. 1, 2, etc.)				
10.b	Veuillez indiquer le NIVEAU des SEUILS de CALORIE utilisés (c.-à-d. 2300, 2500, etc.)				
10.c	"Veuillez vérifier les critères appropriés pris en compte tout en déterminant le seuil minimum requis de calorie dans votre pays (Veuillez vérifier tous ce qui s'applique. Vous pouvez également spécifier des critères additionnels sous la partie 'Autre')"				
		AGE			
		GENDER			
		LOCATION			
		ECONOMIC ACTIVITY			
		OTHER		(please specify)	
10.d	Veuillez indiquer le NOMBRE d'articles dans le PANIER ALIMENTAIRE.				
10.e	Comment le COÛT du PANIER ALIMENTAIRE est-il estimé ?				
10.e.i	l'IPC général	YES		NO	
10.e.ii	l'IPC de pauvreté spécifique	YES		NO	
10.e.iii	Questionnaire des prix de la Communauté d'enquête de ménage	YES		NO	
10.e.iv	d'autres méthodes		(please specify)		
11	Si votre réponse pour la question 9.b est OUI (c.-à-d. un SEUIL DE PAUVRETÉ NON-ALIMENTAIRE a été estimé), veuillez indiquer la méthode d'évaluation :				
11.a	DIRECT (c.-à-d. en construisant le panier non-alimentaire)	YES		NO	
11.b	INDIRECT (c.-à-d. en employant la part de nourriture)	YES		NO	
APPROCHE IMPRÉVISIBLE DE BESOINS FONDAMENTAUX (Si votre réponse pour la question 2.b est OUI, veuillez répondre aux questions 12 et 13)					
12	"Si l'APPROCHE IMPRÉVISIBLE DES BESOINS FONDAMENTAUX est employée pour évaluer la pauvreté, veuillez vérifier le composant approprié des besoins fondamentaux (veuillez examiner OUI pour assurer tous ce qui s'applique. Vous pouvez également spécifier les composants additionnels sous la partie 'autre')"				
12.a	ACCÉDER À L'EAU PURE	YES		NO	
12.b	ACCÉDER À L'HYGIÈNE	YES		NO	
12.c	ACCÉDER À L'ÉLECTRICITÉ	YES		NO	
12.d	ÉDUCATION	YES		NO	
12.e	SANTÉ	YES		NO	
12.f	LOGEMENT	YES		NO	
12.g	INFRASTRUCTURE	YES		NO	
12.h	AUTRE		(please specify)		
13	Est-ce qu'un indice construit pour relier les composants des besoins fondamentaux ?				
		YES		NO	
13.a	Si votre réponse pour la question 13 est OUI, veuillez indiquer comment les poids assignés aux composants sont estimés :				
13.a.i	poids égaux	YES		NO	
13.a.ii	basé sur le modèle statistique	YES		NO	
13.a.iii	autre		(please specify)		
APPROCHE MULTIDIMENSIONNELLE (Si votre réponse pour la question 2.c est OUI, veuillez répondre aux questions 14 et 15)					
14	Si l'approche multidimensionnelle est employée, quelle méthode a été employée pour calculer?				
14.a	Analyse de composants principaux (ACP)	YES		NO	
14.b	Compte (c.-à-d. Alkire-Foster)	YES		NO	
14.c	Ensemble brouillé	YES		NO	
14.d	Autre		(please specify)		
15	Quelles dimensions ont été employées pour construire la mesure de pauvreté (Veuillez vérifier OUI pour tous ce qui s'applique. Vous pouvez également spécifier les composants additionnels sous la partie 'autre')				
15.a	STANDARDS DE VIE	YES		NO	
15.b	ÉDUCATION	YES		NO	
15.c	SANTÉ	YES		NO	
15.d	AUTRE		(please specify)		

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LES STATISTIQUES DE PAUVRETÉ

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LES STATISTIQUES DE PAUVRETÉ							
16	Ressources Humaines						
16.a	Quel est tout le nombre de personnel dans votre établissement ?	(number)					
16.b	Veuillez indiquer le nombre de personnel avec le niveau de l'éducation la plus élevée atteint. (Le total devrait assortir le nombre donné pour la question 16.a)	MA/ MSc and above	BA/BSc or equivalent (2)	Secondary school	Primary school	No formal education	Total
		(number)	(number)	(number)	(number)	(number)	(number)
16.c	Does your institution have a department or team related to poverty assessment and measurement?	YES			NO		
16.d	What is the total number of staff working in poverty issues?						
16.e	Does your staff have specific education on poverty issues or attend poverty related courses?	YES			NO		
16.e.i	If your answer for question 16.e is YES, then please specify the number of staff that have specific education on poverty issues or attend poverty related courses?	(please specify)					
17	Does your institution have partnership and/or receive consultation from international organizations in the area of poverty statistics?	YES			NO		
17.a	If your answer for question 17 is YES, please indicate the name(s) of partner organization(s) (i.e. IDB, World Bank, UN, IMF, etc.)	(please specify)					
17.b	If your answer for question 17 is YES, please provide some details about the content of the partnership and/or consultations received	(please specify)					
18	What are the problems your institution encounter while estimating poverty statistics? Or hardships that prevent your institution from collecting poverty statistics? (Please check YES for all that apply. You can also specify additional hardships under the part 'other')						
18.a	Inadequate budget	YES			NO		
18.b	Lack of data source (i.e. surveys)	YES			NO		
18.c	Lack of political support	YES			NO		
18.d	Inadequate number of staff	YES			NO		
18.e	Lack of methodological knowledge	YES			NO		
18.f	Lack of software package	YES			NO		
18.g	Inproficiency in using the relevant statistical software	YES			NO		
18.h	Other	(please specify)					
19	Does your institution need short-term training on poverty statistics?	YES			NO		
19.a	If your answer for question 19 is YES, please indicate the themes that your institution need training under poverty statistics?	(please specify)					
20	What are the strong aspects/best cases of your institution while estimating poverty statistics?	(please specify)					
21	Can your institution provide short-term training on poverty statistics?	YES			NO		
21.a	If your answer YES for question 21, please indicate the themes that your institution can provide training under poverty statistics?	(please specify)					
22	Please specify language preference for STATCAB trainings on poverty statistics (use 1: the first preference, 2: second preference, 3: third preference)	Arabic		English		French	
FUTURE PLANS AND FEEDBACK							
23	Does your country have a poverty reduction programme/strategy specified under its national development plan?	YES			NO		
23.a	If your answer for question 23 is YES, please provide the details of the programme / strategy?	(please specify)					
24	What are the future plans/ strategies of your institutions in terms of estimating poverty statistics?	(please specify)					
25	Please state all your comments and feedback regarding the content of the questionnaire.	(please specify)					

RÉFÉRENCES

- Acemoglu, D., S. Johnson, and J.A. Robinson (2001), “The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation”, *American Economic Review*, Vol.91.
- Agénor, P.-R (2004), “Macroeconomic Adjustment and the Poor, Analytical Issues and Cross-Country Evidence”, *Journal of Economic Surveys*, Vol.18.
- Alkire, S., J.M. Roche, M.E. Santos, and S. Seth (2011), “Multidimensional Poverty Index 2011: Brief Methodological Note,” Oxford Poverty and Human Development Initiative, Oxford University.
- Alston, J., C. Chan-Kang, M. Marra, P. Pardey, and T. Wyatt (2000), A Meta-Analysis of Rates of Returns to Agricultural R&D, Ex Pede Herculem IFPRI Research Report (113), International Food Policy Research Institute, Washington, D.C.
- Barr, N. (2004), *The Economics of the Welfare State*, 4th ed, Oxford University Press, Oxford.
- Celine (2007), *Global Warming and Agriculture*, Peterson Institute for International Economics, Washington D.C.
- Cervantes-Godoy, D. and J. Dewbre (2010), “Economic Importance of Agriculture for Poverty Reduction”, *OECD Food, Agriculture and Fisheries Working Papers*, Vol. 23.
- Cobbinah, P. B., R. Black, and R. Thwaites (2013), “Dynamics of Poverty in Developing Countries: Review of Poverty Reduction Approaches”, *Journal of Sustainable Development*, Vol.6.
- COMCEC (2014), *COMCEC Poverty Outlook*, COMCEC Coordination Office, Ankara.
- Dabour, N. Md. (2000), “Eradication of Poverty in the Least Developed and Low-Income OIC Member Countries”, *Journal of Economic Cooperation and Development*, Vol. 21(1).
- Dogarawa, A. B. (2009), “Poverty Alleviation through Zakah and Waqf Institutions: A Case for the Muslim Ummah in Ghana”, *MPRA Paper*, No. 23191.
- Elder, G. and A. Caspi (1988), “Economic Stress in Lives, Developmental Perspectives”, *Journal of Social Issues*, Vol.44.
- Emanuele, F., M. Tomlinson, and R. Walker (2013), *Poverty, Participation and Choice*, Joseph Rowntree Foundation, Cambridge.
- FAO (2004), *The State of Food Insecurity in the World*, FAO, Rome.
- FAO (2011), *State of Food and Agriculture 2010–2011: Women in Agriculture, Closing the Gender Gap for Development*, FAO, Rome.
- FAO, IFAD and WFP (2014), *The State of Food Insecurity in the World 2014: Strengthening the Enabling Environment for Food Security and Nutrition*, FAO, Rome.
- Hall, R. and C. I. Jones (1999), “Why Do Some Countries Produce So Much More Output per Worker than Others?” *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 114.
- Hulme, D. and A. Shepherd (2003), “Conceptualizing Chronic Poverty”, *World Development*, Vol. 31.
- Kaufmann, D., A. Kraay and P. Zoido-Lobaton (1999a), “Aggregating Governance Indicators”, *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 2195.
- Kaufmann, D., A. Kraay and P. Zoido-Lobaton, P. (1999b), “Governance Matters”, *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 2196.
- Kuznets, S. (1955), “Economic Growth and Income Inequality”, *American Economic Review*, Vol. 45.

- Lanjouw, P and, M Ravallion (1994), “Poverty and Household Size”, *World Bank Policy Research Working Paper*, No: 1332.
- North, D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Phipps S. (2003), *The Impact of Poverty on Health*, Canadian Population Health Initiative (CPHI), Ottawa.
- Pica, G., U. Pica-Ciamarra and J. Otte (2008), “The Livestock Sector in the World Development Report 2008: Re-assessing the Policy Priorities”, *Pro-Poor Livestock Policy Initiative Research Report*.
- Piketty, T. (2014), *The Capital in the Twenty-First Century*, Harvard University Press, Cambridge.
- Preston, S. (1975), “The Changing Relation between Mortality and Level of Economic Development”, *Population Studies*, Vol. 29.
- Pryer, J., S. Rogers and A. Rahman (2003), “Work Disabling Illness and Coping Strategies in Dhaka Slums”, *CPRC Conference Paper*.
- Ravallion, M. and S. Chen (2001), “Measuring Pro-poor Growth”, *World Bank Policy Research Working Paper Series*, Vol. 2665.
- Ravallion, M., S. Chen and P. Sangraula (2008), “Dollar a Day Revisited”, *World Bank Economic Review*, Vol. 23(2).
- Rio Group: Expert Group on Poverty Statistics (2006), *Compendium of Best Practices in Poverty Measurement*, UN Economic Commission for Latin America and Caribbean (ECLAC) and Brazilian Institute for Geography and Statistics (IBGE), Rio de Janeiro.
- Rodrik, D., A. Subramanian and F. Trebbi (2002), “Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development”, *Journal of Economic Growth*, Vol. 9.
- Roemer, J. (1998), *Equality of Opportunity*, Harvard University Press, Cambridge.
- Selden, T. and J. Wasylenko (1992), “Benefit Incidence Analysis in Developing Countries”, *World Bank Policy Research Working Paper*, Vol.1015.
- Sen, A. (1976), “Poverty, An Ordinal Approach to Measurement”, *Econometrica*, Vol.44 (2).
- Sen, A. (1990), *Development as Capability Expansion*, in Keith Griffin and John Knight (eds), *Human Development and the International Development Strategy for the 1990s*, Macmillan, London.
- SESRIC (2012), *Education and Scientific Development in the OIC Member Countries 2012/2013*, SESRIC Publications, Ankara.
- SESRIC (2013), *OIC Health Report*, SESRIC Publications, Ankara.
- SESRIC (2014a), *Agriculture and Food Security in OIC Member Countries*, ed: Savas Alpay, SESRIC Publications, Ankara.
- SESRIC (2014b), *Managing Disaster and Conflicts in OIC Member Countries*, ed: Savas Alpay, SESRIC Publications, Ankara.
- SESRIC (2014c), *OIC Strategic Health Programme of Action 2014-2023 (OIC-SHPA)*, SESRIC Publications, Ankara.
- Seth S. and A. Villar (2014a), “The Measurement of Human Development and Poverty”, *Pablo de Olavida University Economics Working Paper*, Vol.14.10.
- Seth S. and A. Villar (2014b), “Human Development, Inequality and Poverty: Empirical Findings”, *Pablo de Olavida University Economics Working Paper*, Vol. 14.11.

Shah, A. and J. Whalley (1991), “Tax Incidence Analysis of Developing Countries, An Alternative View”, *World Bank Economic Review*, Vol.3.

Stiglitz, J. E., A. K. Sen, and J-P. Fitoussi (2009), Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress, *OFCE Working Paper*, Vol. 33.

UN IPCC (2007), Fourth Assessment Report: Climate Change, IPCC, Geneva.

UNDP (1990, 1993, 1995, 1997, 2003, 2010), Human Development Report, UNDP, New York.

UNDP (2011), Beyond Transition: Towards Inclusive Societies, Regional Human Development Report, UNDP, Regional Bureau for Europe and CIS, Bratislava.

UNSD (2005), Handbook on Poverty Statistics: Concepts, Methods and Policy Uses, UNSD, New York.

UN (2011), Family-Oriented Policies for Poverty Reduction, Work-Family Balance and Intergenerational Solidarity, Department of Economic and Social Affairs, Division for Social Policy and Development, New York.

Wang, Y.-Q. and K.-Y Tsui (2000), “Polarisation Orderings and New Classes of Polarization Indices”, *Journal of Public Economic Theory*, Vol. 2.

Weismann, D. (2006), A Global Hunger Index: Measurement Concept, Ranking of Countries, and Trends, International Food Policy Research Institute, Washington, D.C.

Wilkinson, R. and K. Pickett (2006), “Income Inequality and Population Health: A Review and Explanation of the Evidence”, *Social Science and Medicine*, Vol. 62.

Wolfson, M. C. (1997), “Divergent Inequalities: Theory and Empirical Results”, *Review of Income and Wealth*, Vol.43.

World Bank (2007), Managing Agricultural Production Risks: Innovations in Developing Countries. World Bank Agriculture and Rural Development Department, World Bank, Agricultural & Rural Development Department, Washington, D.C.

World Bank (2013), A Unified Approach to Measuring Poverty and Inequality- Theory and Practice, World Bank, Washington, D.C.

World Bank (2014), Knowledge in Development Note: Measuring Global Poverty. Available at: <http://bit.ly/1vUPbSJ>

Sources de Données

OPHI, Global Multidimensional Poverty Index. Available at: <http://www.ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/>

World Bank, World Development Indicators Database. Available at: <http://bit.ly/1dRZxcO>

World Bank, Worldwide Governance Indicators Database. Available at: <http://bit.ly/1DncpV4>